



Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes

NOTE D'ORIENTATION

Version 2 Novembre 2009

John Twigg

Une version numérique de cette note d'orientation peut être téléchargée à partir de :

www.abuhrc.org/research/dsm/Pages/project_view.aspx?project=13

(site Internet d'Aon Benfield UCL Hazard Research Centre).

Un nouveau site Internet spécifique pourrait être créé à l'avenir.

Cette page Internet contient aussi la première édition de la note d'orientation (en anglais, espagnol, français et indonésien), des études de cas, des présentations et d'autres documents liés à la résilience des collectivités.

Des exemplaires de la note d'orientation et d'autres documents sont également disponibles auprès de l'auteur, Dr John Twigg au University College London (j.twigg@ucl.ac.uk), à qui vous pouvez également adresser vos questions et commentaires.

ISBN : 978-0-9565219-2-7

Traduction: Prisca Wiles



LATITUDE
GRAPHIC DESIGN

www.latitude-gd.com

TABLE DES MATIÈRES

Préface	4	4.4.2 Gestion de cycle de projet	22
Abréviations et acronymes	5	(a) Études de base	22
Remerciements de l'auteur	5	(b) Analyse de vulnérabilité et de capacité	22
Prochaines étapes pour les <i>Caractéristiques</i>	6	(c) Conception du projet : choix des indicateurs	23
Section 1 : Introduction	6	(d) Bilans et évaluations	24
1.1 Contenu de cette note d'orientation	6	4.4.3 Recherche	25
1.2 Utilisation des <i>Caractéristiques</i> : vue d'ensemble	7	4.4.4 Plaidoyer	26
Section 2 : Concepts fondamentaux	8	Section 5 : Pour approfondir	26
2.1 Réduction des risques de catastrophe	8	Section 6 : Les tableaux des <i>Caractéristiques</i>	28
2.2 Résilience et collectivité résiliente	8	Domaine thématique 1 : Gouvernance	28
2.3 Collectivité	9	Domaine thématique 2 : Évaluation des risques	31
Section 3 : Les tableaux des <i>Caractéristiques</i> : une explication	9	Domaine thématique 3 : Savoirs et éducation	33
3.1 Domaines thématiques	9	Domaine thématique 4 : Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité	36
3.2 Composantes de résilience	10	Domaine thématique 5 : Préparation aux catastrophes et réponse	41
3.3 <i>Caractéristiques</i> d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	11	Encadrés	45
3.4 <i>Caractéristiques</i> d'un environnement favorable	12	1. Autres initiatives d'indicateurs de RRC	45
3.5 Difficultés	13	2. Intégrer RRC et ACC	46
3.5.1 Limites d'une approche cadre	13	3. Créer des processus efficaces de résilience	48
3.5.2 Limites du Cadre d'action de Hyogo	13	4. Impliquer les jeunes	49
3.5.3 Aspects de la résilience relevant des attitudes	14	5. Adapter les <i>Caractéristiques</i> au contexte local	49
Section 4 : Comment utiliser les <i>Caractéristiques</i>	14	6. Création de nouveaux domaines thématiques	50
4.1 Vue d'ensemble et contextes	14	7. « Top 20 » des caractéristiques selon Tearfund	51
4.1.1 Vue d'ensemble	14	8. Principaux indicateurs de la résilience d'une collectivité selon l'ADPC	54
4.1.2 Contextes	14	9. « Cartographier » les vulnérabilités et les capacités à l'aide du cadre des <i>Caractéristiques</i>	55
(a) Adaptation au changement climatique	14	10. Passer des caractéristiques à des indicateurs	56
(b) Post-catastrophe	15	11. <i>Caractéristiques</i> / indicateurs : quantitatifs ou qualitatifs ?	57
(c) Conflit	15	12. Rechercher ce qui construit la résilience	57
4.2 Présenter les <i>Caractéristiques</i> : renforcer la capacité de l'utilisateur	16	13. Lier la résilience de la collectivité à un environnement favorable	58
4.2.1 Destinataires et groupes d'utilisateurs ciblés	16	Études de cas	60
4.2.2 Façons de présenter les <i>Caractéristiques</i> aux utilisateurs :	16	1. Aider des praticiens de la RRC à définir la résilience dans le contexte du Bangladesh rural	60
(a) Principes fondamentaux	16	2. Présenter les <i>Caractéristiques</i> au personnel de terrain d'une ONG partenaire au Népal	62
(b) Approches de la présentation et de la formation	16	3. Utiliser les <i>Caractéristiques</i> pour une évaluation préliminaire des savoir-faire et des lacunes	67
(c) Parvenir à une acceptation organisationnelle	17	4. « Personnaliser » les <i>Caractéristiques</i> pour une réduction des risques centrée sur l'enfant	70
(d) Traduction	17	5. Planification stratégique à l'aide des <i>Caractéristiques</i>	74
(e) Attitudes positives	17	6. Utiliser les <i>Caractéristiques</i> pour des bilans et des évaluations	77
4.3 Choisir, modifier, « personnaliser » les <i>Caractéristiques</i>	18	7. Utiliser les <i>Caractéristiques</i> pour la collecte de données et la recherche	79
4.3.1 Pourquoi modifier les <i>Caractéristiques</i>	18		
4.3.2 Approches possibles	18		
4.3.3 <i>Caractéristiques</i> fondamentales	18		
4.3.4 Établir les priorités	19		
4.3.5 Jalons	19		
4.4 Appliquer les <i>Caractéristiques</i> aux activités de RRC	21		
4.4.1 Planification stratégique et partenariats	21		
(a) Planification stratégique	21		
(b) Établissement de portée	21		
(c) Besoins et opportunités de partenariat	21		

PRÉFACE

Bienvenue dans les *Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes* ! Nous espérons que l'occasion, qui vous est donnée à la fois d'étudier ce document et d'apprendre à embrasser les *Caractéristiques* dans toute leur étendue et leur profondeur, vous fascinera. En tant que groupe d'organisations fondatrices, nous avons apprécié la richesse des connaissances que peuvent apporter les *Caractéristiques*, une richesse qui nous a même quelque peu surpris. Chaque organisation a trouvé dans cet ouvrage, tant pour le personnel que pour les partenaires, la source d'une motivation renouvelée qui a en définitive profité aux personnes que nous servons.

La mise au point des *Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes* a été demandée par un groupe de six organisations : ActionAid, Christian Aid, Plan UK, Practical Action et Tearfund, en association avec la Croix-Rouge britannique / Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Au cours des dernières années, ce groupement inter-organisations a reçu un financement provenant du Ministère britannique du Développement International (DFID) pour des initiatives de réduction des risques de catastrophe (RRC) et pour aider à la promotion du Cadre d'action de Hyogo (CAH), en particulier au niveau local. Cependant, lors des discussions sur le mode de suivi de la mise en œuvre du CAH, l'absence de cadre pour en comprendre l'incidence au niveau des collectivités de base s'est fait sentir.

Le groupe inter-organisations financé par le DFID a, dans un premier temps, discuté avec John Twigg de la possibilité de formuler à quoi pourrait ressembler une collectivité résiliente face aux catastrophes, et comment des indicateurs peuvent être élaborés à partir de là. Par la suite, John Twigg et une équipe ont servi de consultants pour identifier les caractéristiques fondamentales de la résilience d'une collectivité destinées à compléter le travail mené par les organisations des Nations Unies au niveau des nations et du monde.

La première étape de cette initiative a conduit à un ensemble de caractéristiques multi-aléas / multi-contextes, qui a été publié, avec un texte explicatif, sous le titre *Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes : Note d'orientation*, en août 2007. La publicité pour cet ouvrage a été faite largement auprès des organisations de RRC. L'étape suivante consistait à tester ces *Caractéristiques* sur le terrain. De multiples organisations ont été invitées à expérimenter les *Caractéristiques* dans leur travail et à faire des commentaires sur les résultats. Elles ont été encouragées à utiliser le document de la manière la plus appropriée (par exemple, pour définir la conception d'un projet futur, pour mettre au point des indicateurs graduels ou pour mesurer un travail déjà accompli) et à l'adapter à leurs propres besoins et contexte d'intervention.

Au cours des deux dernières années, l'adoption des *Caractéristiques* a été considérable. Tous les membres du groupe inter-organisations en ont fait largement usage, mais de nombreuses autres organisations dans le monde en ont rapidement aussi saisi le potentiel et se sont enthousiasmées face aux possibilités que ce document leur offrait. Elles ont tenu à l'appliquer à leur travail de RRC et à partager l'approche comme en témoigne le commentaire suivant :

« Enfin, une observation : le personnel de terrain semble habituellement quelque peu dépassé par le document au premier abord (moi aussi, soit dit en passant). Une fois qu'il

s'y attelle et en comprend les utilisations potentielles, la conséquence assez générale en est un soudain regain de motivation pour d'autres actions. Cela a été particulièrement évident au cours d'une récente recherche de terrain au Malawi... J'ai entendu le personnel de terrain, les partenaires locaux – de petites organisations, en général, ne comprenant guère de personnel spécialisé – des agents de vulgarisation et des responsables communautaires nous dire des choses comme : « nous voyons les catastrophes sous un autre angle maintenant », « nous avons ouvert les yeux », « nous savons ce qu'il faut faire, maintenant » et d'autres expressions similaires. J'ai même été témoin d'un responsable de l'administration du district qui critiquait ses propres activités et proposait des changements... »¹

Cette deuxième édition des *Caractéristiques* s'est nourrie des commentaires provenant des tests sur le terrain. Le cadre de base reste inchangé, mais il y a des directives beaucoup plus pratiques sur les méthodes d'application et d'adaptation du document, accompagnées d'exemples et d'études de cas. Nous tenons tout particulièrement à ce que les *Caractéristiques* soient considérées comme une ressource pour l'Adaptation au changement climatique, en reconnaissant que les chocs dus aux catastrophes causées par la variabilité climatique sont ressentis par un nombre croissant de collectivités dans le monde, avec un impact particulièrement fort sur les pays en développement.

Enfin, en tant que groupe d'organisations, nous ne cachons pas notre ardeur à considérer qu'une RRC au niveau de la collectivité est fondamentale pour réduire les risques et l'incidence des catastrophes. Nous devons exprimer notre souci de ce qu'aucune cible ou aucun engagement obligatoire n'ait été fixé par les gouvernements aux gouvernements, dans le processus de Hyogo. En conséquence de quoi, nous voulons apporter cette contribution à la communauté de RRC comme une étape en vue de la mesure du succès des Actions prioritaires de Hyogo et nous vous encourageons vivement à vous associer à d'autres initiatives dans votre localité qui contribueront à demander des comptes au CAH.

En définitive, les *Caractéristiques* n'ont qu'un seul objectif : soutenir les collectivités pour faire en sorte que, lors des retombées d'un quelconque aléa, elles aient les savoir-faire, les moyens et la confiance pour en réduire l'incidence, gérer la réponse et garantir un prompt rétablissement. Ce but ne peut être atteint que si les gouvernements, les ONG, les universitaires et les collectivités travaillent unis en partenariat.



Oenone Chadburn

Chef de l'Unité de gestion des catastrophes
Tearfund

De la part du groupe inter-organisations (ActionAid, Croix-Rouge britannique, Christian Aid, Plan UK, Practical Action et Tearfund)
Décembre 2009

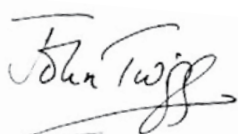
¹ Commentaire de José Luis Peña, Christian Aid.

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ACC	adaptation au changement climatique
ADPC	Asian Disaster Preparedness Center [Centre asiatique de préparation aux catastrophes]
AP	alerte précoce
AVC	analyse de vulnérabilité et de capacité
BCAH (ONU)	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (Nations Unies)
CAH	Cadre d'action de Hyogo
DFID	Département du développement international
GCC	gestion communautaire des catastrophes
GCRC	gestion communautaire des risques de catastrophe
GRC	gestion des risques de catastrophe
IFRC	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
OCB	organisation communautaire de base
ONG	organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	organisation de la société civile
PC	préparation aux catastrophes
RRC	réduction des risques de catastrophe
S-E	suivi-évaluation
SAP	système d'alerte précoce
SIPC (ONU)	Stratégie internationale de l'ONU pour la prévention des catastrophes
TSPT	trouble de stress post-traumatique

REMERCIEMENTS DE L'AUTEUR

Les commentaires provenant des tests sur le terrain de la première édition des *Caractéristiques* ont presque dépassé toute attente. Les membres du groupe inter-organisations (ActionAid, Croix-Rouge britannique, Christian Aid, Plan UK, Practical Action et Tearfund) qui avaient commandité ce travail ont énormément contribué à l'opération en envoyant commentaires et études de cas. Les pages qui suivent révèlent l'étendue de la dette que j'ai envers eux et leurs partenaires. Cela a été complété par beaucoup de commentaires de la part d'un grand nombre d'autres organisations de dimensions internationale, nationale ou plus locale. La plupart des commentaires étaient spontanés, ils ne répondaient pas à des demandes directes de ma part. Ils provenaient souvent de personnes que je ne connaissais pas et parfois d'organisations dont je n'avais jamais entendu parler. C'est une preuve supplémentaire du besoin énorme d'un ouvrage de référence de ce genre, et ceci dès le démarrage du projet des *Caractéristiques*. J'adresse mes remerciements à toutes les personnes impliquées, au DFID pour le soutien qu'il a apporté au groupe inter-organisations et, en particulier à Oenone Chadburn de Tearfund et Nick Hall de Plan UK pour leur gestion de ce projet pleine de sollicitude.



John Twigg

University College London
j.twigg@ucl.ac.uk

Novembre 2009

PROCHAINES ÉTAPES POUR LES CARACTÉRISTIQUES

Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes n'est qu'une contribution parmi d'autres à un processus d'une beaucoup plus grande envergure et à plus long terme consistant à bâtir des collectivités résilientes dans le monde entier. Nous espérons que cet ouvrage contribuera à cette construction et que ceux d'entre vous qui l'utiliseront nous aideront à faire en sorte qu'il ne perde rien de sa pertinence.

Quand vous lirez ce document, vous prendrez conscience du nombre d'organisations qui ont déjà utilisé les *Caractéristiques* et de la diversité des façons dont elles en ont appliqué les outils. Avec le temps, nous espérons que cet ouvrage sera utilisé par de nombreuses autres organisations actives dans la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation au changement climatique et d'autres aspects du développement durable.

Nous aimerions que le projet *Caractéristiques* soit un moyen d'apprentissage et de partage d'informations sur la résilience communautaire – la comprendre, l'analyser, mettre en œuvre des projets au niveau de la base et faire pression pour des changements aux plus hauts niveaux. Nous continuerons à rassembler et partager nos apprentissages sur la façon dont cet ouvrage de référence est appliqué, sur sa contribution à la construction de la résilience et sur d'éventuelles modifications pour le rendre encore plus utile.

L'implication des utilisateurs est essentielle pour cela. Veuillez nous envoyer des récits de vos expériences avec les *Caractéristiques*, ainsi que des idées de modifications ou de nouvelles applications. De plus, n'hésitez surtout pas à demander des conseils si vous en avez besoin.

De nouvelles informations seront postées sur la page Internet de *Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes* : www.abuhrc.org/research/dsm/Pages/project_view.aspx?project=13 (site Internet d'Aon Benfield UCL Hazard Research Centre).

Les commentaires, idées et questions peuvent être envoyés à John Twigg au University College London (j.twigg@ucl.ac.uk).

SECTION 1: INTRODUCTION

1.1 CONTENU DE CETTE NOTE D'ORIENTATION

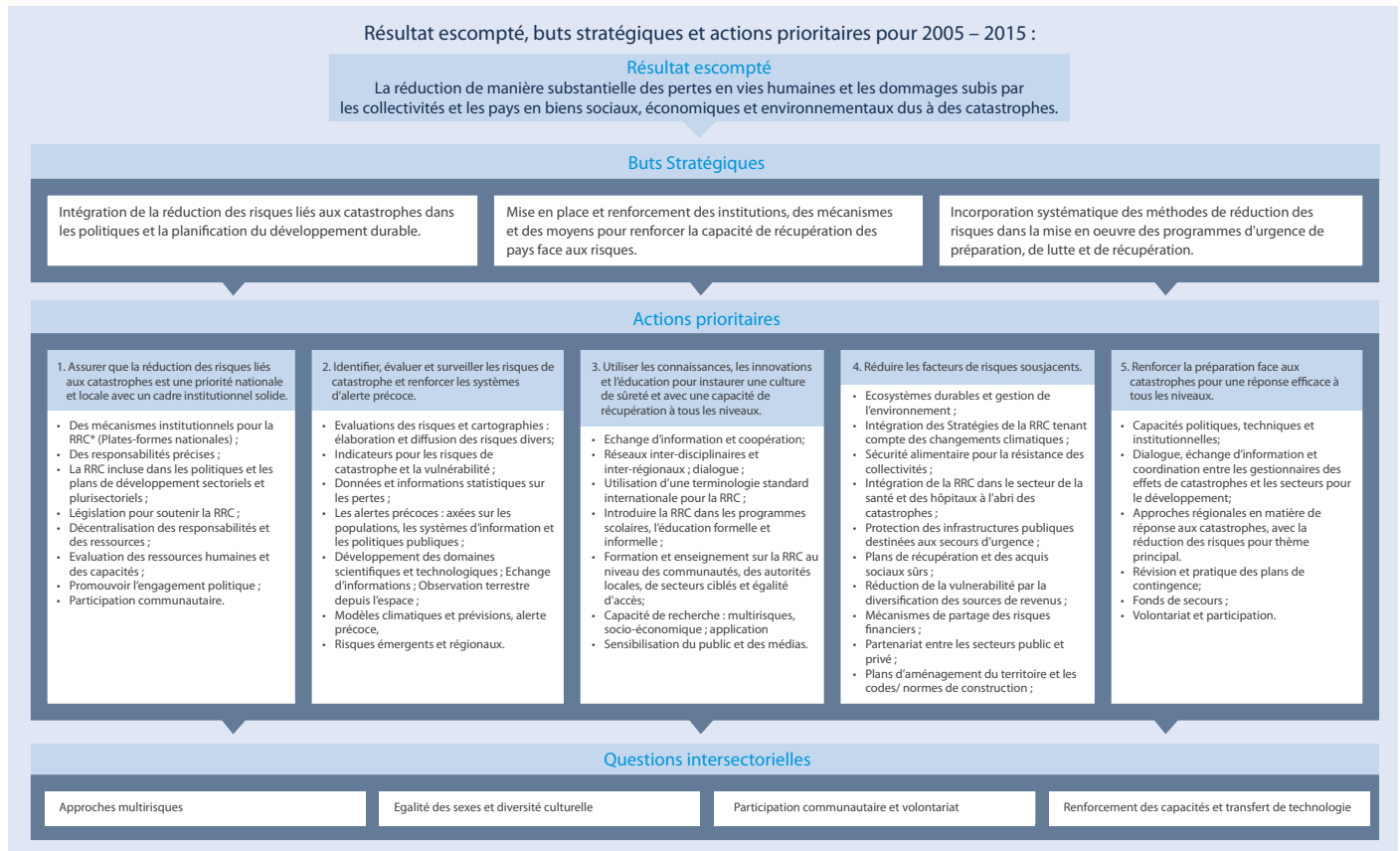
Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes est une note d'orientation à l'usage des organisations gouvernementales et de la société civile qui travaillent dans des initiatives de réduction des risques de catastrophe (RRC) et d'adaptation au changement climatique (ACC) au niveau des collectivités, en partenariat avec des collectivités vulnérables.

Cet ouvrage expose ce qui pourrait constituer une « collectivité résiliente face aux catastrophes », en présentant les nombreux différents éléments de la résilience. Il donne également quelques pistes possibles de progression vers la résilience.

Les *Caractéristiques* consistent en une série de tableaux (voir [Section 6](#)) énonçant les caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes, étayés par des directives sur leur utilisation ([Section 4](#)).

Les tableaux sont expliqués plus en détail ci-dessous ([Section 3](#)). Ils sont classés sous cinq rubriques thématiques, représentant les domaines principaux d'intervention de RRC, sur la base d'un cadre mis au point par l'organisation des Nations Unies, Stratégie Internationale pour la Prévention des Catastrophes (SIPC) : le Cadre d'action de Hyogo 2005–2015 (CAH). Nous avons suivi ce processus parce que le CAH est accepté, d'une manière générale, par l'ONU et par d'autres organisations internationales, la plupart des gouvernements et de nombreuses ONG. Le CAH énonce trois objectifs stratégiques et définit cinq priorités d'action, qui couvrent les principaux domaines de RRC. Il propose également des domaines importants d'intervention à l'intérieur de chaque thème : voir Fig. 1 (*Cadre d'action de Hyogo*).

Fig. 1 : Cadre d'action de Hyogo



Le projet *Caractéristiques* n'est qu'une initiative parmi d'autres, récentes et en cours dans ce domaine. Comme l'importance de la RRC est maintenant largement reconnue, de nombreuses organisations ont mis au point des indicateurs de réalisation. L'Encadré 1 (Autres initiatives d'indicateurs de RRC) identifie une partie des principaux efforts internationaux, portant plus particulièrement sur les indicateurs au niveau national. Vous trouverez peut-être utile de regarder certaines de ces initiatives et leurs résultats.

Cette édition des *Caractéristiques* est la deuxième. Elle repose sur une recherche documentaire, des discussions avec des experts et les retours d'informations sur une longue période de tests de l'édition pilote, effectués sur le terrain par un certain nombre d'organisations. Cependant, nous sommes encore en train d'apprendre quelle en est la valeur et comment l'appliquer; nous apprécierons donc d'autres commentaires de la part des utilisateurs.²

1.2 UTILISATION DES CARACTÉRISTIQUES : VUE D'ENSEMBLE

Ce document contient des directives complètes sur la façon d'appliquer les *Caractéristiques* à votre travail (voir Section 4), mais il est important de faire ici quelques remarques préliminaires.

Tout d'abord, et c'est le plus important, **la note d'orientation des *Caractéristiques* est un ouvrage de référence, ce n'est pas un manuel**. L'ouvrage est conçu pour contribuer à la mise en œuvre des processus de mobilisation communautaire et de partenariat pour la RRC. Les utilisateurs peuvent y choisir les informations et les idées qui correspondent à leur domaine de travail et qui pourront venir à l'appui de ce dernier, selon leurs besoins et leurs priorités. Ce choix devrait résulter d'une réflexion approfondie de la part des collectivités et des organisations qui travaillent avec elles, ainsi que de discussions entre elles.

Il faut souligner que la « **collectivité résiliente face aux catastrophes** » présentée ici est un idéal, car en réalité aucune collectivité ne peut atteindre le risque zéro. Les tableaux exposent les caractéristiques de cet état idéal, non les indicateurs de projet dans le sens conventionnel. Cependant, en combinant les divers éléments de résilience recensés ici, les projets de RRC peuvent augmenter très sensiblement les capacités des collectivités à résister à des occurrences d'aléas.

Un autre point qu'il convient de souligner est que les caractéristiques énoncées dans ce document sont générales pour tous les contextes, tandis que **chaque projet, situation géographique et collectivité sont uniques**. Les personnes qui utiliseront cette note d'orientation se concentreront probablement sur les éléments de résilience qui sont les plus adaptés aux conditions ou au type de travail qu'elles accomplissent.

² Contacter l'auteur, John Twigg, University College London (j.twigg@ucl.ac.uk).

SECTION 2 : CONCEPTS FONDAMENTAUX

Trois concepts sont au centre de cette note d'orientation : **la réduction des risques de catastrophe, la résilience et la collectivité**. Il est important de réfléchir à ce que recouvrent ces concepts avant d'utiliser les tableaux.

2.1 RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

La réduction des risques de catastrophe (RRC) est un concept relativement nouveau. La littérature technique donne diverses définitions de ce terme, mais son acception générale est le développement et l'application de politiques, de stratégies et de pratiques, à grande échelle, pour minimiser les vulnérabilités et les risques de catastrophe dans l'ensemble de la société.³

La RRC est une approche systématique visant à identifier, évaluer et réduire les risques de catastrophe. Son but est de réduire les vulnérabilités socio-économiques aux catastrophes tout en traitant les aléas environnementaux et autres qui les provoquent. Elle relève de la responsabilité de toutes les organisations de développement et de secours humanitaire et devrait faire partie intégrante de la façon dont de telles organisations accomplissent leur travail. Elle ne devrait pas être une action ajoutée ou exceptionnelle. La RRC touche un large éventail de domaines, et presque tous les secteurs de travail humanitaire ou de développement ont un potentiel et un besoin d'initiatives de RRC.

Aucun groupe (ni aucune organisation) ne peut traiter à lui seul tous les aspects de RRC. Le mode de pensée RRC considère les catastrophes comme des problèmes complexes qui exigent une réaction collective de la part de divers groupes disciplinaires et institutionnels – en d'autres termes, des partenariats. C'est une remarque importante, parce que les organisations devront décider individuellement où concentrer leurs efforts et comment travailler avec des partenaires, pour faire en sorte que d'autres aspects importants de résilience soient traités (pour des idées sur la façon d'utiliser les *Caractéristiques* pour identifier les besoins et occasions de partenariat, voir [Section 4.4.1](#)).

Il convient de noter que les tableaux des *Caractéristiques* sont conçus comme une référence pour tout un éventail d'organisations travaillant au niveau local et communautaire, collectivement ou individuellement. Certains éléments de résilience peuvent avoir davantage de sens pour certaines organisations et dans certains contextes que dans d'autres.

2.2 RÉSILIENCE ET COLLECTIVITÉ RÉSILIENTE

De nombreuses tentatives ont été faites pour définir la « résilience », tant dans le contexte de la RRC que dans celui de l'ACC. La diversité des définitions et concepts académiques peut prêter à confusion. À des fins opérationnelles, il est plus utile de travailler avec des définitions générales et des caractéristiques comprises par tous. En suivant cette approche, on peut comprendre la résilience d'un système ou d'une collectivité comme la capacité à :

- anticiper, minimiser et absorber les stress potentiels ou les forces destructives par l'adaptation ou la résistance
- gérer ou maintenir certaines fonctions ou structures de base, au cours d'événements désastreux
- récupérer ou « rebondir » après un choc.

La « résilience » est généralement considérée comme un concept plus large que la « capacité » parce qu'elle dépasse le comportement, les stratégies et les mesures spécifiques de réduction et de gestion des risques qui entrent normalement dans le cadre des capacités. Il est cependant difficile de tracer une séparation nette entre les deux concepts. Dans l'usage commun, « capacité » et « capacité à surmonter » ont souvent le même sens que « résilience ».

Mettre l'accent sur la résilience signifie s'intéresser davantage à ce que les collectivités peuvent faire pour elles-mêmes et aux moyens à mettre en œuvre pour renforcer leurs capacités, plutôt que de se borner à constater leur vulnérabilité aux catastrophes ou aux chocs et stress environnementaux, ou leurs besoins en cas de secours d'urgence.

« Résilience » et « vulnérabilité » peuvent être considérées comme les deux faces d'une même médaille, mais les deux termes sont relatifs. Il faut se demander à quoi des individus, des collectivités ou des systèmes sont vulnérables ou résilients, et dans quelles proportions.

Comme la vulnérabilité, la résilience est complexe et comporte de multiples facettes. Différents aspects ou niveaux de résilience sont nécessaires pour traiter des risques, chocs, stress ou changements environnementaux de types et de gravités différents.

Aucune collectivité ne pourra jamais être complètement à l'abri des aléas d'origine naturelle ou humaine. Il peut être utile de voir une collectivité résiliente aux catastrophes ou résistante aux catastrophes comme « la collectivité la plus sûre possible que nous avons la

³ L'expression « réduction des catastrophes » est souvent utilisée dans un sens très proche. On utilise également de cette manière « gestion des risques de catastrophe », bien que ce terme s'applique normalement de manière spécifique aux dimensions opérationnelles de RRC. Certaines organisations commencent à utiliser « réduction des risques » comme un terme « parapluie » pour aider à intégrer le travail sur les catastrophes et sur le développement.

capacité de concevoir et de construire dans un contexte d'aléas naturels »,⁴ en minimisant sa vulnérabilité par l'application maximale de mesures de RRC. La RRC est par conséquent un ensemble d'actions, ou de processus, entrepris pour parvenir à la résilience.

2.3 COLLECTIVITÉ

Dans la gestion conventionnelle de l'urgence, les collectivités sont considérées sur un plan territorial comme étant des groupes de personnes vivant dans la même zone ou proches des mêmes risques. Cette façon de voir ignore les autres dimensions importantes du terme « collectivité » qui ont trait à une communauté d'intérêts, de valeurs, d'activités et de structures.

Les collectivités sont complexes et ne forment pas toujours un ensemble uniforme. Il peut y avoir, entre les personnes qui vivent dans une même zone, des différences de richesse, de statut social et d'activité professionnelle, et la collectivité peut connaître des divisions plus graves. Des individus peuvent appartenir à la fois à plusieurs collectivités, étant liés à chacune par des facteurs différents comme l'emplacement géographique, le travail, le statut économique, le sexe, la religion ou les loisirs. Les collectivités sont dynamiques : on peut y entrer pour des buts communs et s'en séparer une fois ceux-ci atteints.

Ces facteurs rendent difficile l'identification claire de la « collectivité » avec laquelle on travaille. En ce qui concerne les aléas, la dimension territoriale est indispensable pour identifier les collectivités menacées. Cependant, elle doit être liée à une compréhension des différenciations socio-économiques, liens et dynamiques à l'intérieur de la zone menacée, non seulement pour identifier les groupes vulnérables mais aussi pour comprendre les divers facteurs contribuant à la vulnérabilité. Il faut également prendre en compte les entreprises, services et infrastructures de la collectivité.

Les collectivités n'existent pas isolément. Le niveau de résilience d'une collectivité dépend aussi des capacités qui existent à l'extérieur de la collectivité, en particulier celles des services de gestion d'urgence, mais aussi d'autres services administratifs et sociaux, ainsi que de l'infrastructure publique et de tout un réseau de relations socio-économiques et politiques avec le monde au sens large du terme. À plus ou moins grande échelle, presque toutes les collectivités dépendent de personnes extérieures ayant des obligations ou fournissant des services, même si certaines restent extrêmement marginalisées. Les parties « environnement favorable » des tableaux essaient de saisir certaines de ces influences (voir [Section 3.4](#)).

SECTION 3 : LES TABLEAUX DES CARACTÉRISTIQUES : UNE EXPLICATION

Au cœur des *Caractéristiques* se trouve un ensemble de tableaux qui veulent donner une image complète de la collectivité résiliente face aux catastrophes (voir [Section 6](#)). Les tableaux sont assez complexes, mais ils ont été classés selon des niveaux et des sujets différents de manière à en faciliter la compréhension et l'utilisation.

Cette section explique comment sont organisés les tableaux et donne quelques idées sur la façon d'utiliser cette ressource.⁵ La [Section 4](#) étudie plus à fond différentes applications des *Caractéristiques*, en les accompagnant d'exemples provenant des tests sur le terrain.

3.1 DOMAINES THÉMATIQUES

Les tableaux sont divisés selon les cinq domaines principaux de résilience et de RRC, appelés domaines thématiques. Ils reposent sur ceux du Cadre d'action de Hyogo (voir [Section 1.1](#) ci-dessus) et sont conçus pour couvrir tous les aspects de la résilience. Les cinq domaines thématiques sont les suivants :

- 1 Gouvernance
- 2 Évaluation des risques
- 3 Savoirs et éducation
- 4 Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité
- 5 Préparation aux catastrophes et réponse

⁴ Geis DE 2000, 'By Design: the Disaster Resistant and Quality-of-Life Community'. *Natural Hazards Review* 1(3): 151-160 (citation en p. 152).

⁵ À part deux exceptions minimes, les tableaux des caractéristiques n'ont pas été modifiés par rapport à la première édition. L'une a trait à l'adaptation au changement climatique (ACC ; voir [Section 4.1.2](#)). L'autre est une légère reformulation de la composante de résilience 2 du domaine thématique 2. La raison pour ne pas apporter davantage de changements est le grand succès remporté par les *Caractéristiques*. L'ouvrage de référence a été, sous sa forme actuelle, reçu avec enthousiasme et adopté largement par de nombreuses organisations dans le monde entier. Cela n'aurait d'ailleurs pas rimé à grand-chose si l'on avait sapé tout ce travail d'orientation, de formation et d'application en apportant des changements radicaux à sa structure. Les utilisateurs n'en sont pas moins encouragés à modifier, sélectionner et faire tout autre changement nécessaire pour que les *Caractéristiques* correspondent à leurs propres besoins individuels (voir [Section 4.3](#) pour des conseils sur ce point).

Les domaines thématiques sont très vastes, comme vous le constaterez dans les tableaux (en particulier le domaine thématique 4 : Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité). Chacun d'eux est par conséquent divisé en trois sous-parties expliquées ci-dessous :

- Composantes de résilience
- Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes
- Caractéristiques d'un environnement favorable.

3.2 COMPOSANTES DE RÉSILIENCE

Chaque domaine thématique est subdivisé selon ses principales composantes de résilience. Ce sont encore des sous-thèmes très vastes, mais ils sont la première étape pour réduire la résilience face aux catastrophes à des ensembles plus précis et compréhensibles d'activités.

La portée de chaque domaine thématique varie, le nombre et l'étendue des composantes diffèrent donc d'un domaine thématique à l'autre. Le tableau ci-dessous recense toutes les composantes de résilience de chaque domaine thématique.

Domaine thématique		Composantes de résilience
1	Gouvernance	• Politique, planification, priorités et engagement politique de RRC • Systèmes légaux et règlements • Intégration avec politiques et planifications de développement • Intégration avec réponse d'urgence et relèvement • Mécanismes, capacités et structures institutionnels ; attribution des responsabilités • Partenariats • Redevabilité et participation communautaire
2	Évaluation des risques	• Données et évaluation des aléas / risques • Données et évaluation de vulnérabilité / capacité et d'impact • Capacités et innovations scientifiques et technologiques
3	Savoirs et éducation	• Sensibilisation, savoirs et savoir-faire du public • Gestion et échange d'informations • Enseignement et formation • Cultures, attitudes, motivation • Savoir-faire et recherche
4	Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité	• Gestion de l'environnement et des ressources naturelles • Santé et bien-être • Moyens durables d'existence • Protection sociale • Outils financiers • Protection physique ; mesures structurelles et techniques • Régimes de planification
5	Préparation aux catastrophes et réponse	• Capacités et coordination organisationnelles • Systèmes d'alerte précoce • Plans de préparation et de contingence • Ressources et infrastructure de secours • Réponse d'urgence et relèvement • Participation, volontariat, redevabilité

La [Section 4](#) propose des façons d'utiliser les composantes dans différents types d'application, liés à d'autres parties du cadre des *Caractéristiques*.

Le domaine thématique 1 (Gouvernance) est en fait un thème transversal sous-tendant les autres domaines thématiques.

Planification, réglementation, intégration, systèmes institutionnels, partenariats et redevabilité s'appliquent à tout le monde, parce qu'il s'agit de questions susceptibles d'affecter toute initiative de RRC, développement ou secours. Nous conseillons donc aux utilisateurs de se référer à ces aspects de gouvernance quels que soient les domaines thématiques ou composantes de résilience visés.

Peut-être désirerez-vous ajouter ou souligner d'autres sujets qui sont particulièrement importants pour votre travail, peut-être aussi estimerez-vous que les domaines couverts par le cadre des *Caractéristiques* ne suffisent pas. Vous pouvez aménager ce cadre en ajoutant de nouvelles composantes de résilience ou en modifiant les composantes existantes. Vous pourriez aussi les introduire comme des sujets transversaux, s'ils s'appliquent à plus d'un domaine thématique. La [Section 4.3](#) donne davantage de conseils sur ce point.

3.3 CARACTÉRISTIQUES D'UNE COLLECTIVITÉ RÉSILIENTE FACE AUX CATASTROPHES

Pour chaque composante de résilience, les tableaux fournissent un ensemble de caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes. Celles-ci sont beaucoup plus spécifiques et détaillées pour amener les utilisateurs plus près de la réalité sur le terrain. Une fois encore, le nombre des caractéristiques varie selon la nature de la composante, mais, d'une manière générale, les caractéristiques sont beaucoup plus nombreuses (167 en tout, réparties sur les cinq domaines thématiques, contre 28 composantes de résilience).

Voici un exemple d'une composante de résilience et des caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes qui lui sont associées :

Domaine thématique 2 : Évaluation des risques	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes
Composante de résilience 1 : Données et évaluation des aléas / risques	• Conduite d'évaluation des aléas / risques communautaires fournissant un tableau complet de tous les principaux risques menaçant une communauté (et risques potentiels). • Évaluation préliminaire des aléas / risques, selon un processus participatif incluant des représentants de tous les secteurs de la collectivité et sources d'expertise. • Résultats de l'évaluation partagés, discutés, compris et acceptés par les parties prenantes et introduits dans les plans communautaires concernant les catastrophes. • Résultats mis à disposition de toutes les parties intéressées (à l'intérieur et à l'extérieur de la collectivité, localement et à des niveaux plus élevés) et introduits dans leurs plans concernant les catastrophes. • Suivi permanent des risques et aléas, avec mise à jour des évaluations. • Maintien, par le soutien et la formation, des savoir-faire et capacités à conduire les évaluations communautaires des risques et aléas.

C'est cette partie des tableaux qui sert le plus au niveau du terrain. Dans la [Section 4](#), la plupart des discussions concernant les applications ont trait à cette partie du cadre.

Il n'est pas toujours clair de voir à qui précisément peut s'appliquer telle ou telle caractéristique d'une collectivité résiliente face aux catastrophes, et, par conséquent, de savoir qui devrait entreprendre l'action appropriée. Par exemple, une caractéristique comme « vision partagée d'une collectivité préparée et résiliente » soulève la question : qui est censé partager cette vision ? Toutes les caractéristiques sont prévues pour être applicables aux collectivités et à leurs membres, mais certaines pourraient également s'appliquer à des groupes et des organisations travaillant au sein de la collectivité, comme des ONG locales, voire à des organisations gouvernementales locales ou des agents de vulgarisation. Ces organisations externes et leurs capacités ont été majoritairement placées dans la partie « Environnement favorable » du cadre ([Section 3.4](#)). Comme les frontières entre les collectivités et l'environnement favorable ne peuvent pas toujours être tracées avec exactitude, et que les organisations externes jouent un rôle important pour le bien-être et le développement communautaires, ce sujet pourra exiger parfois des discussions et des décisions sur le terrain.

Un autre élément est à prendre en considération ici : certaines des caractéristiques sont composites – par exemple : « Résultats de l'évaluation préliminaire [concernant les risques / aléas] partagés, discutés, compris et acceptés par toutes les parties prenantes et introduits dans les plans communautaires concernant les catastrophes » (domaine thématique 2, caractéristique 1.3). Celle-ci contient deux éléments principaux : (1) partage, discussion, compréhension et accord entre toutes les parties prenantes sur les résultats de l'évaluation ; (2) introduction des résultats de l'évaluation dans la planification communautaire concernant les catastrophes. Le premier élément principal peut également être divisé en quatre nouveaux éléments : partage, discussion, compréhension et accord. Rendre cette note d'orientation d'un usage plus simple est l'une des raisons retenues pour rassembler ainsi les caractéristiques : sinon, les tableaux seraient extrêmement longs. Mais ceci n'a été fait que lorsque les caractéristiques différentes étaient étroitement liées les unes aux autres. En pratique, selon l'objectif poursuivi par l'utilisation des tableaux, les organisations peuvent souhaiter séparer certaines des caractéristiques.

3.4 CARACTÉRISTIQUES D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE

Cette note d'orientation a pour cible les collectivités et les organisations locales (bien que la résilience des individus et des foyers soit, dans une certaine mesure, incluse dans les tableaux). Cependant, **le cadre reconnaît l'importance de facteurs plus larges, qu'ils soient institutionnels, politiques ou socio-économiques**, dans le soutien de la résilience au niveau communautaire.

Les tableaux recensent les principaux éléments de cet environnement favorable en relation avec chaque composante de résilience. Ces éléments sont plus détaillés que les composantes, mais moins que les caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes. Un grand nombre d'entre eux proviennent des cadres d'indicateurs de RRC au niveau national qui ont été mis au point par les organisations des Nations Unies SIPC et BCAH (voir [Encadré 1](#) : Autres initiatives d'indicateurs de RRC).

Le tableau suivant illustre les liens qui unissent l'environnement favorable à l'une des composantes de résilience. Vous remarquerez qu'il inclut des caractéristiques de niveaux national et local. Dans d'autres parties des tableaux, des dimensions internationales de l'environnement favorable sont parfois incluses.

Domaine thématique 1 : Gouvernance	Caractéristiques d'un environnement favorable
Composante de résilience 1 : Politiques, planification, priorités et engagement politique de RRC	• Consensus politique sur l'importance de la RRC. • RRC, priorité politique à tous les niveaux du gouvernement. • Politique, stratégie et plan de mise en œuvre nationaux de RRC, ayant une vision, des priorités, des buts et des jalons clairs. • Politiques, stratégies et plans de mise en œuvre du gouvernement local pour la RRC, mis en place. • Politiques et stratégie officielles (nationales et locales) de soutien à la GCRC. • Compréhension et soutien officiels au niveau local de la vision communautaire.

Les personnes qui travaillent à la résilience communautaire doivent être conscientes de l'environnement favorable et de l'effet qu'il peut avoir sur leur travail, mais **on ne peut s'attendre à ce qu'elles l'analysent en détail**. Un projet individuel entreprendra vraisemblablement une rapide évaluation subjective de l'environnement favorable. Cependant, une organisation travaillant sur plusieurs projets communautaires dans un pays donné – p.ex. une ONG nationale ou internationale – pourra vouloir entreprendre une évaluation plus poussée pour orienter son travail ou pour servir d'appui à son plaidoyer.

Très souvent, nous constaterons qu'il manque un certain nombre d'attributs spécifiques d'un environnement favorable idéal. Dans certains cas, le manque de composantes clés de soutien pourra être tellement important qu'il créera ce qu'on pourrait appeler un environnement « défavorable » pour des initiatives au niveau local (voir, par exemple, les commentaires sur le conflit, [Section 4.1.2](#)). Les utilisateurs de la note d'orientation *Caractéristiques* devront par conséquent fonder leurs plans sur des évaluations réalistes, du type et du niveau de soutien extérieur qu'ils peuvent attendre.

L'environnement favorable n'est pas distinct du travail au niveau communautaire et ne devrait pas être considéré hors contexte. Ceci s'applique tout particulièrement à la construction de partenariats ([Section 4.4.1](#)) et au plaidoyer ([Section 4.4.4](#)). Le fait d'étudier ensemble l'action communautaire et l'environnement favorable peut offrir des vues utiles sur l'interaction entre les divers acteurs et niveaux d'intervention, l'influence du projet sur les décideurs et le potentiel de pérennité et de multiplication.

En pratique, il n'existe pas de frontière précise entre la collectivité et l'environnement favorable, étant donné qu'il existe vraisemblablement un réseau de relations et de connexions entre la collectivité et les acteurs extérieurs. Les organisations opérationnelles qui travaillent parmi les collectivités peuvent elles-mêmes faire partie de l'environnement favorable, si elles viennent de l'extérieur de la collectivité ou font partie d'une organisation, d'un réseau ou d'un mouvement plus grand. Leurs

propres cultures organisationnelles et façons de travailler, ainsi que la nature de leurs partenariats avec des organisations locales ou extra-locales sont des facteurs qui participent à la construction de la résilience. Il a été proposé de trouver des moyens pour impliquer les bureaux des administrations locales et de plus haut niveau dans l'application des *Caractéristiques*, de manière à renverser les frontières et à stimuler l'intégration.

3.5 DIFFICULTÉS

3.5.1 Limites d'une approche cadre

Le document *Caractéristiques* est conçu pour fournir un cadre complet pour la résilience et la RRC. Pour des questions pratiques, le cadre est structuré (comme le Cadre d'action de Hyogo) en domaines thématiques, composantes de résilience et caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes ; en outre, le cadre couvre l'environnement favorable.

Hors d'une telle structure, il serait impossible de trouver son chemin dans le grand nombre des caractéristiques de résilience. Cependant, comme c'est le cas pour tous les cadres, celui-ci impose des distinctions quelque peu artificielles entre les divers aspects du sujet. Il y a en fait beaucoup plus de connexions et de recouvrements entre les caractéristiques, et, par ailleurs, de nombreuses caractéristiques individuelles d'une collectivité résiliente face aux catastrophes pourraient figurer sous plus d'un domaine thématique ou d'une composante de résilience.⁶ Le danger est ici, comme pour tout cadre, de séparer à l'excès les différents éléments et de négliger les liens qui les unissent. **Il est indispensable de garder à l'esprit ces connexions entre les divers thèmes et composantes.**

Les activités en faveur de la promotion de la résilience ne se déroulent pas non plus indépendamment. Par exemple, la planification se situe principalement dans le domaine thématique Gouvernance des *Caractéristiques*, mais en pratique elle est entreprise en même temps que d'autres activités comme l'évaluation des risques. De même, les *Caractéristiques* ont des composantes de résilience séparées pour l'évaluation des risques / aléas et l'évaluation de la vulnérabilité / capacité (dans le domaine thématique 2), mais ces deux évaluations sont souvent associées d'un point de vue opérationnel. La [Section 4.2](#) aborde comment les éléments du cadre peuvent être modifiés pour mieux refléter la pratique.

3.5.2 Limites du Cadre d'action de Hyogo

Le Cadre d'action de Hyogo est largement accepté par les organisations internationales, les gouvernements et de nombreuses ONG – c'est le seul cadre de RRC accepté internationalement – il est donc logique d'aligner les *Caractéristiques* avec ses cinq priorités d'action de manière à établir des comparaisons pertinentes et à présenter l'analyse aux décideurs et autres praticiens.

Cependant, ce n'est pas toujours un appariement aisé, en particulier dans le cadre de la priorité d'action 4 (Réduire les facteurs de risques sous-jacents), qui devient dans les *Caractéristiques* le domaine thématique 4 (Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité). Ce domaine thématique couvre un très large éventail de questions importantes, qui n'entrent pas toujours aisément dans la même rubrique. Les sept composantes de résilience de ce domaine thématique sont :

- Gestion de l'environnement et des ressources naturelles
- Santé et bien-être
- Moyens durables d'existence
- Protection sociale
- Outils financiers
- Protection physique ; mesures structurelles et techniques
- Régimes de planification

Certains aspects sont étroitement liés aux situations de catastrophe : par exemple, les mesures structurelles et techniques nécessaires pour fournir la protection physique contre les aléas. D'autres sont liés à des causes à long terme et profondément enracinées de vulnérabilité susceptibles de faire intervenir des facteurs économiques et sociaux plus fondamentaux et à une plus grande échelle. Regrouper toutes ces questions dans une même rubrique générale peut prêter à confusion, et faire courir le risque que certaines questions importantes soient ignorées. Cela crée aussi un déséquilibre entre les domaines thématiques, le domaine thématique 4 ayant une portée très vaste et d'autres une très étroite.

⁶ Chaque fois que c'était possible, les caractéristiques individuelles n'ont été placées qu'en un seul endroit dans le cadre. Ce n'est pas l'idéal, étant donné la nature holistique de la résilience – et tous les utilisateurs n'apprécient pas cela – mais répéter les caractéristiques individuelles d'un bout à l'autre du cadre aurait rendu le document trop long et trop confus.

Tous ces points sont recevables. Nous conseillons par conséquent aux utilisateurs de **considérer avec un soin particulier le domaine thématique 4, en s'assurant que les différentes composantes de résilience sont bien comprises et font l'objet de recherches approfondies**. Dans la mesure du possible, il faudrait que soient impliqués des professionnels des catastrophes et du développement, tout comme devraient l'être des experts dans tous les autres aspects couverts par cette rubrique (p.ex. experts financiers pour le travail à effectuer avec les outils financiers, des ingénieurs et des architectes pour l'environnement bâti).

3.5.3 Aspects de la résilience relevant des attitudes

Certains pensent que les *Caractéristiques* devraient parler davantage des aspects de résilience liés aux attitudes et comportements. Des facteurs comme les croyances, les intentions, la confiance en soi et dans les autres, sont souvent étudiés comme des influences sur le comportement des individus, en lien avec les catastrophes, mais ces facteurs sont plus difficiles à évaluer au niveau communautaire ou institutionnel. Dans les *Caractéristiques*, les aspects liés aux attitudes et comportements sont plus implicites qu'explicites, mais ils n'en sont pas absents. Par exemple, dans le domaine thématique 1 (Gouvernance) figurent des caractéristiques concernant la vision, le consensus, la réflexion à long terme, le bénévolat, l'engagement et l'enthousiasme. Les utilisateurs devraient penser à cette question lors de l'évaluation de la résilience et de la planification.

SECTION 4 : COMMENT UTILISER LES CARACTÉRISTIQUES

4.1 VUE D'ENSEMBLE ET CONTEXTES

4.1.1 Vue d'ensemble

Les *Caractéristiques* peuvent servir à diverses étapes de la gestion du cycle de projet (p.ex. pour les études préliminaires, la conception du projet et le bilan), en lien avec d'autres outils utilisés dans les projets et la recherche de RRC (p.ex. analyse de vulnérabilité et de capacité), pour le renforcement de capacité et le plaidoyer, ainsi que pour la planification stratégique.

Cette section aborde quelques-unes des façons d'appliquer les *Caractéristiques*, en s'appuyant sur les leçons rassemblées pendant la période des tests sur le terrain. Elle ne constitue ni une critique complète, ni un manuel de l'utilisateur, mais elle fournit des exemples d'études de cas, traite certaines des questions qui ont été posées et des difficultés qui ont été identifiées, et elle fait des propositions pratiques sur la façon de les gérer.

Nous vous recommandons de passer du temps à étudier la structure fondamentale et le contenu des différents tableaux (Section 6) pour vous familiariser avec eux avant de lire cette section.

4.1.2 Contextes

Il est possible d'appliquer les *Caractéristiques* dans n'importe quel contexte local où la RRC est prévue ou en cours. Comme cela a déjà été souligné, chaque projet, chaque situation, chaque collectivité est unique. La planification et les interventions devraient refléter cette unicité. La majeure partie de ce qui suit dans cette Section 4 concerne les modes différents d'utilisation des *Caractéristiques* susceptibles de convenir à des contextes locaux différents eux aussi. Les contextes spécifiques d'application qui seront présentés nécessitent quelques commentaires.

(a) Adaptation au changement climatique

« La RRC peut traiter de la variabilité climatique actuelle et constituer la première ligne de défense contre le changement climatique, constituant ainsi une partie essentielle de l'adaptation. Réciproquement, pour que la RRC réussisse, elle a besoin de prendre en compte les risques mouvants liés au changement climatique et faire en sorte que les mesures n'accroissent pas la vulnérabilité au changement climatique à moyen ou long terme. »⁷

⁷ Mitchell T, van Aalst M, 2008, 'Convergence of Disaster Risk Reduction and Climate Change Adaptation: A Review for DFID' (unpublished report) p.1. http://humanitarian-space.dk/fileadmin/templates/billeder/dokumenter/Event_Climate/Convergence_of_DRR_and_CCA.pdf

RRC et Adaptation au changement climatique (ACC) sont deux choses différentes : la RRC porte sur un éventail beaucoup plus large d'aléas que ceux liés au climat, alors que la portée de l'ACC s'étend à des questions hors de la RRC, comme la perte de la biodiversité et les changements des écosystèmes. Néanmoins, la partie commune aux deux est considérable : les deux ont pour objectif de gérer les risques et de réduire les vulnérabilités, dans le contexte du développement durable. Leurs programmes ont aussi évolué séparément et l'intégration entre les deux est encore limitée. La plupart des organisations de développement et des organisations humanitaires recherchent encore une intégration efficace, tant conceptuellement qu'opérationnellement.⁸ L'Encadré 2 (Intégrer RRC et ACC) montre comment certains membres du groupe inter-organisations réfléchissent à cette question : remarquez qu'il s'agit encore d'un chantier en cours.

Pour ce qui est du travail sur le terrain, il n'est pas forcément utile de faire une distinction entre les chocs et stress causés par les aléas, le changement climatique ou d'autres formes de dégradation environnementale : ce qui est important, c'est de comprendre la nature de la menace et de ses causes et de planifier une réponse appropriée.

Les *Caractéristiques* n'ont pas été conçues en ayant spécifiquement en vue le changement climatique et ne contiennent pas de directives détaillées d'ACC. Dans les quelques occasions où le document fait spécifiquement référence au changement climatique ou à l'ACC, c'est pour faire prendre conscience aux utilisateurs du besoin de liens et d'intégration entre les politiques et stratégies de RRC et d'ACC.

Cependant, il est bien entendu que les initiatives de RRC devront gérer les menaces et les chocs engendrés par le changement climatique et il est donc implicite dans tout le document que nombre des composantes de résilience et des caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes proposées sont applicables à l'ACC. Comme Maarten van Aalst, du Centre Croix-Rouge / Croissant-Rouge sur le changement climatique, l'a fait remarquer lors d'un atelier récent sur les *Caractéristiques* : « L'adaptation n'est pas une activité séparée, elle devrait au contraire signifier l'intégration du changement climatique dans tous les éléments correspondants du cadre [*Caractéristiques*]. » Il est donc important qu'en tout temps, les utilisateurs gardent à l'esprit les questions d'ACC quand ils travaillent avec les *Caractéristiques*, et ne pensent pas que le changement climatique ne s'applique qu'aux points où il est mentionné dans le document.⁹

(b) Post-catastrophe

L'état idéal de résilience présenté dans les *Caractéristiques* est très éloigné de la situation d'une collectivité qui vient de subir une catastrophe. Le besoin peut se faire sentir d'avoir une ressource similaire, ou connexe, permettant d'identifier, parmi les caractéristiques, celles qui sont particulièrement associées au relèvement de la collectivité suite à une catastrophe (p.ex. l'accès à une source d'eau potable sûre) et pouvant servir de première étape vers une résilience plus grande. Une telle ressource peut être créée en sélectionnant un ensemble relativement restreint de caractéristiques (voir Section 4.3.3), bien que ce processus doive être soigné et délibératif.

Citons par exemple, une initiative conjointe de la Croix-Rouge du Myanmar, de l'IFRC et la Croix-Rouge danoise, visant à développer un cadre de suivi-évaluation pour les secours et le relèvement à la suite du cyclone Nargis. Cette initiative inclut le développement de « profils de résilience » des collectivités qui sont un ensemble composite d'indicateurs pour des secteurs différents (p.ex. eau et assainissement, abri) illustrant le niveau de résilience d'une collectivité ou d'un foyer à différents moments dans le temps. Chaque profil représente un « tout » de résilience minimale spécifique à un secteur et un moment précis dans le temps suivant une catastrophe. Cette approche a des points communs avec les diverses initiatives « jalons » décrites dans la Section 4.3.5.

(c) Conflit

Les *Caractéristiques* sont écrites dans la perspective des catastrophes dites « naturelles » et en prévision d'une approche de gestion des catastrophes reposant sur la collectivité, ce qui suppose un degré de consensus au sein des collectivités. Cela pourrait être difficile à accomplir dans des situations d'instabilité sous-jacente ou de conflit. En outre, un conflit sape souvent la résilience d'une collectivité, par exemple, en détériorant la cohésion sociale, détruisant actifs productifs et infrastructures locales, refusant l'accès à des ressources naturelles comme les sources d'eau et les zones de pâture, et obligeant les familles à fuir leur maison. Il sera certainement nécessaire de modifier la façon d'utiliser les *Caractéristiques* dans de tels contextes – il est difficile de dire en quoi exactement, puisqu'il n'y a à ce jour aucune expérience de terrain ayant appliqué les *Caractéristiques* dans ces conditions. (Voir aussi Section 3.4 sur l'Environnement favorable.)

⁸ Pour une explication plus complète de ces sujets, voir Venton P, LaTrobe S, 2008, *Linking climate change adaptation and disaster risk reduction* (Teddington: Tearfund) www.tearfund.org/webdocs/Website/Campaigning/CCA_and_DRR_web.pdf

⁹ Dans la première édition des *Caractéristiques*, l'ACC était mentionnée sous gestion des ressources naturelles et environnementales dans la composante 1 du domaine thématique 4 (Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité). Même si l'ACC n'est de toute évidence pas restreinte à cette question, il a été avancé que les utilisateurs pourraient être induits en erreur et penser que c'était le principal domaine de priorité pour l'intégration ACC-RRC au risque d'en négliger d'autres. La référence est tirée de l'édition actuelle.

4.2 PRÉSENTER LES *CARACTÉRISTIQUES* : RENFORCER LA CAPACITÉ DE L'UTILISATEUR

4.2.1 Destinataires et groupes d'utilisateurs ciblés

Les *Caractéristiques* sont principalement conçues pour les organisations gouvernementales et de la société civile travaillant sur des initiatives de RRC et d'ACC au niveau des collectivités et en partenariat avec elles. Les principaux utilisateurs de l'ouvrage durant la phase de tests sur le terrain étaient des ONG internationales et nationales et leurs partenaires locaux dans le monde entier, mais l'ouvrage a été aussi utilisé par des spécialistes de la recherche opérationnelle et des technologues pour la mise au point de leurs propres modèles et directives de résilience, ainsi que par des chercheurs pour concevoir des cadres analytiques et pour enseigner au niveau universitaire « la réduction des risques de catastrophe ». Les gouvernements ont mis du temps pour les adopter, mais plusieurs bureaux de gestion des catastrophes des administrations nationales ont manifesté leur intérêt et les *Caractéristiques* ont été déployées tant par les ONG que par les chercheurs pour faciliter les discussions avec les agents des administrations locales au sujet des capacités et des interventions.

4.2.2 Façons de présenter les *Caractéristiques* aux utilisateurs

(a) Principes fondamentaux

Comment commence-t-on à utiliser *Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes* dans son travail ? La réponse est : C'est à vous, l'utilisateur, de choisir ! (Les directives données ici ont pour objet de vous aider à prendre ces décisions.)

Les *Caractéristiques* ne sont pas un modèle applicable à toutes les situations. L'ouvrage constitue une ressource, non une liste de contrôle à pointer. Il devrait stimuler et faciliter la discussion. Il doit être adapté au contexte dans lequel il est utilisé et aux besoins et capacités de ceux qui l'utilisent.

Quel que soit le contexte, il est indispensable d'étudier l'utilité et la pertinence des *Caractéristiques* pour l'organisation utilisatrice, ses partenaires et les collectivités vulnérables. Ce qui comprendra l'examen de leur convergence avec l'approche, les systèmes et les structures de gestion d'une organisation donnée.

Au cours des tests sur le terrain, un accord général s'est manifesté sur le **besoin de facilitation** pour présenter les *Caractéristiques* aux utilisateurs potentiels. Bien que les principes de base soient faciles à expliquer, le document lui-même est assez long et complexe, le langage peut sembler abstrait et conceptuel, et les tableaux sont détaillés. Des conseils sont utiles, surtout de la part de praticiens expérimentés en RRC qui ont passé du temps à étudier les *Caractéristiques* et à les utiliser sur le terrain ; mais il est tout aussi important de laisser aux utilisateurs le temps et la possibilité de se préparer par la lecture, la réflexion et des discussions.

Présenter les *Caractéristiques* peut conduire à une formation formelle mais, en pratique, il est plus habituel d'organiser des ateliers de planification et des activités de groupe où il est possible d'utiliser tout un éventail de méthodes participatives pour discuter, confirmer et modifier le contenu de l'ouvrage. Il s'agit souvent d'un exercice occasionnel isolé, mais il vaut mieux le voir comme un élément d'un processus à plus long terme consistant à acquérir et utiliser cet outil et d'autres outils de planification, mise en œuvre et évaluation de RRC.

N'oubliez pas que **la construction de la résilience devrait être conçue comme un processus continu d'apprentissage et de pratique**. Les *Caractéristiques* ne donnent aucun conseil sur la façon de mettre en œuvre de tels processus : elles ne sont que l'un des nombreux ouvrages de référence qui peuvent être utiles pour y parvenir : voir [Encadré 1](#) (Autres initiatives d'indicateurs de RRC) et [Encadré 3](#) (Créer des processus efficaces de résilience).

Il est indispensable que les personnes vulnérables aient la possibilité d'explorer et de valider les *Caractéristiques*. Il faut que le processus soit participatif. Jusqu'ici, les *Caractéristiques* ont été surtout appliquées de façon magistrale. Elles doivent aussi être adoptées de la base vers le haut – non seulement par les collectivités, mais aussi par les organisations locales. C'est ainsi que se fait l'appropriation de la ressource qui accroît les chances qu'elle soit appliquée avec succès. (Pour une idée sur les façons de parvenir à impliquer les collectivités, voir [Encadré 4](#) : Impliquer les jeunes.) De telles approches devront faire appel à des facilitateurs qui ont l'expérience des approches reposant sur la collectivité.

(b) Approches de la présentation et de la formation

Il est difficile de présenter l'ensemble des *Caractéristiques* en une seule séance d'accueil ou un seul exercice de formation, à moins qu'il ne soit possible d'y consacrer beaucoup de temps (idéalement, comme un processus plus long, qui comprend des sessions de remise à niveau ou d'approfondissement à mesure que les utilisateurs acquièrent plus d'expérience dans l'application des ressources). De courts exercices occasionnels peuvent n'avoir qu'une portée limitée, à moins que les participants n'aient déjà une bonne connaissance de RRC et aient eu le temps de se familiariser avec les *Caractéristiques*. Passer du temps avec le personnel « sur le front » pour discuter à fond des *Caractéristiques* est payant parce que cela engendre une compréhension et une implication plus grandes.

Il y a différentes façons de présenter les *Caractéristiques*.

- L'une consisterait à commencer par regarder le cadre général et ses grands éléments : les domaines thématiques, les composantes de résilience et l'environnement favorable. Ceci pourrait stimuler une discussion semi-conceptuelle sur la nature, la portée et les objectifs de la RRC.
- Les exercices de groupe pourraient tourner autour de composantes de résilience particulières et leurs caractéristiques, ce qui permettrait aux participants de prendre la ressource à bras le corps et de débattre de ses applications à des situations de la vraie vie, par exemple par la création de bases de référence, l'établissement de priorités ou l'évaluation des progrès.
- On peut aussi partir de ce que les personnes savent déjà – c'est-à-dire : de situations et de projets réels, en travaillant à reculons pour voir comment les actions et réalisations existantes entrent dans le cadre des *Caractéristiques*. Ceci pourrait conduire à une discussion sur les forces et les faiblesses, ainsi que sur les éléments qui manquent. L'Étude de cas 1 (Aider des praticiens de RRC à définir la résilience dans le contexte du Bangladesh rural) est une description détaillée d'une telle approche faite par Tearfund. L'Étude de cas 2 (Présenter les *Caractéristiques* au personnel de terrain d'une ONG partenaire au Népal) est une autre illustration, tirée du travail de RRC et de moyens de subsistance de Practical Action.

La façon d'introduire les *Caractéristiques* doit correspondre aux connaissances et capacités existantes des utilisateurs potentiels : il n'existe pas d'approche normalisée valable dans tous les cas. Nous avons rencontré des cas où les organisations n'avaient pas un niveau suffisant de compréhension des questions et de la terminologie de RRC pour utiliser facilement les *Caractéristiques*, ou bien où les participants et les facilitateurs avaient des compréhensions différentes de ces notions qu'il fallait au préalable harmoniser.

(c) Parvenir à une acceptation organisationnelle

Au cours de la phase des tests sur le terrain, la plupart des applications des *Caractéristiques* ont été faites à des projets spécifiques, avec des bienfaits indirects en termes d'acquisitions de savoir-faire et de connaissances en lien avec les *Caractéristiques* et la RRC en général. Nous n'avons encore que relativement peu d'indices sur la façon dont les *Caractéristiques* peuvent être adoptées au niveau organisationnel, mais il y a quelques exemples, provenant d'essais sur le terrain, de façons dont les *Caractéristiques* pourraient être utilisées pour renforcer la capacité des équipes de projet ou d'organisation.

L'Étude de cas 3 (Utiliser les *Caractéristiques* pour une évaluation préliminaire des savoir-faire et des lacunes) en est un exemple. Un autre provient d'Oxfam Royaume-Uni, qui, en décembre 2007, dans le cadre d'une « rencontre mondiale » destinée à son personnel œuvrant dans le domaine de la RRC a cherché à familiariser les participants avec les *Caractéristiques*. Après une discussion générale sur le document et sa large couverture de RRC, les participants ont été répartis en groupes, un pour chaque domaine thématique. Chaque groupe a pris une composante de résilience de son domaine thématique, a étudié à l'intérieur de cette composante chacune des caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes, choisi l'une de ces caractéristiques et discuté de l'art et la manière de la transformer en un indicateur et comment mesurer ce dernier. Cet exercice a permis aux participants de prendre à bras le corps les *Caractéristiques* et de débattre des moyens pour les adapter à leur cycle de programmation opérationnelle ; il a aussi généré des commentaires sur ses possibilités d'application d'une manière générale.

(d) Traduction

La première édition des *Caractéristiques* a été traduite en français, espagnol et indonésien. Nous espérons que cette édition sera aussi un jour disponible dans de nombreuses langues. Sur le terrain, des organisations sont déjà en train de traduire des portions du document, ou au moins les termes et concepts clés, dans les langues locales. Cette entreprise peut être difficile, surtout quand il n'y a pas, dans la langue locale, de terme équivalent au terme anglais. Une organisation, qui travaille au Népal, a par exemple eu du mal à traduire « résilience » en népalais. La difficulté peut être plus grande quand il y a des compréhensions ou des interprétations différentes d'un terme ou d'un concept particulier.

Il n'existe pas de solution simple à ce problème. Ce qui importe, c'est de suivre le bon processus – dans le cas présent, passer du temps à discuter sur les termes et les concepts associés et se mettre d'accord sur leur sens et leur traduction. Une bonne facilitation peut être utile sur ce point.

(e) Attitudes positives

Enfin, nous devrions prendre note d'un résultat inattendu, mais très important, des tests sur le terrain : **la valeur psychologique des *Caractéristiques* pour engendrer une attitude positive chez les utilisateurs.** Ce résultat découle du fait que les *Caractéristiques* sont centrées sur les solutions plutôt que dictées par les problèmes. Les commentaires à la suite d'un atelier de Tearfund pour présenter les *Caractéristiques* à des praticiens de RRC au Bangladesh¹⁰ sont typiques :

« [les participants] ont vu la valeur positive des *Caractéristiques*. Auparavant, ils savaient ce qu'ils voulaient éviter dans un village exposé aux catastrophes, mais cela a évolué de sorte qu'ils ont pu voir ce qu'ils voulaient accomplir. »

La dimension psychologique et motivationnelle de cette approche qui vise à construire la résilience mérite une étude additionnelle.

¹⁰ Décrite dans Étude de cas 1 : Aider des praticiens de la RRC à définir la résilience dans le contexte du Bangladesh rural.

4.3 CHOISIR, MODIFIER, « PERSONNALISER » LES CARACTÉRISTIQUES

4.3.1 Pourquoi modifier les Caractéristiques

Les utilisateurs doivent s'emparer pleinement des *Caractéristiques*, discuter de l'utilité de cet ouvrage de référence et, le cas échéant, l'adapter pour convenir à leurs besoins. Ceci peut les conduire à choisir des composantes de résilience et des caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes particulières, à les adapter et les réécrire, en ajouter de nouvelles, voire à réorganiser le cadre sous une autre forme. Une telle « personnalisation » est encouragée, parce qu'elle établit une meilleure correspondance entre les *Caractéristiques* et les capacités et besoins particuliers des collectivités, les aléas (et autres menaces) qui pèsent sur ces collectivités, le type de travail de RRC pour lequel les organisations exécutives sont expertes et leur capacité à le mettre en œuvre, ainsi que l'environnement plus général des interventions et politiques. Il est important de ne pas adopter de caractéristiques particulières sans s'être interrogé sur leur exactitude et leur pertinence dans une situation donnée. Dans un monde où les contextes changent rapidement, ce questionnement devrait être répété pour faire en sorte que les caractéristiques originelles ou réécrites restent pertinentes.

Nous n'attendons de personne l'utilisation dans son travail de la totalité des caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes. Même si quelqu'un y parvenait, les *Caractéristiques* – bien que cherchant à être aussi exhaustives que possible – ne peuvent couvrir chacune des dimensions de la résilience, ni chacun des secteurs, ni chacun des groupes vulnérables de la société.¹¹ Il est vraisemblable que chaque utilisateur aura son idée personnelle sur la qualité des *Caractéristiques* à refléter plus ou moins bien son propre travail.

4.3.2 Approches possibles

Le processus de modification ou de sélection des caractéristiques pertinentes devrait prendre en compte les facteurs ci-dessus pour parvenir à des décisions claires concernant les priorités, en reconnaissant qu'il peut être nécessaire de faire quelques compromis (la [Section 4.3.4](#) parle aussi des priorités). Ce processus doit être ouvert.

Les caractéristiques seront d'autant plus utiles (et plus utilisées) qu'elles seront sélectionnées par, ou au moins avec, ceux qui vont les utiliser. Ceci signifie des processus participatifs approfondis de discussion et de validation au niveau local.

Plusieurs organisations ont « personnalisé » les *Caractéristiques* de diverses façons. [L'Encadré 5](#) (Adapter les *Caractéristiques* au contexte local) en présente un exemple provenant des Philippines, où une ONG locale a traduit les caractéristiques génériques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes et celles d'un environnement favorable tirées de la note d'orientation, pour en faire des versions qui correspondent mieux au contexte local de son travail.

Plan International a étudié des façons de transformer les *Caractéristiques* pour qu'elles reflètent mieux son souci primordial que sont les droits de l'enfant et sa protection. Une approche a consisté à mettre au point un ensemble d'indicateurs centraux inspirés par le cadre des *Caractéristiques*, mais plus spécifiques aux processus de RRC centrés sur les enfants, qui sont ceux de Plan (voir [Étude cas 4](#) : « Personnaliser » les *Caractéristiques* pour une réduction des risques centrée sur l'enfant). Une autre approche a consisté à élaborer, pour une collectivité résiliente face aux catastrophes, un domaine thématique supplémentaire (encore à l'état d'ébauche) centré sur l'enfant et tenant compte du sexe, ayant ses propres composantes de résilience, caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes, et environnement favorable (voir [Encadré 6](#) : Création de nouveaux domaines thématiques).

Le document *Caractéristiques* a été conçu en ayant principalement à l'esprit la RRC, mais **la RRC fait intégralement partie du développement durable. Nombre des composantes et caractéristiques énoncées dans ce document sont applicables à d'autres contextes de développement.**

Il peut donc être utile pour une organisation de discuter des *Caractéristiques* de façon transversale, en cherchant à les relier à d'autres cadres conceptuels et d'autres cadres d'indicateurs en usage dans l'organisation, et à d'autres sujets qui retiennent son attention. De telles connexions prendront vraisemblablement la forme d'un apport fécond réciproque ou d'un emprunt d'idées plutôt que d'une intégration plus formelle de systèmes de conceptualisation et d'évaluation, mais les utilisateurs doivent se sentir libres de réinterpréter et reconditionner les *Caractéristiques*, de la façon qui correspond à leurs besoins, y compris la transcription dans un langage plus simple.

4.3.3 Caractéristiques fondamentales

Certaines organisations ont poussé le processus de « personnalisation » un cran plus loin, en mettant au point des listes génériques de caractéristiques clés – « clés » en fonction des priorités de RRC, du domaine particulier de RRC sur lequel est axé un projet individuel, ou du type de travail accompli par l'organisation.

¹¹ Par exemple, certains utilisateurs ont avancé que la gestion des ressources durables et le capital social n'entraient pas très bien dans le cadre.

Tearfund est l'une de ces organisations qui a mis au point un ensemble de caractéristiques clés et l'a trouvé utile dans son travail mondial de RRC et de sécurité alimentaire (voir [Encadré 7](#) : « Top 20 » des caractéristiques selon Tearfund).

D'autres organisations parlent d'indicateurs et de caractéristiques « centraux » ou « minimaux », en reconnaissant les gros défis que peut présenter la volonté de chercher le progrès dans tous les aspects de résilience, et surtout là où cela implique une altération des schémas sous-jacents de développement. (Pour d'autres réflexions similaires sur ce thème, voir [Encadré 8](#) : Principaux indicateurs de résilience d'une collectivité selon l'ADPC). Il faut que ce processus soit délibératif et inclusif, lié au contexte particulier de l'initiative de RRC, et il pourrait être difficile d'arriver à un consensus. N'oubliez pas non plus que la RRC est un processus constant d'amélioration : personne ne devrait se satisfaire des normes minimales.

Certaines organisations pourraient vouloir faire quelque chose de ce genre, ce qui pourrait être un exercice précieux s'il stimule la discussion et inspire la prise de décision en ce qui concerne la nature de la résilience, les domaines prioritaires d'action pour travailler à la résilience ou à la RRC en général (question qui ne cesse de faire débat chez les praticiens) et les priorités de RRC propres à l'organisation. Une fois encore, il est indispensable de suivre le bon processus. Si la sélection de caractéristiques « clés » est nécessaire (et il ne faudrait pas partir du principe qu'elle l'est), elle devrait être participative et délibérative, surtout pas imposée de façon magistrale. L'exercice ne devrait pas être une affaire d'une fois, mais devrait comporter des bilans réguliers. **La résilience face aux catastrophes n'est pas statique : les contextes ainsi que les besoins et les capacités des populations peuvent changer.** Si la liste de caractéristiques choisies reste inchangée, les responsables de projet pourraient bien tout simplement oublier d'autres aspects de la résilience qui pourraient être importants.

4.3.4 Établir les priorités

Pour de nombreuses organisations, l'étendue de la RRC et la diversité des initiatives potentielles de RRC constituent des problèmes, quant aux choix à faire sur le lieu et le mode des interventions. Les *Caractéristiques* ne font pas de distinction entre les différents types de RRC, par rapport à leur importance. Cependant, les organisations opérationnelles doivent choisir des priorités parce qu'elles ne peuvent traiter d'un coup tous les aspects de la résilience.

Sur ce point, le rôle des *Caractéristiques* consiste à aider les utilisateurs à visualiser l'éventail le plus large possible d'options, à partir duquel ils pourront faire leurs propres choix. Il appartient au groupe ou à l'organisation de fixer lui-même ses priorités d'intervention et celles-ci dépendront d'un certain nombre de facteurs parmi lesquels les besoins, les contextes et les capacités opérationnelles.

Au moment de choisir les interventions, il est utile de regarder aussi les liens entre les différents domaines thématiques. Une activité dans un domaine thématique peut avoir un impact plus grand si elle est renforcée par le traitement de composantes de résilience d'un autre domaine. Par exemple, les activités de préparation aux catastrophes (domaine thématique 5) seront plus efficaces si la planification repose sur une évaluation préalable des risques et des vulnérabilités (domaine thématique 2) et si les niveaux de participation communautaire et de soumission à la redevabilité ou l'obligation de rendre compte sont élevés (domaine thématique 1).¹² De même, l'évaluation préalable aléas-vulnérabilités-risques (domaine thématique 2) est souvent considérée comme une priorité au démarrage d'un projet, pour identifier les menaces principales pesant sur une collectivité et orienter la planification des activités de RRC. Mais il faut aussi identifier des forces, faiblesses et lacunes de résilience plus importantes avant de pouvoir faire des choix opérationnels.

4.3.5 Jalons

« Les caractéristiques tireraient profit d'un simple processus de pondération qui permettrait de tenir compte des positions de départ des différents pays ou collectivités et de reconnaître en partie " la distance parcourue ". »¹³

L'ensemble des caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes représente un but vers lequel tendre : le niveau le plus élevé de résilience qu'il soit possible d'atteindre de façon réaliste. Il faut des jalons supplémentaires pour mesurer les améliorations et les progrès conduisant vers ce but.

Cependant, l'utilisation de ces tableaux de caractéristiques pour évaluer les progrès depuis un état de résilience jusqu'à l'état idéal de sécurité présente des difficultés.

Certaines caractéristiques peuvent servir d'indicateur conventionnel de résultats ou de processus (voir [Section 4.4.2](#)), mais elles ne peuvent être appliquées comme des mesures normatives pour les exigences spécifiques de projets individuels. Les partenaires d'un projet devront s'accorder sur la façon de mesurer les progrès au cas par cas. Ce faisant, ils cibleront les caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes sur lesquelles ils ont choisi de travailler, en élaborant un processus pour passer de l'état actuel à l'état final pour chacune et en s'accordant sur des indicateurs pour les différentes étapes de la progression entre ces deux états.

Un modèle de « jalons » peut être utile pour comprendre les progrès en ce qui concerne la résilience dans un district donné ou une collectivité particulière. Son utilité serait probablement maximale dans le cadre d'un exercice impliquant

¹² On a laissé entendre que l'évaluation des risques au niveau communautaire était le point de départ clé d'une RRC efficace au niveau de la base parce qu'elle crée des partenariats et une forte implication et qu'elle facilite le dialogue avec le gouvernement.

¹³ Dr Maureen Fordham dans un rapport à Plan UK.

des parties prenantes multiples qui souhaiteraient examiner le travail de tous les groupes et organisations de leur secteur géographique, impliqués dans la RRC.

Il n'existe à l'heure actuelle aucun accord commun sur les différentes étapes de progrès de RRC ; le travail sur les jalons et l'étalonnage n'est encore qu'expérimental. **Dans les *Caractéristiques*, une échelle à cinq niveaux est proposée, chaque niveau marquant un stade distinct dans la mise en œuvre de la RRC.** Cette échelle est simple et ne devrait pas présenter de difficultés d'utilisation.¹⁴ Elle est conçue pour donner une vision large de l'état de résilience. Elle pourrait servir à faire le bilan de la progression vers la résilience, de façon transversale entre les cinq domaines thématiques, ou individuellement par domaine thématique. Elle pourrait également être appliquée à des composantes de résilience sélectionnées, sans l'être obligatoirement à toutes les composantes.

Niveau 1	Faible sensibilisation sur la (les) question(s) ou faible motivation pour s'en occuper. Actions limitées de réponse aux crises.
Niveau 2	Sensibilisation sur la (les) question(s) et volonté de s'en occuper. La capacité d'action (savoirs et savoir-faire, ressources humaines, matérielles et autres) reste limitée. Les interventions ont tendance à être exceptionnelles, au coup par coup et à court terme.
Niveau 3	Conception et mise en œuvre de solutions. La capacité d'action est meilleure et substantielle. Les interventions sont plus nombreuses et sur le long terme.
Niveau 4	Cohérence et intégration. Les interventions sont de grande envergure, couvrant tous les aspects principaux du problème et elles sont reliées au sein d'une stratégie cohérente sur le long terme.
Niveau 5	Il existe entre toutes les parties prenantes, une « culture de la sécurité », où la RRC est gravée dans tous les politiques, planifications, pratiques, attitudes et comportements relatifs à la RRC.

On suppose que les groupes et organisations qui se servent de cet outil pour une auto-évaluation ont déjà dépassé le Niveau 1.

Le Niveau 5 est approximativement celui de l'idéal de collectivité résiliente face aux catastrophes. La notion de « culture de la sécurité » à laquelle il est fait référence ici, promue par le système des Nations Unies et d'autres organisations, va au-delà de la mise en œuvre d'activités de RRC, parce qu'elle implique un changement de comportement étendu et profond.¹⁵

L'évaluation des progrès faite en utilisant ce modèle impliquerait la prise en considération de l'ensemble des questions de RRC ou de résilience qui sont traitées, du nombre, du type et de l'étendue des caractéristiques réalisées ou en cours de réalisation, ainsi que – c'est important – du niveau de cohérence et de coordination des efforts. L'application de cette méthode, ou de méthodes similaires, aiderait à garder une vision générale et encouragerait une plus grande cohérence des activités et des liens entre les divers groupes et organisations impliqués.

Les évaluations préliminaires peuvent être rapides ou plus détaillées, mais il faudrait éviter les processus analytiques complexes. Parmi les premiers utilisateurs des *Caractéristiques*, certains se sont fait du souci à l'idée de devoir travailler sur chacune des 167 caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes, pour établir un tableau complet de jalons de progression vers la résilience. Ceci est de toute évidence irréaliste pour des projets de terrain (même si cela pouvait avoir de la valeur pour la recherche). Une approche plus pratique pourrait consister à faire des évaluations préliminaires générales sur la base de jugements qualitatifs à des niveaux plus élevés (domaines thématiques, composantes de résilience), en s'inspirant, le cas échéant, de quelques caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes. Ces évaluations préliminaires devraient être participatives. Le but serait de parvenir à un consensus.

Les jalons pourraient servir de base au démarrage d'un projet pour évaluer le niveau de réalisation à ce moment-là (voir [Section 4.4.2](#)). Des évaluations répétées indiqueraient l'étendue des progrès de RRC. Il faut cependant souligner que nombre de ces changements ne se produiront que dans le long terme, en particulier là où les collectivités et les organisations de soutien n'ont que des capacités et des moyens limités et où les priorités sont contradictoires.

Certains utilisateurs ont également mis en garde contre la présupposition d'un simple modèle linéaire de progression vers la résilience : dans des sociétés qui connaissent de rapides changements environnementaux, socio-économiques et politiques, les traits de résilience qui ont pu être accomplis au préalable peuvent être perdus. Ce qui laisse entendre la nécessité de bilans réguliers de l'état général de résilience dans une collectivité.

¹⁴ Des échelles similaires de réalisation sont utilisées ailleurs pour l'évaluation de la RRC : par exemple, les indicateurs de RRC d'UN ISDR (UN ISDR 2008) et la méthode de Tearfund pour évaluer l'intégration de la RRC dans les organisations de développement (LaTrobe et Davis 2005). Voir [Section 5](#) (Pour approfondir).

¹⁵ Le changement de comportement est difficile à mesurer, mais il existe des méthodes pour y parvenir, comme la cartographie des incidences – voir www.outcomemapping.ca

4.4 APPLIQUER LES CARACTÉRISTIQUES AUX ACTIVITÉS DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

4.4.1 Planification stratégique et partenariats

(a) Planification stratégique

Bien que majoritairement utilisées dans le travail de projet, les *Caractéristiques* peuvent également soutenir la planification à un niveau plus élevé. Il n'existe guère, à ce jour, d'expérience dans ce domaine ; cependant, l'utilisation du document faite par Christian Aid pour mettre au point une stratégie régionale intégrée de RRC et d'ACC en Amérique centrale est un modèle d'approche intéressant (voir *Étude de cas 5* : Planification stratégique à l'aide des *Caractéristiques*).

(b) Établissement de portée

Les *Caractéristiques*, et plus particulièrement les composantes de résilience, pourraient servir dans un exercice simple de « cartographie » ou d'« établissement de portée » pour identifier :

- les principaux domaines de résilience ou de RRC que l'organisation, et / ou d'autres organisations, traitent actuellement dans une collectivité ou un district donné
- où est actuellement placé l'accent dans ses interventions
- toute lacune importante de couverture ou tout lien manquant entre les composantes de la RRC.

Les résultats d'un tel bilan pourraient alimenter des discussions sur la cible de travaux futurs. Un exercice d'établissement de portée ou de cartographie de ce genre pourrait se révéler particulièrement utile quand il y a plusieurs parties prenantes. Il peut révéler des lacunes dans la couverture collective des organisations et souligner le potentiel d'une collaboration nouvelle ou plus étroite sur une question spécifique.

Il est extrêmement improbable qu'une organisation unique puisse travailler dans tous les domaines applicables. Il est d'ailleurs conseillé qu'elle ne le fasse pas, étant donné l'expertise technique spécifique exigée dans de nombreux cas. Quand une organisation possède une expertise propre dans un domaine particulier (p.ex. préparation aux catastrophes, soutien des moyens de subsistance, éducation), elle désire en règle générale construire sur ses forces existantes. Cependant, un exercice de cartographie ou d'établissement de portée peut l'aider à étudier la possibilité de s'impliquer dans d'autres aspects applicables de RRC ou de résilience susceptibles de soutenir son travail actuel ou aider à accroître son impact (et dans des partenariats avec d'autres organisations pour y parvenir).

Par exemple :

- Une organisation possédant une expertise en évaluation des risques et aléas ou en analyse de vulnérabilité (qui figure dans le domaine thématique 2 : Évaluation des risques) pourrait vouloir s'assurer que les résultats de son travail sont communiqués et appliqués efficacement. Cela pourrait l'amener à réfléchir à une implication possible dans le travail d'information publique (aspect du domaine thématique 3 : Savoirs et éducation) et dans les systèmes d'alerte précoce (domaine thématique 5 : Préparation aux catastrophes et réponse).
- Une organisation centrée sur des technologies de RRC, comme les constructions sécurisées et les mesures de contrôle des inondations et glissements de terrain (éléments du domaine thématique 4 : Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité) aurait vraisemblablement besoin de participer aux discussions concernant les codes de construction, plans d'aménagement du territoire et autres dispositions juridiques (domaine thématique 1 : Gouvernance) susceptibles d'affecter ses initiatives, ainsi que de fournir une formation technique aux membres de la collectivité (domaine thématique 3 : Savoirs et éducation).

(c) Besoins et opportunités de partenariat

La note d'orientation *Caractéristiques* vient, de plusieurs façons, en aide à l'étude de questions de partenariat de RRC.

Conceptuellement, deux traits du cadre sont particulièrement pertinents.

1. On trouve des éléments de partenariat tout au long du domaine thématique 1 (Gouvernance) : y sont traitées des questions comme l'intégration des activités, des visions partagées, le consensus, la négociation, la participation, l'action collective, la représentation, l'inclusion, la redevabilité, le bénévolat et la confiance. La gouvernance est également un thème qui était les autres domaines thématiques et composantes de résilience.
2. Dans la partie du cadre consacrée à l'environnement favorable, les *Caractéristiques* reconnaissent l'importance de facteurs plus larges, d'ordre institutionnel, politique et socio-économique, dans le soutien de la résilience au niveau communautaire.

Dans les applications, il existe plusieurs façons potentielles d'utiliser les *Caractéristiques* pour identifier, évaluer et stimuler les opportunités de partenariat. L'une est l'exercice initial de cartographie ou d'établissement de portée, souligné précédemment.

Un certain nombre de bilans et d'évaluations de projets ont utilisé les *Caractéristiques* comme cadre ou « optique » pour observer les dimensions de gouvernance et de partenariat de RRC. En général, cela place la situation actuelle en vis-à-vis de l'état idéal énoncé dans les *Caractéristiques* et identifie les domaines de travail ultérieur, comme le besoin d'une intégration plus étroite entre les activités de projet et les structures locales de gouvernance. D'autres études de bilan et de base se sont penchées sur les éléments d'un environnement favorable qui sont pertinents pour les objectifs et les activités du projet.

Quelques bilans, orientés par les tableaux des *Caractéristiques*, ont identifié des partenariats étendus au sein de ces réalisations de projet. Par exemple, le bilan d'un programme éducatif en RRC d'ActionAid au Bangladesh a renvoyé à un processus de consultation interactive plus large avec des parties prenantes et des collectivités multiples dans trois districts sujets à des catastrophes, avec pour résultat que la population, les responsables communautaires, les enseignants et délégués locaux à l'éducation et aux catastrophes ont été mieux informés sur les risques de catastrophes et le rôle qu'ils pouvaient jouer dans leur gestion. L'administration locale avait également été impliquée dans la mise au point et l'application du plan d'action du projet. Nous ne disons pas que les directives des *Caractéristiques* ont, par elles-mêmes, stimulé ces organisations à s'impliquer plus à fond dans des partenariats de RRC, mais que l'application des *Caractéristiques* a contribué à projeter un éclairage sur cet aspect de RRC.

Les chercheurs n'ont pas non plus tardé à appliquer les *Caractéristiques* aux questions de partenariat. Au Honduras, une étude de la redevabilité et de la non-discrimination dans la gestion du risque d'inondation s'est inspirée du domaine thématique de la gouvernance et de l'environnement favorable (ainsi que d'autres matériels) pour donner un cadre à ses questions de recherche.¹⁶ Les *Caractéristiques* ont servi de guide à Christian Aid pour les questions utilisées dans des interviews semi-structurées et des discussions de groupe dans le cadre d'une étude au niveau communautaire à La Reforma, Honduras, qui a exploré les facteurs affectant la capacité de la collectivité à accroître son influence sur l'administration locale. Elle a fait apparaître l'importance des alliances stratégiques entre la collectivité et d'autres acteurs (en particulier d'autres collectivités affectées par les inondations) comme un moteur de RRC, ce qui a conduit à opérer des changements dans leurs relations avec les autorités municipales.

Les comptes-rendus laissent entendre que **les organisations utilisatrices ne tirent pas pleinement parti du potentiel des *Caractéristiques* pour évaluer et développer des partenariats de RRC entre parties prenantes multiples**. La raison de cela n'est pas claire, mais, quelle qu'elle soit, il nous faut étudier ce problème, si nous voulons voir une RRC à base communautaire durable et à grande échelle.

4.4.2 Gestion de cycle de projet

(a) Études de base

En se reportant aux *Caractéristiques*, les projets peuvent vérifier que leurs études de base sont suffisamment cohérentes et vastes pour couvrir tous les sujets afférents. En regardant les composantes de résilience et les caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes individuelles, ils peuvent identifier les traits et les indicateurs spécifiques qui guideront la collecte de données. Les données apportées par les bilans de base d'une activité de RRC peuvent aussi être mises en correspondance avec le cadre *Caractéristiques* et ses divers éléments pour identifier l'étendue de résilience qui existe déjà dans une collectivité.

Certaines organisations peuvent trouver utile d'apporter des pondérations et des classements à la cartographie, sous la forme de notation numérique. Celle-ci est liée à la question des « jalons » de progression vers la résilience (voir [Section 4.3.5](#)), mais tout système de notation peut être imaginé. Par exemple, une idée émanant des tests sur le terrain propose que les études de base pourraient attribuer une note aux caractéristiques individuelles selon une échelle simple : (1) satisfaite, (2) partiellement satisfaite, (3) non satisfaite. L'échelle pourrait servir à générer des notes brutes qui aideraient à choisir les priorités du projet (p.ex. que le projet centre les interventions sur un aspect particulier de la résilience, ou travaille dans une collectivité plutôt qu'une autre). Les bilans suivants pourraient, en utilisant le même système de notation, parvenir à évaluer les progrès depuis le départ. Quel que soit le système utilisé, il faudrait que les notations numériques aient fait l'objet d'une discussion et d'un accord, souvent sur la base de données qualitatives et de jugements de valeur. Les résultats pourraient être présentés de façon visuelle, par exemple sous la forme de diagrammes en araignée.

(b) Analyse de vulnérabilité et de capacité

Le terme vulnérabilité est générique et le concept qu'il recouvre est compris et expliqué de maintes façons différentes chez les universitaires et les praticiens. **Les praticiens de RRC doivent être clairs sur leur façon de comprendre la « vulnérabilité » et comment elle s'applique à leur travail.**

L'analyse de vulnérabilité et de capacité (AVC) devrait être vaste, permettant l'identification de toutes les dimensions, mais en pratique, il y a souvent une telle somme d'informations collectées, sur tant de sujets différents et d'une telle diversité (y compris les variations de qualité) qu'il est difficile de former une analyse cohérente. Certains utilisateurs ont indiqué que les *Caractéristiques* leur avaient permis « d'affiner » leur analyse de vulnérabilité, à la fois pour identifier les domaines d'enquête avant d'entreprendre une AVC et pour donner un cadre dans lequel pouvoir organiser et interpréter les données.

¹⁶ Newborne P 2008, *Accountability and Non-discrimination in Flood Risk Management: Investigating the potential of a rights-based approach. Honduras case study* (London: Overseas Development Institute / Christian Aid).

Les *Caractéristiques* peuvent aussi s'appliquer à un cadre d'organisation et d'interprétation des évaluations des risques et vulnérabilités entreprises précédemment. L'Encadré 9 (« Cartographier » les vulnérabilités et capacités à l'aide du cadre des *Caractéristiques*) en est un exemple.

Les méthodes et cadres participatifs d'AVC sont conçus pour soutenir les processus qui permettront aux collectivités d'identifier et d'évaluer leur situation. En général, seuls les grands domaines de l'enquête sont établis à l'avance. Les indicateurs ne sont pas prédéfinis, car cela pourrait conduire à des résultats incomplets et faussés. C'est ce qui est admis comme une bonne pratique, mais il reste utile que les travailleurs sur le terrain aient une idée de l'étendue et des types de vulnérabilité / résilience qu'une AVC pourrait révéler, de manière à orienter et élargir en conséquence la portée de l'enquête. Les *Caractéristiques* peuvent les aider sur ce point. Par exemple, un projet d'ActionAid, financé par DIPECHO, visant à renforcer la résilience des collectivités aux inondations, séismes et glissements de terrain au nord de l'Afghanistan, s'est servi des *Caractéristiques* comme élément pour la formation et l'orientation de l'analyse participative de vulnérabilité, afin d'identifier les différents types de vulnérabilité toujours présents dans les collectivités où le projet était déjà mis en œuvre.

Les « groupes vulnérables » dont parlent les *Caractéristiques* ne forment pas un groupe social unique, parce que de nombreux groupes sont vulnérables – les personnes pauvres, les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les groupes ethniques et religieux, par exemple – et ils sont vulnérables à des chocs extérieurs de façons différentes et à des degrés différents. **On s'attend à ce qu'un bon travail de projet dissocie les différents groupes et leurs vulnérabilités.** Cependant, les organisations qui travaillent avec des groupes particuliers de la société peuvent ressentir le besoin de réécrire les caractéristiques individuelles d'une collectivité résiliente face aux catastrophes pour qu'elles reflètent la situation et les besoins de ces groupes.

Les directives formelles d'AVC devraient souligner ce point également. Les *Caractéristiques* (domaine thématique 2, composante de résilience 2) n'entrent pas dans le détail en ce qui concerne la façon d'entreprendre les AVC, mais il y est noté que les AVC devraient fournir un « tableau complet » des vulnérabilités et capacités et qu'une AVC devrait être un « processus participatif faisant intervenir des représentants de tous les groupes vulnérables » (caractéristiques 2.1 et 2.2).

Les questions relatives à l'appartenance sexuelle sont encore souvent minimisées ou laissées de côté dans les AVC et les projets de RRC. Certains cadres pour les évaluations ajoutent l'appartenance sexuelle comme un sujet transversal spécifique nécessitant une étude séparée. C'était le cas, en 2008-9, de « Vues du front », étude entreprise par le Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes.¹⁷ Il n'y a pas, dans les *Caractéristiques*, d'élément spécifique lié aux questions de sexe, mais la question est implicite dans tout le cadre : par exemple, dans les caractéristiques relatives à la participation, la redevabilité, le savoir, les cultures et les attitudes autochtones, le bien-être et la protection sociale. C'est une illustration supplémentaire de la nécessité pour les organisations travaillant avec les *Caractéristiques* d'éviter une approche de « fiche de contrôle » et d'utiliser au contraire la ressource comme un point de départ pour identifier et discuter des sujets pertinents.

Un autre commentaire fait pendant les tests sur le terrain a été que les *Caractéristiques* font une distinction vraiment artificielle entre données et évaluation des aléas / risques d'une part, et les données et évaluation de vulnérabilité / capacité et retombées d'autre part : voir le domaine thématique 2 (Évaluation des risques), composantes de résilience 1 et 2 (Données et évaluation des aléas / risques, données et évaluation de vulnérabilité / capacité et d'impact). En pratique, il y a souvent des chevauchements entre ces différents types d'évaluation et il y a de nombreuses façons de les entreprendre qui peuvent être plus ou moins inclusives des différentes dimensions de risque et de vulnérabilité. La séparation qui apparaît dans les *Caractéristiques* ne cherche pas à rendre ces exercices distincts et séparés, mais à faire en sorte que tous les aspects pertinents des aléas, risques et vulnérabilités humaines soient pris en compte ensemble dans la planification de RRC et de résilience.

(c) Conception du projet : choix des indicateurs

« Si nous comprenons conceptuellement ou parfois intuitivement la vulnérabilité et la résilience, les grosses difficultés sont toujours dans les détails et, dans le cas présent, la difficulté est de mesurer. »¹⁸

Les caractéristiques présentées dans les tableaux ne sont pas des indicateurs de projet au sens conventionnel. Elles caractérisent un état idéal de résilience en termes assez généraux, alors que les projets individuels auront besoin de leurs propres indicateurs spécifiques et plus détaillés pour leurs réalisations en cours, aux étapes, moments de décision et ajustements appropriés du cycle de projet.¹⁹ **Les caractéristiques devraient être considérées comme des panneaux de signalisation pour la mise au point d'indicateurs**, qui décrivent les attributs ou éléments contribuant à la résilience des collectivités. Elles doivent ensuite être traduites en des indicateurs mesurables. C'est important de le savoir.

¹⁷ *Des nuages, mais peu d'eau... Vues du front : une perspective locale des progrès vers la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo* (Teddington : Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction) www.globalnetwork-dr.org

¹⁸ Cutter S et al. 2008, *Community and Regional Resilience: Perspectives from Hazards, Disasters and Emergency Management* (Community and Regional Resilience Initiative) p. 7

¹⁹ Les directives d'UN ISDR et UN BAH sur les indicateurs de RRC expliquent en détail les indicateurs et la sélection des indicateurs (UN ISDR 2008) ; UN ISDR / UN OCHA 2008. Les directives de l'ADPC sur la gestion de base communautaire des risques de catastrophe contiennent des informations utiles sur la mise au point d'indicateurs de RRC au niveau communautaire (ADPC 2006). Voir [Section 5](#) (Pour approfondir).

La relation entre les caractéristiques et les indicateurs conventionnels n'est pas arrêtée :

- Certaines caractéristiques, parce qu'elles représentent un état final résultant d'interventions de RRC, sont équivalentes aux indicateurs *de réalisation* ou *d'impact* utilisés dans l'évaluation de projet.
- D'autres sont plus proches des indicateurs *de résultat(s)*, étant donné qu'elles indiquent des activités ou mesures de RRC achevées, qui ont été mises en place pour parvenir à l'impact ou aux réalisations de résilience.
- Quelques-unes sont équivalentes aux indicateurs *de processus* qui mesurent la mise en œuvre des activités de projet au fur et à mesure de la progression du projet.

Les organisations et les projets peuvent choisir de réarranger certaines caractéristiques de cette manière pour la conception de projet et le cadre logique, ainsi que, plus généralement pour le S-E.

L'Encadré 10 (Passer des caractéristiques à des indicateurs) est un guide tiré d'Oxfam Royaume-Uni pour aider le personnel du projet à mettre au point des indicateurs mesurables.

De nombreuses organisations ont utilisé les *Caractéristiques* pour étayer la conception de projet et la sélection des indicateurs pour les cadres logiques et les cadres reposant sur les résultats. En général, les caractéristiques individuelles sont choisies et modifiées pour devenir des indicateurs. Parfois, les indicateurs plus généraux mis au point par un projet sont affinés par le lien établi entre eux et des caractéristiques spécifiques.

Il devrait s'agir d'un processus réfléchi de prise de décision, dans lequel les caractéristiques sont premièrement passées en revue pour identifier et choisir les indicateurs potentiellement appropriés et où le résultat de ce choix est ensuite amendé, le cas échéant, pour parvenir aux indicateurs précis nécessaires au projet. Ceci exige souvent une discussion approfondie entre les parties prenantes du projet. Pendant les tests sur le terrain, la référence aux *Caractéristiques* a contribué à identifier les lacunes et les faiblesses dans la conception de certains projets, ainsi qu'à encourager des projets à se concentrer sur des cibles réalistes et réalisables.

En pratique, le processus peut nécessiter des évaluations quantitatives pour pouvoir établir des cibles de projet mesurables (p.ex. le nombre de certains genres de cours de formation à organiser sur la durée du projet et le nombre de participants, les dates où devront être entreprises les AVC et les évaluations des risques, ou celles de leur réajustement, le nombre de structures de récolte d'eau de pluie à construire). (Voir aussi Encadré 11 : Caractéristiques / indicateurs : quantitatifs ou qualitatifs ?)

Si les indicateurs existants sont insuffisants pour saisir les réalisations du projet, ou si des questions imprévues font surface pendant la mise en œuvre et doivent être traitées par le projet, la sélection et la révision des indicateurs peuvent avoir lieu à d'autres moments du cycle de projet.

Le processus n'est pas aussi direct quand des projets cherchent des avancées à des niveaux différents – par exemple aux niveaux des foyers, des groupes ou collectivités et de l'administration locale. L'ouvrage de référence *Caractéristiques* vise l'analyse au niveau communautaire. Certains éléments peuvent être pertinents à d'autres niveaux, mais la sélection et l'adaptation des caractéristiques seront plus compliquées.

(d) Bilans et évaluations

Une des principales utilisations des *Caractéristiques* a été dans les bilans et évaluations de projet. Les comptes-rendus dans ce domaine ont été particulièrement positifs. Les *Caractéristiques* servent surtout de cadre au processus de bilan du projet, d'une ou deux façons (la première étant la plus commune).

Les examinateurs / évaluateurs choisissent les caractéristiques appropriées d'une collectivité résiliente face aux catastrophes comme indicateurs d'activité ou de réalisation dans les domaines particuliers de RRC traités par le projet. Ceci peut fournir des critères plus clairs ou plus complets à l'aune desquels évaluer les progrès, même quand les caractéristiques sont elles-mêmes descriptives.

Par exemple, dans une évaluation de projets, à mi-parcours, faite par Tearfund en Inde, l'un des indicateurs de succès existant pour le projet était : 80 pour cent des collectivités ciblées ayant des comités et des équipes de bénévoles fonctionnant bien. Trois caractéristiques appropriées ont été introduites dans l'évaluation pour aider à mesurer cet indicateur :

- « direction communautaire de planification et de mise en œuvre de la RRC qui est convaincue, efficace et intègre » (domaine thématique 1, caractéristique 1.5)
- « capacité communautaire pour fournir des services de réponse efficaces et opportuns : p.ex. recherche et secours, premiers soins / assistance médicale, évaluation des besoins et des dommages, distribution des secours, abris d'urgence, soutien psychologique, déblaiement des routes » (domaine thématique 5, caractéristique 5.1)
- « haut niveau de volontariat dans tous les aspects de préparation, réponse et relèvement, représentatif de toutes les sections de la collectivité » (domaine thématique 5, caractéristique 6.4).

S'il est de toute évidence préférable d'utiliser les *Caractéristiques* pour la sélection des indicateurs au stade de la conception de projet, de manière à garantir la cohérence tout au long du cycle de projet, cela ne veut pas dire qu'elles ne pourront être introduites

à un stade ultérieur ; en fait, la plupart des applications d'évaluation ou de bilan ont été jusqu'ici rétrospectives. Il n'est pas indispensable d'attendre l'échéance des évaluations formelles pour jeter un regard nouveau sur un projet en utilisant « l'optique » des *Caractéristiques* : cela peut être fait à tout moment au cours du projet dans le cadre du suivi continu.

Cependant, le suivi et l'évaluation peuvent devenir difficiles quand les indicateurs et leur hiérarchie sont modifiés au fur et à mesure du déroulement du projet. En outre, les bailleurs de fonds attendent des comptes-rendus comparatifs par rapport aux indicateurs originaux. Le fait de changer les indicateurs et d'en ajouter de nouveaux peut aussi jeter le trouble chez les travailleurs, partenaires et collectivités impliqués dans le projet ; tout changement doit donc faire l'objet d'une réflexion approfondie. Au cours de la phase pilote d'utilisation des *Caractéristiques*, plusieurs organisations ont rencontré le problème de les appliquer aux projets en cours avec leurs cadres, déjà établis, d'indicateurs (sous la forme de cadres logiques ou de cadres reposant sur les résultats). La solution à ce problème semble être **d'utiliser les *Caractéristiques* non pour remplacer les indicateurs existants, mais pour les affiner en les rendant plus clairs, plus explicites ou plus détaillés**. Il n'y a guère encore d'expérience dans ce domaine, mais l'exemple venant de Christian Aid qui figure dans [l'Étude de cas 6](#) : (Utiliser les *Caractéristiques* pour des bilans et des évaluations) montre comment cela pourrait fonctionner.

La seconde approche aborde le projet sous un autre angle. Elle « cartographie » toutes les activités et réalisations du projet à l'aide du cadre *Caractéristiques*, en cherchant non seulement à mesurer les succès, mais aussi à comprendre les lacunes et les limitations de sa couverture de RRC. Cela peut résulter d'un exercice isolé ou d'un additif à une évaluation ou à un bilan en cours ou récents.

Une telle approche peut être très utile pour donner une vue d'ensemble systématique de ce qui est en cours et ce qui est nécessaire, et l'exercice peut être fait très rapidement. Elle peut aussi stimuler la discussion sur les priorités et le rythme des progrès. Par exemple, quand Oxfam a appliqué « l'optique » des *Caractéristiques* aux résultats d'un bilan de son programme de bassin fluvial à Gaibandha, Bangladesh, l'organisation l'a fait pour ouvrir l'espace de la discussion avec son équipe régionale et nationale sur les forces, faiblesses, opportunités et menaces liées au programme.

Toutefois, ceux qui utilisent les *Caractéristiques* de cette manière devraient prendre conscience que cela peut être démoralisant pour les personnes concernées, parce qu'il est fort peu probable qu'un projet ou un programme individuel traite de toutes les composantes principales de résilience. Certains membres du personnel ou partenaires locaux peuvent considérer cette approche comme une menace, si elle s'avère mettre au jour des lacunes importantes de leur couverture de RRC, ou de leur base expérimentale, et adopter par conséquent une attitude défensive. Les applications de ce genre doivent être gérées avec sensibilité – il peut être préférable de faire l'exercice comme un bilan d'équipe, où les questions peuvent être débattues et résolues, plutôt que de le laisser à la merci du jugement de réviseurs extérieurs. Il sera parfois préférable d'appliquer la méthode de bilan des activités à toutes les organisations travaillant dans une collectivité ou un district donnés, au lieu de l'appliquer à une seule agence.

Pour le S-E, comme pour d'autres applications, les *Caractéristiques* peuvent être personnalisées, et même devraient l'être, afin de s'accorder aux différents besoins et contextes. Il n'y a pas deux projets identiques. Il sera nécessaire de suivre un processus de sélection pour permettre un centrage sur les composantes de résilience et les caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes qui correspondent le mieux au projet et à ses conditions d'opération. Il sera probablement nécessaire, soit de sélectionner des caractéristiques clés à l'aune desquelles mesurer les progrès, soit d'utiliser les composantes de résilience comme un cadre plus large dans lequel inscrire les résultats du projet.

Il n'est peut-être pas nécessaire, ni faisable, que tous les membres de l'équipe d'évaluation soient familiarisés avec chaque détail, mais les responsables de l'équipe et ceux qui choisissent les indicateurs clés auront vraisemblablement besoin de passer en revue de façon approfondie les *Caractéristiques* dans le cadre du processus de sélection.

4.4.3 Recherche

La recherche est potentiellement une application importante du cadre *Caractéristiques*. Il est peu probable que les études de recherche reposent uniquement sur les *Caractéristiques* ; l'ouvrage constituera plutôt l'une des multiples ressources, cadres et concepts utilisés par les chercheurs pour concevoir leurs projets et orienter leurs interrogations.

Plusieurs propositions et projets de recherche ont déjà utilisé les *Caractéristiques* pour étudier un éventail de questions, parmi lesquelles : l'obligation de rendre des comptes dans la gestion des risques d'inondation, l'évaluation de la résilience dans des collectivités montagnardes (en centrant sur le savoir local concernant les risques et les pratiques d'environnement durable, l'adoption de pratiques de RRC et de diversification des moyens de subsistance ainsi que l'accès aux ressources naturelles), la gouvernance locale des risques de catastrophe et les stratégies de survie psycho-sociales de groupe et individuelles. (Voir aussi [Encadré 12](#) : Rechercher ce qui construit la résilience.)

Christian Aid a beaucoup appliqué les *Caractéristiques* comme outil conceptuel pour encadrer l'analyse et le développement d'études de cas de collectivités vulnérables : [l'Étude de cas 7](#) (Utiliser les *Caractéristiques* pour la collecte de données et la recherche) décrit le processus adopté. Les résultats de la recherche étaient principalement liés aux projets concernés, mais ils ont parfois soulevé des questions d'une bien plus grande importance (par exemple, la recherche au Malawi a mis

le doigt sur l'association entre les ONG, les structures du pouvoir et les AVC, en laissant entendre que l'influence des structures locales du pouvoir sur le processus d'AVC pouvait fausser les résultats, avec des conséquences graves pour la direction de la planification de projet et pour l'obligation de rendre compte du responsable de projet).²⁰

4.4.4 Plaidoyer

Les *Caractéristiques* viennent en appui au plaidoyer en fournissant une base expérimentale (cet ouvrage aide à identifier les vulnérabilités et les capacités, attire l'attention sur les domaines prioritaires d'intervention et prouve la portée des mesures de RRC), ainsi qu'en stimulant la discussion et les partenariats.

Certaines ONG ont trouvé que les caractéristiques d'un environnement favorable étaient un bon outil pour leur travail de plaidoyer, en particulier pour développer un programme pour « l'intégration » de la RRC aux niveaux les plus élevés, afin de compléter leur travail à la base (voir Encadré 13 : Lier la résilience de la collectivité à un environnement favorable). Les caractéristiques d'un environnement favorable ayant tendance à être très générales, elles auront peut-être besoin d'être affûtées pour créer des cibles de plaidoyer plus précises (p.ex. obtenir que le parlement vote des lois spécifiques de RRC). Cependant, même en l'état, cette partie du cadre a aidé des organisations de la société civile à poser des questions précises aux administrations locales concernant la résilience et la RRC, et leur a, par conséquent, permis d'entrer dans des discussions politiques avec les agents du gouvernement. L'environnement favorable couvre lui aussi divers niveaux, locaux, nationaux et internationaux. Les initiatives de plaidoyer doivent identifier leurs objectifs à chaque niveau et étudier le moyen de les relier.

SECTION 5: POUR APPROFONDIR

Cette liste contient des sources choisies importantes, largement consultables (la plupart en ligne).

Cadre d'action de Hyogo et indicateurs de RRC de l'ONU

- Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction 2009 (Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes, 2009) *Des nuages, mais peu d'eau... Vues du front : une perspective locale des progrès vers la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo* (Teddington : Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction) <http://www.globalnetwork-dr.org/>
- Page Internet du Cadre d'action de Hyogo de UN ISDR <http://www.unisdr.org/eng/hfa/hfa.htm>
- UN ISDR 2008, *Indicators of Progress : Guidance on Measuring the Reduction of Disaster Risks and the Implementation of the Hyogo Framework for Action* (Genève: UN International Strategy for Disaster Reduction) www.unisdr.org
- UN OCHA 2008, *Disaster Preparedness for Effective Response: Implementing Priority Five of the Hyogo Framework for Action* (Genève : Office for the Coordination of Humanitarian Affairs) www.preventionweb.net

Les *Caractéristiques* et leur application :

- Liebmann M, Pavanella S 2007, 'A critical review of the Knowledge and Education Indicators of Community-Level Disaster Risk Reduction' (London: Aon Benfield UCL Hazard Research Centre, unpublished report) www.proventionconsortium.org/?pageid=90 et www.abuhrc.org/research/dsm/Pages/project_view.aspx?project=13
- Twigg J 2009, *Identifying Partnership Needs and Opportunities* (London: Aon Benfield UCL Hazard Research Centre, Disaster Studies Working Paper 18) www.abuhrc.org
- Voir aussi les études de cas et autres documents sur la page Internet des *Caractéristiques* à : <http://www.proventionconsortium.org/?pageid=90> ou http://www.abuhrc.org/research/dsm/Pages/project_view.aspx?project=13

Autres cadres d'indicateurs de RRC et de résilience

- ADPC 2006, *Critical Guidelines: Community-based Disaster Risk Management* (Bangkok : Asian Disaster Preparedness Center), www.adpc.net
- Benson C, Twigg J 2007 (avec Rossetto T), *Tools for Mainstreaming Disaster Risk Reduction: Guidance Notes for Development Organizations* (Genève: ProVention Consortium) www.proventionconsortium.org
- Benson C, Twigg J 2004, 'Measuring Mitigation': *Methodologies for assessing natural hazard risks and the net benefits of mitigation: a scoping study* (Genève : ProVention Consortium), www.proventionconsortium.org
- Centre for Community Enterprise 2000, *The Community Resilience Manual: a resource for rural recovery and renewal* (Port Alberni, BC: Centre for Community Enterprise) www.cedworks.com

²⁰ Penya JL, Nyrono J 2008, 'Who controls development? NGOs, accountability and power in rural Malawi' (London: Christian Aid, unpublished paper).

- IOTWS 2007, *How Resilient is Your Coastal Community? A guide for evaluating coastal community resilience to tsunamis and other hazards* (Bangkok: US Indian Ocean Tsunami Warning System Program) www.preventionweb.net
- La Trobe S, Davis I 2005, *Mainstreaming disaster risk reduction: a tool for development organisations* (Teddington : Tearfund), <http://tilz.tearfund.org>
- McEntire DA 2000, 'Sustainability or invulnerable development? Proposals for the current shift in paradigms'. *Australian Journal of Emergency Management* 15(1) : 58-61.
- ProVention Consortium 2006, *Risk Reduction Indicators*. TRIAMS Working Paper (Genève: ProVention Consortium) www.proventionconsortium.org
- Tearfund CEDRA Tool (*Évaluation des risques et de l'adaptation au changement climatique et à la dégradation de l'environnement*) (Teddington: Tearfund) <http://tilz.tearfund.org>
- Williamson L., Connor H., 2008 : *Vulnérabilité – Adaptation – Résilience énergétique (VAR) Indicateurs et méthodologie d'identification des projets d'adaptation renforçant la résilience des systèmes énergétiques* (Paris : HELIO International) www.helio-international.org/projects/VAR09.cfm

RRC et adaptation au changement climatique

- *Disasters*, Vol. 30, No.1, March 2006 (special issue on 'Natural Disasters and Climate Change').
- Ensor J, Berger R, 2009, *Understanding Climate Change Adaptation: Lessons from community-based approaches* (Rugby: Practical Action Publishing).
- Pasteur K, 2010 (à paraître), *From Vulnerability to Resilience (V2R): Guidelines for Analysis and Action to Build Community Resilience* (Rugby: Practical Action Publishing) <http://www.practicalaction.org/>
- Venton P, La Trobe S, 2008, *Linking climate change adaptation and disaster risk reduction* (Teddington: Tearfund) www.tearfund.org/webdocs/Website/Campaigning/CCA_and_DRR_web.pdf

RRC au niveau local et à base communautaire

- ADPC 2006, *Critical Guidelines: Community-based Disaster Risk Management* (Bangkok : Asian Disaster Preparedness Center), www.adpc.net
- Twigg J 2004, 'Disaster risk reduction: Mitigation and preparedness in development and emergency programming' (Londres : Overseas Development Institute, Humanitarian Practice Network, *Good Practice Review* No.9) www.odihpn.org
- UN ISDR / UNDP 2007, *Building Disaster Resilient Communities: Good Practices and Lessons Learned* (Genève: UNISDR / UNDP) www.unisdr.org

Résilience et collectivité résiliente face aux catastrophes

- Buckle P, Marsh G, Smale S 2000, 'New approaches to assessing vulnerability and resilience'. *Australian Journal of Emergency Management* 15(2) 8-14.
- Cutter S et al. 2008, 'A place-based model for understanding community resilience to natural disasters'. *Global Environmental Change* 18: 598-606.
- Cutter S et al. 2008, *Community and Regional Resilience: Perspectives from Hazards, Disasters and Emergency Management* (Community and Regional Resilience Initiative) www.resilientus.org
- Geis DE 2000, 'By Design: the Disaster Resistant and Quality-of-Life Community'. *Natural Hazards Review* 1(3): 151-160.
- Godschalk DR 2003, 'Urban Hazard Mitigation: Creating Resilient Cities'. *Natural Hazards Review* 4(3) 136-143.
- IFRC 2004, *World Disasters Report 2004: Focus on community resilience* (Genève : IFRC), p. 11-35.
- Learning for Sustainability website, www.learningforsustainability.net (Community Resilience and Adaptation page)
- McEntire DA 2005, 'Why vulnerability matters. Exploring the merit of an inclusive disaster reduction concept'. *Disaster Prevention and Management* 14(2) 206-222.
- Manyena SB 2006, 'The concept of resilience revisited'. *Disasters* 30(4): 433-450.
- Sapirstein G 2006, 'Social Resilience: The Forgotten Dimension of Disaster Risk Reduction'. *Jamba* 1(1) 54-63.

Collectivités et RRC

- Buckle P 1998/9, 'Re-defining community and vulnerability in the context of emergency management'. *Australian Journal of Emergency Management* 13(4): 21-26.
- Enders J 2001, 'Measuring community awareness and preparedness for emergencies'. *Australian Journal of Emergency Management* 16(3): 52-58.
- IFRC 2004, *World Disasters Report 2004: Focus on community resilience* (Genève : IFRC), p. 27-31.
- Marsh G, Buckle P 2001, 'Community: the concept of community in the risk and emergency management context'. *Australian Journal of Emergency Management* 16(1): 5-7.

SECTION 6 : LES TABLEAUX DES CARACTÉRISTIQUES

DOMAINE THÉMATIQUE 1 : GOUVERNANCE

Composantes de résilience

1. Politique, planification, priorités et engagement politique de RRC
2. Systèmes légaux et réglementaires
3. Intégration avec politiques et planifications de développement
4. Intégration avec réponse d'urgence et relèvement
5. Mécanismes, capacités et structures institutionnels ; attribution des responsabilités
6. Partenariats
7. Redevabilité et participation communautaire

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
1. Politique, planification, priorités et engagement politique de RRC	1.1 Vision partagée d'une collectivité préparée et résiliente. 1.2 Point de vue consensuel des risques potentiels, de l'approche de gestion des risques, des actions spécifiques à entreprendre et des objectifs à atteindre.²¹ 1.3 Vision et plans de RRC étayés par la compréhension des causes sous-jacentes de vulnérabilité et d'autres facteurs hors du contrôle de la collectivité. 1.4 La collectivité adopte une perspective à long terme, ciblant les réalisations et l'impact de la RRC. 1.5 Direction communautaire de planification et de mise en œuvre de la RRC qui est convaincue, efficace et intègre. 1.6 Plans communautaires de RRC (et de PC) conçus par des processus participatifs, mis en application et mis à jour périodiquement.	• Consensus politique sur l'importance de la RRC. • RRC, priorité politique à tous les niveaux du gouvernement. • Politique, stratégie et plan de mise en œuvre nationaux de RRC, ayant une vision, des priorités, des buts et des jalons clairs. • Politiques, stratégies et plans de mise en œuvre de l'administration locale pour la RRC, mis en place. • Politique et stratégie officielles (nationales et locales) de soutien à la gestion communautaire des risques de catastrophes (GCRC). • Compréhension et soutien officiels au niveau local de la vision communautaire.
2. Systèmes légaux et réglementaires	2.1 La collectivité comprend la législation, les règlements et les procédures applicables ainsi que leur importance. 2.2 La collectivité est consciente de ses droits et de l'obligation légale du gouvernement et d'autres parties prenantes d'assurer sa protection.	• La législation, les règlements, les codes, etc. qui traitent de la RRC nationalement et localement sont adéquats et favorisent la RRC. • Les juridictions et responsabilités pour la RRC à tous les niveaux sont définies dans la législation, les règlements, les arrêtés, etc. • Les mécanismes de conformité et de mise en vigueur des lois, règlements, codes, etc. et les pénalités pour non conformité sont définis dans les lois et règlements. • Système légal et réglementaire sous-tendu par la garantie des droits correspondants : à la sécurité, à une assistance équitable, à être entendu et consulté. • Règlement d'occupation des sols, codes de construction et autres lois et règlements liés à la RRC mis en vigueur localement.

²¹ Comportant un accord sur le niveau de risque acceptable.

Domaine thématique 1 – suite

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
3. Intégration avec politiques et planifications de développement	3.1 RRC communautaire considérée par toutes les parties prenantes locales comme partie intégrante des plans et actions d'accomplissement d'objectifs communautaires plus larges (p.ex. réduction de la pauvreté, qualité de la vie).	- Le gouvernement prend (à tous les niveaux) une approche holistique et intégrée de la RRC, située au sein d'un contexte plus large de développement et reliée aux plans de développement couvrant divers secteurs. - RRC incorporée dans d'autres plans de développement nationaux et d'autres programmes nationaux soutenus par des bailleurs de fonds ou liée à ces plans et projets.²² - Intégration courante de la RRC dans les plans de développement et les politiques sectorielles (éradication de la pauvreté, protection sociale, développement durable, adaptation aux changements climatiques, désertification, gestion des ressources naturelles, santé, éducation, etc.). - Plans de développement et processus de mise en œuvre formels, exigés pour incorporer des éléments de RRC (p.ex. analyse des aléas, risques et vulnérabilités, plans d'atténuation). - Plateformes multisectorielles institutionnelles pour promouvoir la RRC. - Les systèmes locaux de planification des politiques, règlements et prise de décision prennent en compte le risque de catastrophe.
4. Intégration avec réponse d'urgence et relèvement	4.1 La collectivité et les autres acteurs locaux dans le développement durable et la RRC s'engagent à une planification conjointe avec les équipes et structures d'urgence communautaires et locales.	- Le cadre des politiques nationales exige que la RRC soit incorporée dans la conception et la mise en œuvre de la réponse aux catastrophes et du relèvement. - Liens de politiques, de planification et opérationnels entre la gestion des secours d'urgence, la RRC et les structures de développement. - Réduction des risques incorporée dans les plans et actions officiels (soutenus et mis en œuvre internationalement) de reconstruction post-conflit.
5. Mécanismes, capacités et structures institutionnels ; attribution des responsabilités	5.1 Organisations communautaires représentatives consacrées à la RRC / GRC. 5.2 ONG, OCB et collectivités d'intérêt locales s'engagent sur d'autres questions pouvant soutenir la RRC et la réponse.²³ 5.3 Responsabilités, ressources, etc. définies dans les plans communautaires concernant les catastrophes. 5.4 Compréhension partagée entre toutes les parties prenantes locales concernant les responsabilités, l'autorité et la prise de décision en matière de RRC.	- Environnement politique, administratif et financier encourageant pour la GRC et le développement communautaire. - Mandats et responsabilités institutionnels pour la RRC clairement définis. Existence de mécanismes interinstitutionnels ou de coordination, avec des responsabilités clairement indiquées. - Point central au niveau national avec l'autorité et les ressources pour coordonner toutes les organisations impliquées dans la gestion des catastrophes et la RRC. - Ressources humaines, techniques, matérielles et financières de RRC suffisantes pour répondre aux rôles et responsabilités institutionnels définis (y compris les attributions budgétaires spécifiques à la RRC tant au niveau national qu'au niveau local).

²² Stratégies de réduction de la pauvreté, rapports nationaux des Objectifs du Millénaire pour le Développement, Plans nationaux d'actions d'adaptation, cadres d'aide du PNUD, etc.

²³ c'est-à-dire : organisations qui sont émergentes, en expansion et en cours de croissance. Les organisations en cours de croissance sont censées endosser des fonctions additionnelles en période de crise, ce qu'elles font en augmentant leur capacité ou en modifiant leurs structures organisationnelles (p.ex. une branche locale de la Croix-Rouge faisant appel à des bénévoles formés pour soutenir son petit noyau de personnel professionnel). Les organisations en expansion ne sont pas censées répondre aux catastrophes, elles peuvent cependant accomplir des tâches qui ne sont pas régulières (p.ex. une entreprise de construction évacuant les débris pour aider aux opérations de secours). Les organisations émergentes n'existent pas avant l'occurrence de la catastrophe, mais elles se forment pour y répondre (p.ex. des groupes spontanés de recherche et de secours). Voir Webb GR 1999, *Individual and Organizational Response to Natural Disasters and other Crisis Events : the continuing value of the DRC typology* (University of Delaware, Disaster Research Center, Preliminary Paper #277), <http://dspace.udel.edu:8080/dspace/handle/19716/662>

Domaine thématique 1 – suite

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
	5.5 Fonds gérés par la collectivité, ainsi que d'autres ressources matérielles de RRC et de relèvement de catastrophe. 5.6 Accès au gouvernement et à d'autres, pour le financement et les ressources affectés à la RRC et au relèvement.	• Délégation de responsabilités (et de ressources) pour la planification et la mise en œuvre de la RRC aux niveaux gouvernementaux locaux et à la collectivité, dans la mesure du possible, soutenue par la fourniture d'expertise et de ressources spécialisées pour contribuer à la prise de décision, à la planification et à la gestion locales des catastrophes. • Services communautaires dédiés et efficaces (RRC et services qui y sont liés, p.ex. santé).
6. Partenariats	6.1 Parties prenantes locales engagées dans d'authentiques partenariats (sur des principes de collaboration ouverts et partagés, à un niveau élevé et dans la confiance). 6.2 Partenariats de RRC clairs, contractuels et stables entre les groupes de parties prenantes et les organisations au niveau local (collectivités et OCB avec les autorités locales, ONG, entreprises, etc.). 6.3 Collectivités à la tête des processus (soutenues par des organisations extérieures). 6.4 Capacité locale et enthousiasme pour promouvoir des activités de RRC et d'optimisation (par des partenariats extérieurs à la collectivité). 6.5 La collectivité et les groupes / organisations au niveau local ont la capacité de recruter, former, soutenir et motiver des bénévoles communautaires en vue de la RRC et s'unissent pour y parvenir.	• RRC identifiée comme responsabilité de tous les secteurs de la société (public, privé, civil) avec des mécanismes appropriés intersectoriels et de coordination. • Participation de société civile, ONG, secteur privé et collectivité et partenariats intersectoriels à long terme pour la RRC et la réponse d'urgence. • Liens avec les institutions régionales et mondiales et leurs initiatives de RRC.
7. Redevabilité et participation communautaire	7.1 La décentralisation des structures de RRC facilite la participation communautaire. 7.2 Accès aux informations sur les plans, structures, etc. du gouvernement local. 7.3 Confiance au sein de la collectivité et entre la collectivité et les organisations extérieures. 7.4 Capacité à interroger des organisations extérieures sur des plans, priorités, actions de RRC qui pourraient avoir une incidence sur les risques et faire pression sur elles. 7.5 Systèmes de S-E participatifs pour évaluer la résilience et les progrès de RRC. 7.6 Inclusion / représentation des groupes vulnérables dans la prise de décision communautaire et la gestion des catastrophes. 7.7 Haut niveau de volontariat dans les activités de RRC.	• Droits fondamentaux des personnes formellement reconnus par le gouvernement national et local (et par les organisations de la société civile : OSC) : à la sécurité, à une réduction de la vulnérabilité et à une assistance de secours équitables, à être écoutées et consultées (ce qui implique la responsabilité de respecter et faire respecter ces droits le cas échéant). • Mécanismes efficaces de contrôle de qualité ou d'audit pour les structures, systèmes, etc. officiels mis en place et appliqués. • Système démocratique de gouvernance demandant des comptes aux décideurs. • Le gouvernement consulte la société civile, les ONG, le secteur privé et les collectivités. • Participation populaire dans la conception et la mise en œuvre des politiques. • Demande des citoyens pour une action de RRC. • Existence de groupes de surveillance pour pousser au changement.

DOMAINE THÉMATIQUE 2 : ÉVALUATION DES RISQUES

Composantes de résilience

1. Données et évaluation des aléas / risques
2. Données et évaluation de vulnérabilité / capacité et d'impact
3. Capacités et innovations scientifiques et technologiques

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
1. Données et évaluation des aléas / risques	1.1 Conduite d'évaluation des aléas et risques communautaires fournissant un tableau complet de tous les principaux aléas / risques menaçant une communauté (et risques potentiels). 1.2 Évaluation des aléas / risques, selon un processus participatif incluant des représentants de tous les secteurs de la collectivité et sources d'expertise. 1.3 Résultats de l'évaluation partagés, discutés, compris et acceptés par toutes les parties prenantes et introduits dans les plans communautaires concernant les catastrophes. 1.4 Résultats mis à disposition de toutes les parties intéressées (à l'intérieur et à l'extérieur de la collectivité, localement et à des niveaux plus élevés) et introduits dans leurs plans concernant les catastrophes. 1.5 Suivi permanent des risques et aléas avec mise à jour des évaluations. 1.6 Maintien, par le soutien et la formation, des savoir-faire et capacités à conduire les évaluations communautaires des risques et aléas.	• Évaluation des aléas / risques rendue obligatoire dans les politiques publiques, la législation, etc., avec des normes de préparation, de publication et de révision. • Évaluations systématiques et répétées des aléas et des risques de catastrophe dans la programmation développementale de plus haut niveau. Les zones à plus fort risque sont identifiées. • Données de bonne qualité sur les aléas et les risques (bases de données scientifiques, rapports officiels, etc.) mises à disposition pour aider les évaluations au niveau local. • Savoirs existants relevés, synthétisés et partagés de façon systématique (grâce à des systèmes d'information de gestion des catastrophes). • Participation aux évaluations de toutes les organisations / parties prenantes appropriées. • Gouvernement (local et / ou national) et ONG engagés à fournir un soutien technique ou autre pour les évaluations locales et communautaires des aléas / risques.
2. Données et évaluation de vulnérabilité / capacité et d'impact	2.1 Analyses communautaires de vulnérabilité et de capacité (AVC) effectuées qui donnent un tableau complet des vulnérabilités et capacités. 2.2 L'AVC est un processus participatif faisant intervenir des représentants de tous les groupes vulnérables. 2.3 Évaluation des résultats partagée, discutée, comprise et acceptée par toutes les parties prenantes et introduite dans les plans communautaires concernant les catastrophes. 2.4 AVC utilisée pour créer une base de départ des projets communautaires de RRC.	• AVC rendue obligatoire dans les politiques publiques, la législation, etc., avec des normes de préparation, de publication et de révision. • Indicateurs de vulnérabilité et de capacité conçus, cartographiés systématiquement et enregistrés (couvrant tous les facteurs associés sociaux, économiques, physiques et environnementaux, politiques et culturels). • Données d'impact des catastrophes et informations sur les pertes statistiques disponibles et utilisées dans l'AVC. • Emploi systématique de l'AVC dans la programmation de développement à un plus haut niveau. Groupes vulnérables et causes de vulnérabilité identifiés. • Savoirs existants relevés, synthétisés et partagés de façon systématique (grâce à des systèmes d'information de gestion des catastrophes).

Domaine thématique 2 – suite

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
	2.5 Résultats mis à disposition de toutes les parties intéressées (à l'intérieur et à l'extérieur de la collectivité) et introduits dans leurs plans de développement et ceux qui concernent les catastrophes. 2.6 Suivi permanent des vulnérabilités avec mise à jour des évaluations. 2.7 Savoir-faire et capacités pour effectuer l'AVC maintenus grâce au soutien et à la formation.	• Participation aux évaluations de toutes les organisations / parties prenantes concernées. • Gouvernement (local et / ou national) et ONG engagés à fournir un soutien technique ou autre pour les AVC locales et communautaires.
3. Capacités et innovations scientifiques et technologiques	3.1 Membres de la collectivité et organisations formés aux aléas, risques et techniques d'AVC et aidés dans la réalisation des évaluations. 3.2 Utilisation de savoirs autochtones et d'analyse locale des risques ainsi que d'autres savoirs, données et méthodes d'évaluation scientifiques.	• Capacité institutionnelle et technique de rassemblement et d'analyse des données. • Développement scientifique et technologique continu ; partage de données, observation de la terre depuis l'espace, prévision et modélisation climatiques ; alerte précoce. • Organisations extérieures appréciant et utilisant le savoir autochtone.

DOMAINE THÉMATIQUE 3 : SAVOIRS ET ÉDUCATION

Composantes de résilience

1. Sensibilisation, savoirs et savoir-faire du public
2. Gestion et échange d'informations
3. Enseignement et formation
4. Cultures, attitudes, motivation
5. Savoir-faire et recherche

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
1. Sensibilisation, savoirs et savoir-faire du public	1.1 Vision partagée d'une collectivité préparée et résiliente. 1.2 L'ensemble de la collectivité a été exposé / a pris part aux campagnes de sensibilisation continues, qui sont axées sur les besoins et les capacités communautaires (p.ex. niveau d'alphabétisation). 1.3 Connaissance communautaire des aléas, vulnérabilités, risques et actions de réduction des risques suffisante pour une action efficace par la collectivité (seule et en collaboration avec d'autres parties prenantes). 1.4 Possession (par des individus et dans la collectivité) de savoirs et savoir-faire techniques et organisationnels appropriés pour la RRC et les actions de réponse au niveau local (y compris les savoirs techniques, stratégie de survie, stratégies de moyens d'existence autochtones). 1.5 Débat ouvert au sein de la collectivité débouchant sur des accords concernant les problèmes, les solutions, les priorités, etc.	• Public en général conscient et informé des risques de catastrophe et de comment les gérer. • Programmes de sensibilisation appropriés et de haute visibilité, conçus et mis en œuvre par les organismes officiels nationalement, régionalement et localement. • Implication des médias dans la communication des risques et la sensibilisation aux catastrophes et aux mesures anti-catastrophes. • Les programmes de communication publique comprennent le dialogue avec les parties prenantes sur les risques de catastrophe et les questions qui s'y rapportent (pas de divulgation d'information à sens unique). • Les organisations extérieures comprennent les vulnérabilités, capacités, risques, perception des risques et logique des décisions de gestion des risques des collectivités ; elles reconnaissent la viabilité des stratégies de survie et du savoir locaux. • Les niveaux d'apport éducatif, d'accès, d'alphabétisation, etc. facilitent une divulgation des informations et une sensibilisation efficaces.
2. Gestion et échange d'informations (plus formels)	2.1 Information sur les risques, la vulnérabilité, les pratiques de gestion des catastrophes, etc. partagée au sein des populations en danger. 2.2 Plans communautaires concernant les catastrophes disponibles publiquement et compris par le plus grand nombre. 2.3 Toutes les sections de la collectivité sont au courant des équipements, services, savoir-faire disponibles avant, pendant et après l'urgence ainsi que de la façon d'y accéder. 2.4 Contenu et méthodes de diffusion de l'information mis au point avec les collectivités (c-à-d : « communication » et non « diffusion d'informations »). 2.5 Déploiement maximal des canaux de communication autochtones, traditionnels et informels. 2.6 L'impact du matériel d'information et des stratégies de communication est évalué.²⁴	• Le gouvernement (national et local) s'engage à partager les informations (transparence) et à dialoguer avec les collectivités sur les informations concernant les risques et la GRC. • La législation précise le droit des populations à être informées et à obtenir des informations concernant les risques qui les menacent. • Compréhension commune aux organisations extérieures des principes, concepts, terminologie, approches alternatives de RRC. • Systèmes publics et privés de récolte et de partage des informations sur les aléas, les risques, les ressources de gestion des catastrophes (y compris : centres de ressources, bases de données, sites Internet, annuaires et inventaires, guides de bonnes pratiques) existants et accessibles. • Réseau professionnel actif pour la gestion des risques de catastrophe (partage d'information scientifique, technique et appliquée, de savoirs traditionnels / locaux).

²⁴ c-à-d : sur l'attitude de la collectivité et des individus vis-à-vis des risques de catastrophe et des stratégies de gestion des risques

Domaine thématique 3 – suite

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
3. Enseignement et formation	3.1 Les écoles locales délivrent aux enfants une éducation sur la RRC grâce à un programme et, si possible, à des activités extrascolaires.²⁵ 3.2 RRC / GRC et autres formations traitent les priorités identifiées par la collectivité et fondées sur l'évaluation des risques, vulnérabilités et problèmes associés. 3.3 Membres de la collectivité et organisations formés dans les savoir-faire adaptés à la RRC et la PC (p.ex. évaluation des aléas / risques / vulnérabilité, planification de GRC, recherche et secours, premiers secours, gestion d'abris d'urgence, évaluation des besoins, distribution de l'aide, lutte contre les incendies). 3.4 Occupants et constructeurs de maison formés en techniques de construction sécurisée et de mise aux normes, ainsi qu'à d'autres façons pratiques pour protéger les maisons et les biens. 3.5 Membres de la collectivité (rurale) qualifiés ou formés aux pratiques adaptées d'agriculture, utilisation des sols, gestion de l'eau et de l'environnement. 3.6 Utilisation dans l'éducation et la formation d'expérience communautaire de survie dans des situations / crises antérieures, ou de connaissance de comment celle-ci a été pratiquée.	• Inclusion de la réduction des risques à l'échelle nationale, dans les cours appropriés de l'éducation primaire, secondaire et supérieure (mise au point des programmes, fourniture de matériel éducatif, formation des enseignants). • Cours de formation professionnelle spécialisée et équipement disponible pour la RRC / GRC, à différents niveaux et pour divers groupes, liés par une stratégie générale de formation. Certificat de formation. • Programmes appropriés d'éducation et de formation pour les planificateurs et praticiens sur le terrain en RRC / GRC et secteurs de développement, conçus et mis en œuvre nationalement, régionalement et localement. • Ressources de formation (techniques, financières, matérielles, humaines) rendues disponibles par le gouvernement, les services d'urgence, les ONG, etc. afin de soutenir la RRC au niveau local.
4. Cultures, attitudes, motivation	4.1 Valeurs, aspirations et buts communautaires partagés (et appréhension positive de l'avenir, engagement vis-à-vis de la collectivité dans son ensemble, accords sur les buts communautaires). 4.2 Des attitudes et valeurs culturelles (p.ex. attente d'aide / d'autarcie, opinions religieuses / idéologiques) donnent aux collectivités la capacité d'adaptation et de relèvement en cas de chocs ou de stress. 4.3 Attitudes réalistes, en connaissance de cause, vis-à-vis des risques et de leur gestion. 4.4 Confiance justifiée dans la sécurité et les capacités d'autonomie. 4.5 Possession d'information, ressources et soutien voulus / nécessaires pour assurer la sécurité (ou accès à ceux-ci). 4.6 Sentiments de responsabilité personnelle pour la préparation aux catastrophes et la réduction du risque de catastrophe. 4.7 Comportements moins dangereux en conséquence de la sensibilisation.	• Climat politique, social et environnemental qui favorise la liberté de pensée et d'expression, et stimule investigations et débats. • Acceptation officielle et publique du principe de précaution : besoin d'agir sur une information ou compréhension incomplètes pour réduire les risques potentiels de catastrophe.

²⁵ Suppose une assiduité scolaire de haut niveau ; et sinon des activités d'information.

Domaine thématique 3 – suite

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
5. Savoir-faire et recherche	5.1 Connaissance, utilisation et adaptation des savoirs techniques et des stratégies de survie autochtones. 5.2 Systèmes de S-E participatifs pour évaluer la résilience et les progrès de RRC.	• Capacités nationales et sous-nationales de recherche en études des aléas, risques et catastrophes (dans des instituts spécialisés ou au sein d'autres organisations), ayant un financement suffisant pour la recherche continue. • Encouragement de la recherche interdisciplinaire et orientée sur les politiques. • Coopération nationale, régionale et internationale dans la recherche, les sciences et le développement technologique. • Programme détaillé pour les recherches en RRC scientifiques, techniques, politiques, prévisionnelles et participatives.



DOMAINE THÉMATIQUE 4 : GESTION DES RISQUES ET RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ

Composantes de résilience

1. Gestion de l'environnement et des ressources naturelles
2. Santé et bien-être
3. Moyens durables d'existence
4. Protection sociale
5. Outils financiers
6. Protection physique ; mesures structurelles et techniques
7. Régimes de planification

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
1. Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	1.1 Compréhension communautaire des caractéristiques et du fonctionnement de l'environnement naturel et des écosystèmes locaux (p.ex. : réseau hydrographique, bassins versants, caractéristiques des pentes et des sols), ainsi que des risques potentiels associés à ces traits naturels et aux interventions humaines qui les modifient. 1.2 Adoption de pratiques de gestion durable de l'environnement qui réduisent le risque d'aléas.²⁶ 1.3 Préservation de la biodiversité (p.ex. grâce à des banques de céréales gérées par la collectivité et associées à un système de distribution équitable). 1.4 Préservation et mise en application des savoirs et des technologies autochtones appropriées, liés à la gestion de l'environnement. 1.5 Accès à des ressources de propriété commune gérées communautairement capables de soutenir les stratégies de survie et d'existence en temps normal et pendant les crises.	• Structure politique, législative et institutionnelle qui soutient la gestion durable des écosystèmes et de l'environnement, et qui maximalise les pratiques de gestion des ressources environnementales contribuant à la RRC. • Action officielle efficace pour interdire l'utilisation non durable de terrains et les approches de gestion des ressources qui accroissent le risque de catastrophe. • Interface politique et opérationnelle entre la gestion de l'environnement et les politiques et planifications de réduction des risques. • Politiques et stratégies de RRC intégrées dans l'adaptation à la variabilité climatique actuelle et aux changements climatiques futurs. • Experts et agents de vulgarisation du gouvernement local, disponibles pour travailler avec les collectivités sur la gestion et le renouvellement à long terme de l'environnement.
2. Santé et bien-être (y compris capital humain)	2.1 Maintien en temps normal des capacités physiques au travail et de la bonne santé, grâce à une nourriture et une alimentation, une hygiène et des soins médicaux adéquats. 2.2 Niveaux élevés de sécurité et de liberté personnelles vis-à-vis de menaces physiques et psychologiques. 2.3 Approvisionnements en nourriture et statut nutritionnels assurés (p.ex. grâce à des stocks de réserve de céréales et d'autres aliments de base, gérés par les collectivités sur la base d'un système de distribution équitable en période de crise alimentaire).	• Structures de santé publique intégrées dans la planification concernant les catastrophes et la préparation aux urgences. • Structures communautaires intégrées dans les systèmes de santé publique. • Les programmes d'éducation à la santé comprennent savoir et savoir-faire ayant trait aux crises (p.ex. assainissement, hygiène, traitement de l'eau).

²⁶ p.ex. protection des sols et de l'eau, exploitation forestière durable, gestion des zones humides pour réduire les risques d'inondation, protection des palétuviers comme tampon contre les déferlements de tempêtes, gestion des systèmes d'alimentation en eau et de drainage.

Domaine thématique 4 – suite

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
	2.4 Accès à l'eau pour l'usage domestique en quantité et en qualité suffisantes en période de crise. 2.5 Connaissance de moyens pour rester en bonne santé (p.ex. hygiène, assainissement, nutrition, traitement de l'eau) et de mesures pour protéger / sauver des vies, ainsi que possession des savoir-faire appropriés. 2.6 Les structures et la culture communautaires encouragent la confiance en soi et peuvent contribuer à la gestion des conséquences psychologiques des catastrophes (traumatismes, TSPT). 2.7 Établissement de soins et agents de santé communautaires équipés et formés pour répondre aux conséquences de santé physique et mentale des catastrophes et des occurrences d'événements moins graves, qui sont soutenus par un accès aux services médicaux d'urgence, aux médicaments, etc.	• Engagement politique, législatif et institutionnel à assurer la sécurité alimentaire grâce à des interventions marchandes et non-marchandes, avec des structures et des systèmes adaptés. • Engagement d'organisations du gouvernement, du secteur privé et de la société civile dans des plans d'atténuation et de gestion des crises alimentaires et sanitaires. • Les systèmes de planification d'urgence fournissent des stocks tampons de nourriture, médicaments, etc.
3. Moyens durables d'existence	3.1 Haut niveau d'activité économique et d'emploi (y compris dans les groupes vulnérables) ; stabilité des niveaux d'activités économiques et d'emploi. 3.2 Distribution équitable des richesses et des actifs de moyens d'existence dans la collectivité. 3.3 Moyens d'existence diversifiés (au niveau des foyers et de la collectivité), y compris les activités agricoles et non agricoles dans les zones rurales. 3.4 Moins de personnes impliquées dans des activités rémunératrices risquées (p.ex. mines à ciel ouvert) ou des activités vulnérables aux aléas (p.ex. agriculture sans irrigation dans des zones sujettes à la sécheresse). 3.5 Adoption, pour la sécurité alimentaire, de pratiques agricoles résistantes aux aléas (p.ex. méthodes de conservation des sols et de l'eau, schémas de production agricole adaptés à des précipitations faibles ou variables, récoltes supportant les aléas). 3.6 Les petites entreprises ont des plans de protection des affaires et des plans de continuité / relèvement. 3.7 Commerce local et liens de transport avec les marchés pour la production, le travail et les services, protégés contre les aléas et autres chocs extérieurs.	• Développement économique équitable : économie forte dont les bénéfices sont partagés dans toute la société. • Diversification de l'économie nationale et sous-nationale pour réduire les risques. • Les stratégies de réduction de la pauvreté ciblent les groupes vulnérables. • RRC considérée comme partie intégrante du développement économique, reflétée dans les politiques et les mises en œuvre. • Salaires convenables et justes, garantis par la loi. • Le système législatif soutient les baux fonciers, des accords de location équitables et l'accès aux ressources de propriété commune. • Incitation financière et autre apportée pour réduire la dépendance d'activités rémunératrices dangereuses ou vulnérables aux aléas. • Les chambres de commerce ou associations d'affaires similaires soutiennent les efforts de résilience des petites entreprises.

Domaine thématique 4 – suite

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
4. Protection sociale (y compris capital social)	4.1 Systèmes d'assistance mutuelle, réseaux sociaux et mécanismes de soutien qui contribuent à la réduction des risques directement par des activités ciblées de RRC, indirectement par d'autres activités de développement socio-économiques qui réduisent les vulnérabilités, ou en étant capables d'étendre leurs activités à la gestion d'urgence quand celle-ci se produit.²⁷ 4.2 Systèmes d'assistance mutuelle qui coopèrent avec la collectivité et d'autres structures formelles consacrées à la gestion des catastrophes. 4.3 Accès de la collectivité aux services sociaux de base (y compris l'inscription pour une protection sociale et des services établissant un filet de sécurité). 4.4 Canaux établis de communication et d'information sociales ; pas d'isolement des personnes vulnérables. 4.5 Connaissance et expérience collective de gestion de précédentes difficultés (aléas, crises).	• Schémas formels de protection sociale et filets de sécurité sociaux accessibles aux groupes vulnérables en temps normal et en réponse à une crise. • Approche cohérente politique, institutionnelle et opérationnelle de la protection sociale et des filets de sécurité, assurant le lien avec d'autres structures et approches de gestion des risques de catastrophe. • Organisations extérieures prêtes à investir temps et ressources dans la construction de partenariats étendus avec des organisations et groupes locaux pour la protection / sécurité sociale et la RRC.
5. Outils financiers (y compris capital financier)	5.1 Base d'actifs des foyers et de la collectivité (revenus, économies, propriété convertible) suffisamment large et variée pour soutenir les stratégies de survie en cas de crise. 5.2 Coûts et risques des catastrophes partagés grâce à une propriété collective d'actifs de groupe / de collectivité. 5.3 Existence de plans d'épargne et de crédit communautaires / de groupe, et / ou accès à des services de microfinance. 5.4 Accès communautaire à une assurance abordable (couvrant les vies, les maisons et autres biens) sur le marché des assurances ou par des organisations de microfinance. 5.5 Le fonds communautaire pour les catastrophes met en œuvre des activités de RRC, de réponse et de relèvement. 5.6 Accès aux transferts et versement d'argent de la part de membres des foyers ou de la collectivité travaillant dans d'autres régions ou pays.	• Le gouvernement et le secteur privé ont soutenu des mesures financières d'atténuation²⁸ ciblant les communautés vulnérables et en danger. • Incitations économiques pour des actions de RRC (primes d'assurances réduites pour les propriétaires, période d'exemption d'impôts pour les entreprises, etc.). • Microfinance, aides financières, crédit (prêt à taux bonifié), cautions d'emprunt, etc. disponibles après catastrophe pour relancer les moyens d'existence.

²⁷ Ils sont formés de plusieurs systèmes informels (individus, foyers, famille, clans, caste, etc.) et de groupes plus structurés (OSC : p.ex. comités de préparation aux secours d'urgence, systèmes de groupes de soutien / d'amis pour aider des personnes particulièrement vulnérables, comité de gestion de l'eau, sociétés de pompes funèbres, associations de femmes, groupes religieux).

²⁸ p.ex. assurance / réassurance, instruments pour échelonner les risques encourus par les infrastructures publiques et les biens privés comme fonds de protection et obligations catastrophes, microcrédit et microfinance, fonds communautaires renouvelables, fonds sociaux.

Domaine thématique 4 – suite

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
6. Protection physique ; mesures structurelles et techniques (y compris capital physique)	6.1 Les décisions et planifications communautaires concernant l'environnement construit prennent en compte les risques naturels potentiels (y compris le potentiel d'accroissement des risques par interférence avec les systèmes écologiques, hydrologiques, géologiques) et les vulnérabilités des différents groupes. 6.2 Sécurité des droits fonciers de propriété / bail. Niveau faible / minimal de sans logis et sans terre. 6.3 Site sain : équipement et membres de la collectivité (maisons, lieu de travail, équipements publics et sociaux) non exposés aux aléas dans les zones à haut risque au sein de la localité et / ou relogés en dehors des sites dangereux. 6.4 Mesures structurelles d'atténuation (digues, canaux de dérivation d'inondation, citernes de récolte d'eau, etc.) en place pour protéger contre les menaces principales, construits en utilisant, autant que possible, la main d'œuvre, les savoir-faire, les matériaux et technologies appropriées locaux. 6.5 Connaissance et souscription de codes / règlement de construction dans toute la collectivité. 6.6 Adoption de pratiques de construction et d'entretien résilients aux aléas pour les maisons et les équipements communautaires, utilisant, autant que possible, la main d'œuvre, les savoir-faire, les matériels et technologies appropriées locaux. 6.7 Capacités et savoir-faire communautaires pour construire, mettre aux normes et entretenir les structures (techniques et organisationnelles). 6.8 Adoption de mesures physiques pour protéger les éléments de la propriété individuelle (p.ex. plateformes et entreposage intérieurs surélevés comme mesure d'atténuation d'inondation, poêles portables) et les actifs productifs (p.ex. abris pour le bétail). 6.9 Adoption de mesures de protection à court terme contre les difficultés imminentes (p.ex. protection d'urgence des portes et fenêtres contre les vents de cyclone).	• Conformité aux normes internationales de construction, conception, planification, etc. Les codes de construction et les règles d'occupation des sols prennent en compte les risques de catastrophes et d'aléas. • Conformité de tous les bâtiments et infrastructures publics avec les codes et normes. • Obligation pour tous ceux qui sont responsables de systèmes d'infrastructure publique ou privée d'effectuer des évaluations d'aléas et de vulnérabilité. • Protection des équipements et infrastructures publics cruciaux par mise aux normes et reconstruction, en particulier dans les zones à haut risque. • Sécurité de l'accès aux équipements de santé publique et d'autres secours d'urgence (localement et à distance), intégrée dans la planification anti-catastrophe. • Les systèmes légaux et réglementaires protègent la propriété foncière et les droits des baux, ainsi que les droits d'accès public. • Entretien régulier des structures de contrôle des aléas. • L'approche « technique » de l'atténuation des catastrophes s'accompagne d'une dimension « pédagogique » d'éducation, de formation à des savoir-faire, etc. • Les systèmes légaux et réglementaires, ainsi que les politiques économiques reconnaissent les risques émanant des schémas de densité et de mouvement de population et y répondent.

Domaine thématique 4 – suite

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
	6.10 Infrastructure et équipements publics pour répondre aux besoins de gestion d'urgence (p.ex. abris, voies d'évacuation et d'approvisionnement d'urgence sécurisées). 6.11 Équipements cruciaux accessibles et résilients (p.ex. centres de soins, hôpitaux, postes de police et d'incendie – en termes de résilience structurelle, systèmes de renfort, etc.). 6.12 Infrastructures et raccordements de transport / services, résilients (routes, chemins, ponts, approvisionnement en eau, assainissement, lignes électriques, communications, etc.). 6.13 Transports propres à la collectivité ou disponibles localement suffisants pour besoins d'urgence (p.ex. évacuation, approvisionnement), au moins en cas d'aléas saisonniers ; capacités de réparation automobile à l'intérieur de la collectivité.	
7. Régimes de planification	7.1 Prises de décisions communautaires relatives à l'utilisation et à la gestion des sols, prenant en compte les risques d'aléas et les vulnérabilités. (Y compris la micro-sectorisation appliquée à l'autorisation / la restriction de l'occupation des sols.) 7.2 Plans locaux (communautaires) concernant les catastrophes introduits dans la planification du développement et de l'occupation des sols par le gouvernement local.	• Conformité aux normes internationales de planification. • Les règles d'occupation des sols prennent en compte les risques de catastrophes et d'aléas. • Régimes efficaces d'inspection et de mise en vigueur. • Applications d'utilisation des sols, plans et projets de développement régional et urbain reposant sur l'évaluation des aléas et risques, et incorporant la RRC adéquate.

DOMAINE THÉMATIQUE 5 : PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET RÉPONSE

Composantes de résilience

1. Capacités et coordination organisationnelles
2. Systèmes d'alerte précoce
3. Plans de préparation et de contingence
4. Ressources et infrastructure de secours
5. Réponse d'urgence et relèvement
6. Participation, volontariat, redevabilité

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
1. Capacités et coordination organisationnelles	1.1 Capacités locales et communautaires de PC / réponse évaluées par les collectivités (elles-mêmes ou en partenariat avec des organisations extérieures). 1.2 Structures organisationnelles locales pour PC / réponse d'urgence (p.ex. comités de préparation / évacuation en cas de catastrophe).²⁹ 1.3 Organisations locales de PC / réponse gérées communautairement et représentatives. 1.4 Rôles et responsabilités des organisations locales de PC / réponse et de leurs membres clairement définis, acceptés et compris. 1.5 Équipements d'urgence (équipement de communication, abris, centres de contrôle, etc.), disponibles et gérés par la collectivité ou par ses organisations de la part de l'ensemble des membres de la collectivité. 1.6 Nombre suffisant de personnel des organisations et de membres de la collectivité, formés pour effectuer les tâches appropriées (p.ex. communication, recherche et secours, premiers soins, distribution de l'aide). 1.7 Formation régulière (cours de remise à niveau et de nouveaux savoir-faire) apportée par / pour les organisations locales ; manœuvres pratiques régulières, exercices de mise en situation, etc. 1.8 Mécanismes de coordination et de prise de décision, définis et acceptés conjointement par les organisations communautaires et par les experts techniques extérieurs, les autorités locales, ONG, etc. 1.9 Mécanismes de coordination et de prise de décision, définis et acceptés conjointement avec les collectivités / localités voisines et leurs organisations.	• Les cadres institutionnels et politiques, nationaux et locaux, reconnaissent et apprécient la PC locale et communautaire comme partie intégrante du système national de préparation et de réponse. • Structures, rôles et mandats, définis et acceptés, pour les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux dans la PC et la réponse, à tous les niveaux, ceux-ci reposant sur une approche de coordination et non de commandement. • Planification des secours ainsi que responsabilité et capacités de réponse, déléguées, autant que possible, au niveau local. • Dialogue continu, échange de coordination et d'informations (vertical et horizontal) entre les personnes qui gèrent la catastrophe et les secteurs développementaux à tous les niveaux. • Capacités nationales et locales de gestion des catastrophes (techniques, institutionnelles, financières) suffisantes pour soutenir l'activité de PC / réponse, au niveau de la collectivité. • Budgets adaptés pour les activités de PC inclus et institutionnalisés comme faisant partie de la planification de PC à tous les niveaux. • Fonds pour renforcer la capacité et les activités des parties prenantes de la société civile actives en PC.

²⁹ Il peut s'agir de groupes constitués spécifiquement dans ce but ou de groupes existants pour d'autres objectifs, mais capables de jouer un rôle de PC / réponse.

Domaine thématique 5 – suite

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
2. Systèmes d'alerte précoce³⁰	2.1 SAP à base communautaire et centrés sur les personnes au niveau local. 2.2 SAP capables d'atteindre toute la collectivité (par radio, TV, téléphone et autres technologies de communication, et par les mécanismes d'AP communautaires comme des réseaux de bénévoles). 2.3 Messages d'AP présentés de façon appropriée pour être compris par tous les secteurs de la collectivité. 2.4 Les SAP fournissent des renseignements locaux sur les événements et prennent en compte les conditions locales. 2.5 Les SAP reposent sur la connaissance communautaire des aléas et risques applicables, des signaux d'alerte et de leur signification, ainsi que des actions à entreprendre quand l'alerte est donnée. 2.6 Organisations communautaires de PC / réponse, capables d'agir à partir des messages d'AP et de mobiliser l'action de la collectivité. 2.7 Confiance de la collectivité dans les SAP et les organisations donnant l'AP. 2.8 Ressources techniques (équipement de suivi et de communication) en place, accompagnées de systèmes et de personnel formé à l'entretien et au fonctionnement.	• SAP nationaux et régionaux efficaces mis en place, impliquant tous les niveaux du gouvernement et de la société civile, reposant sur une information scientifique, une connaissance des risques, une communication, une divulgation de l'alerte et une capacité communautaires saines. • Communication et coordination, verticales et horizontales, entre toutes les parties prenantes de l'AP, avec des rôles et responsabilités clairement définis et acceptés. • Gouvernement local inclus dans toutes les planifications et formations, et reconnu comme partie prenante dans les SAP. • Collectivité et autres parties prenantes civiles, participant activement à tous les aspects de mise au point, fonctionnement, formation et essais des SAP. • Médias faisant partie des SAP, n'agissant pas indépendamment. • SAP reliés aux organisations de PC et de réponse. • SAP soutenus par de grandes campagnes de sensibilisation publique.
3. Plans de préparation et de contingence	3.1 Il existe un plan communautaire de PC ou de contingence pour tous les principaux risques.³¹ 3.2 Plans de PC / contingence, mis au point grâce à des méthodes participatives, compris et endossés par tous les membres de la collectivité. 3.3 Plans coordonnés avec les plans de secours officiels et compatibles avec ceux d'autres organisations. 3.4 Rôles et responsabilités des différents acteurs locaux et extérieurs, définis, compris, acceptés et appropriés. 3.5 Le processus de planification édifie un consensus et renforce les relations et les mécanismes de coordination entre les diverses parties prenantes.	• Plan de préparation aux catastrophes national, soutenu / approuvé politiquement, et clairement exprimé, mis en place et divulgué à tous les niveaux, faisant partie des plans intégrés de gestion des catastrophes ayant toutes ses politiques, procédures, rôles, responsabilités et financement bien établis. • Rôles et responsabilités de chacun des acteurs d'État ou non clairement définis pour chaque scénario de catastrophe et divulgués en conséquence. • Les organisations de la société civile participent à la mise au point et à la divulgation des plans de préparation nationaux et locaux ; rôles et responsabilités des acteurs de la société civile clairement définis. • Plans communautaires considérés comme éléments clés des plans généraux et y étant incorporés. • Ressources disponibles pour soutenir les actions nécessaires identifiées par les plans au niveau de la collectivité.

³⁰ Voir également **Tableau 2** : Évaluation des risques.

³¹ Les termes « plans de préparation aux catastrophes (plans de PC) » ou « plans de contingence » sont utilisés ici au sens large pour couvrir tous les genres de plan de préparation et de réponses aux catastrophes et aux urgences. On part du point de vue que le plan, comme tout bon plan de PC / contingence, a clairement énoncé le(s) objectif(s), exposé méthodiquement une série d'activités de manière claire et logique, attribue des tâches et responsabilités spécifiques, est pratique et repose sur des paramètres réalistes (c-à-d : cible appropriée, niveau d'information, présentation pour les besoins et les capacités des utilisateurs locaux), fonctionne par processus (c-à-d : ne met pas indûment l'accent sur l'importance d'un plan écrit) et débouche sur des actions. Pour un guide plus détaillé de plans de préparation et de contingence, voir UN OCHA 2007, *Disaster Preparedness for Effective Response: Implementing Priority Five of the Hyogo Framework for Action* (Genève: Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires) ; Choularton R 2007, *Contingency planning and humanitarian action: a review of practice* (Londres : Humanitarian Practice Network, Network Paper 59).

Domaine thématique 5 – suite

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
	3.6 Liens (formels / informels) avec des experts techniques, les autorités locales, les ONG, etc. pour aider à la planification et la formation communautaire. 3.7 Plans régulièrement testés grâce, par exemple, à des manœuvres communautaires ou des exercices de simulation. 3.8 Plans régulièrement revus et mis à jour par toutes les parties prenantes impliquées. 3.9 Les foyers et les familles conçoivent leurs propres plans de PC dans le contexte du plan communautaire. 3.10 Les entreprises locales conçoivent leurs propres plans de continuité et de relèvement dans le contexte du plan communautaire. 3.11 Plans de contingence étayés par la compréhension des approvisionnements et des équipements de planification locale plus étendue.	• Tous les plans de contingence reposent sur une solide évaluation des aléas et risques, ainsi que sur l'identification des zones à haut risque dans tout le pays. Des plans de contingence, mis au point et testés, sont en place pour tous les principaux scénarii de catastrophe dans toutes les zones à haut risque. • Des exercices de formation, de simulation et de révision sont effectués avec la participation de toutes les organisations appropriées gouvernementales et non-gouvernementales. • Des questions transversales comme le genre, la participation communautaire et les considérations environnementales sont incluses dans tous les plans de contingence. • Les services de secours et les équipements cruciaux développent localement leurs propres plans de contingence en lien avec les plans communautaires.
4. Ressources et infrastructure de secours	4.1 Organisations communautaires capables de gérer les crises et les catastrophes seules et / ou en partenariat avec d'autres organisations. 4.2 Voies d'évacuation sûres, identifiées et entretenues, connues des membres de la collectivité. 4.3 Abris de secours (construits à dessein ou modifiés) : accessibles à la collectivité (distance, voies d'évacuation sûres, pas de restriction d'entrée) et munis des équipements adéquats pour toutes les populations affectées. 4.4 Abris de secours pour le bétail. 4.5 Infrastructure de communication et voies d'accès sûres pour les services d'urgence et le personnel humanitaire. 4.6 Systèmes de communications à double sens, conçus pour fonctionner pendant les crises. 4.7 Approvisionnement de secours (stocks tampon) en place, géré par la collectivité, seule ou en partenariat avec d'autres organisations locales (y compris banques de céréales / semences). 4.8 Fonds de secours / contingence, gérés par la collectivité.³²	• Services d'urgence locaux (équipement, structures, personnel, etc.), capables de gérer crises et catastrophes, seuls et / ou en partenariat avec d'autres organisations. • Services d'urgence de plus haut niveau, dotés de structure, capacité, équipement et procédures, leur permettant de soutenir efficacement les actions au niveau local. • Fonds de contingence et stocks d'urgence pouvant être mis rapidement à disposition des personnes dans le besoin, ayant des procédures de déblocage. • Accords pré-signés, arrêtés à l'avance avec des organisations donatrices pour accès à des financements ou prêts, au niveau international ou régional, faisant partie des plans d'urgence ou de relèvement.
5. Réponse d'urgence et relèvement	5.1 Capacité communautaire pour fournir des services de réponse efficaces et opportuns : p.ex. recherche et secours, premiers soins / assistance médicale, évaluation des besoins et des dommages, distribution des secours, abris d'urgence, soutien psychologique, déblaiement des routes. 5.2 La collectivité et les autres organisations locales endossent le rôle principal dans la coordination de la réponse et du relèvement. 5.3 Les actions de réponse et de relèvement atteignent tous les membres de la collectivité et leur ordre de priorité correspond aux besoins.	• Organisations de protection civile et de défense, ONG et réseaux de bénévoles capables de répondre aux événements d'une manière efficace et opportune, en accord avec les plans acceptés de coordination, aux côtés des organisations locales et communautaires. • Capacité à restaurer les systèmes et infrastructures cruciaux (p.ex. transport, électricité et communications, équipements de santé publique) et procédures d'action acceptées. • Programmes de soutien au relèvement, axés sur les moyens d'existence (p.ex. argent contre travail, remplacement d'actifs productifs, prêts d'urgence ou capital de démarrage).

³² Ceux-ci pourraient faire partie ou être séparés des autres économies et initiatives de crédit ou de microfinance.

Domaine thématique 5 – suite

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
	5.4 Mécanismes communautaires de soutien psychologique et de conseil. 5.5 Connaissance communautaire des moyens pour obtenir de l'aide et d'autres soutiens pour les secours et le relèvement. 5.6 Confiance de la collectivité dans l'efficacité, l'équité et l'impartialité des organisations et des actions de secours et de relèvement. 5.7 Planification de relèvement et mise en œuvre de plans, conduites communautairement / localement,³³ faisant le lien avec tous les aspects sociaux, physiques, économiques et environnementaux, et reposant sur une utilisation maximale des capacités et des ressources locales. 5.8 Accord sur les rôles, responsabilités et coordination d'activités de relèvement (impliquant les parties prenantes locales et extérieures). 5.9 Incorporation de la RRC dans les plans de relèvement communautaires et locaux.	• Ressources (humaines, institutionnelles, matérielles, financières) disponibles pour la reconstruction ou le relèvement à long terme. • Inventaire des ressources gouvernementales de secours et de relèvement ; information sur les ressources et le moyen de les obtenir, mise à la disposition des communautés à risque et affectées par les catastrophes. • Organisations officielles désireuses et capables de garantir la sécurité publique après les catastrophes et de protéger les groupes hautement vulnérables. • Plans officiels de continuité et de relèvement mis en place ou capables d'être mis en œuvre, soutenus par des systèmes et capacités appropriés. • Le cadre des politiques nationales exige que la RRC soit incorporée dans la conception et la mise en œuvre de réponse et de relèvement. • Intégration de la RRC dans les plans et pratiques de relèvement des organisations correspondantes.
6. Participation, volontariat, redevabilité	6.1 Direction locale de mise au point et de livraison des plans de contingence, réponse et relèvement. 6.2 Participation de toute la collectivité à la mise au point et livraison des plans de contingence, réponse et relèvement ; « appropriation » communautaire des plans et des structures de mise en œuvre. 6.3 Confiance communautaire légitime dans l'AP et les systèmes d'urgence, ainsi qu'en sa capacité propre à entreprendre des actions efficaces lors d'une catastrophe. 6.4 Haut niveau de volontariat dans tous les aspects de préparation, réponse et relèvement, représentatif de toutes les sections de la collectivité. 6.5 Groupes organisés de bénévoles intégrés dans les structures de planification communautaires, locales et supra-locales. 6.6 Structures communautaires formelles de PC / réponse, capables de s'adapter à l'arrivée de groupes spontanés / indépendants de bénévoles (provenant de l'intérieur et de l'extérieur de la collectivité) et d'intégrer ceux-ci dans la réponse et le relèvement. 6.7 Groupes d'entraide et de soutien pour les plus vulnérables (p.ex. personnes âgées et / ou handicapées). 6.8 Mécanismes permettant aux personnes affectées par la catastrophe d'exprimer leur point de vue, et pour tirer les leçons et partager les enseignements à partir des événements.	• Reconnaissance, par les répondants d'urgence extérieurs et locaux, du droit des personnes à une assistance adéquate après les catastrophes, à la participation à la planification de relèvement des catastrophes et à la protection contre la violence (définie par la loi). • Principes reconnus internationalement des droits et de redevabilité, dans la réponse et le relèvement de catastrophe,³⁴ acceptés et adoptés par les autorités nationales, le gouvernement local, les organisations de la société civile et autres parties prenantes. • Outils légaux rendant obligatoires, pour les organisations publiques, certaines actions spécifiques, dans la réponse d'urgence et le relèvement de catastrophe. • Mécanismes participatifs assurant l'implication de toutes les parties prenantes dans la mise au point de toutes les composantes de planification et de fonctionnement de la gestion des catastrophes à tous les niveaux. • Le gouvernement local et les autres organisations ont planifié la coordination de « groupes indépendants » de bénévoles. • Utilisation d'audits sociaux, de formulaires d'évaluation et autres mécanismes permettant aux personnes affectées par les catastrophes d'évaluer la réponse d'urgence. • Réalisation d'évaluations indépendantes des capacités et mécanismes de PC, et actions entreprises en conséquence. • Mécanismes efficaces et transparents de suivi-évaluation de la PC et de la réponse.

³³ Y compris plans de repeuplement.

³⁴ p.ex. Principes de redevabilité de Partenariat pour la redevabilité humanitaire, Projet Sphère, Principes fondamentaux de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et normes prochaines de relèvement des catastrophes du groupe de RRC de BOND.

ENCADRÉS

Encadré 1 : Autres initiatives d'indicateurs de RRC

Au cours de ces dernières années, plusieurs organisations ont mis au point des cadres et des indicateurs de résilience ou de RRC pour contribuer à la programmation dans différents contextes. Comme bon nombre de ces initiatives ont eu lieu au même moment, il y a eu la possibilité de partager les renseignements, de débattre des idées et de faire en sorte que les divers résultats de ces initiatives se complètent, autant que possible, les uns les autres.

Deux organisations des Nations Unies ont mis au point, à partir du Cadre d'action de Hyogo, des ensembles d'indicateurs de RRC au niveau national (les *Caractéristiques* cherchent à les compléter au niveau local) :

- La Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (ONU / SIPC) a édité une directive sur les indicateurs concernant les priorités 1-4 du Cadre de Hyogo (UN ISDR 2008) ; en anglais.
- Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (ONU / BCAH) a mis au point des indicateurs pour la mise en œuvre de la priorité 5 du Cadre d'action de Hyogo (Préparation à la réponse aux catastrophes, Nations Unies 2008).

Parmi d'autres initiatives récentes ou actuelles à propos des cadres et des indicateurs pour la RRC et la résilience, citons :

- Le manuel du Système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans l'océan Indien (Indian Ocean Tsunami Warning System Program) qui porte sur l'évaluation de la résilience aux aléas des collectivités côtières et qui est conçu pour soutenir et compléter le développement communautaire et les projets de gestion côtière (IOTWS 2007, en anglais)
- Manuel d'HELIO International pour évaluer la résilience des systèmes énergétiques nationaux (Williamson et Connor 2008).

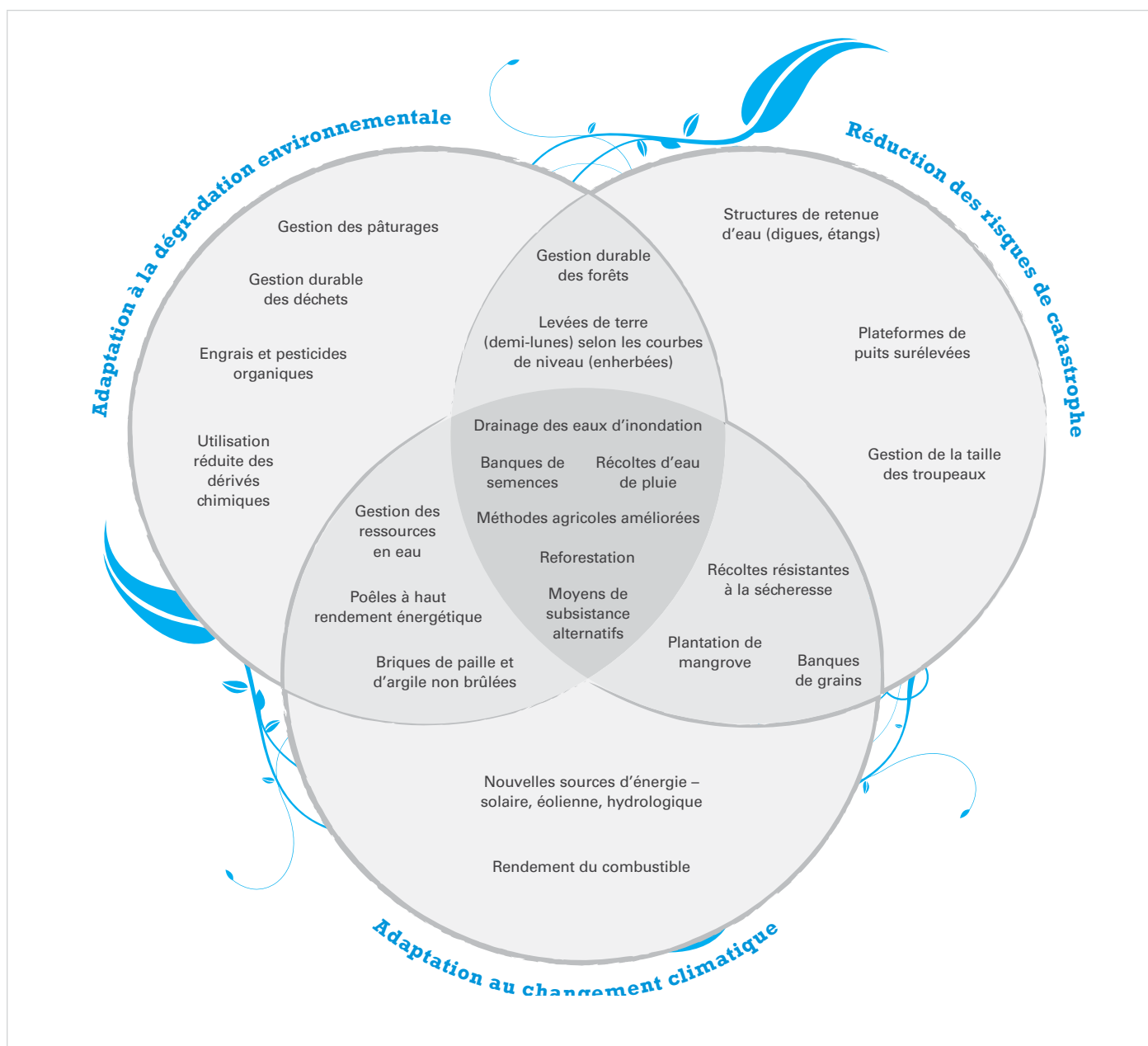
Se reporter à la [Section 5](#) (Pour approfondir) pour des renseignements détaillés sur ces ouvrages et d'autres directives et indicateurs de RRC et de résilience.



Encadré 2 : Intégrer RRC et ACC

À l'heure actuelle, un certain nombre d'organisations de secours et de développement étudient des moyens pour conceptualiser, expliquer et visualiser en quoi la RRC et l'ACC se recoupent et doivent être liées l'une à l'autre. Il y a de nombreuses façons d'y parvenir. Il n'y a encore aujourd'hui aucun modèle explicatif unique. Nous donnons ici trois exemples, sous forme de tableaux et diagrammes provenant du travail de membres du Groupe inter-organisations qui a commandé le projet *Caractéristiques*. Les trois exemples montrent le travail à diverses étapes de progrès.

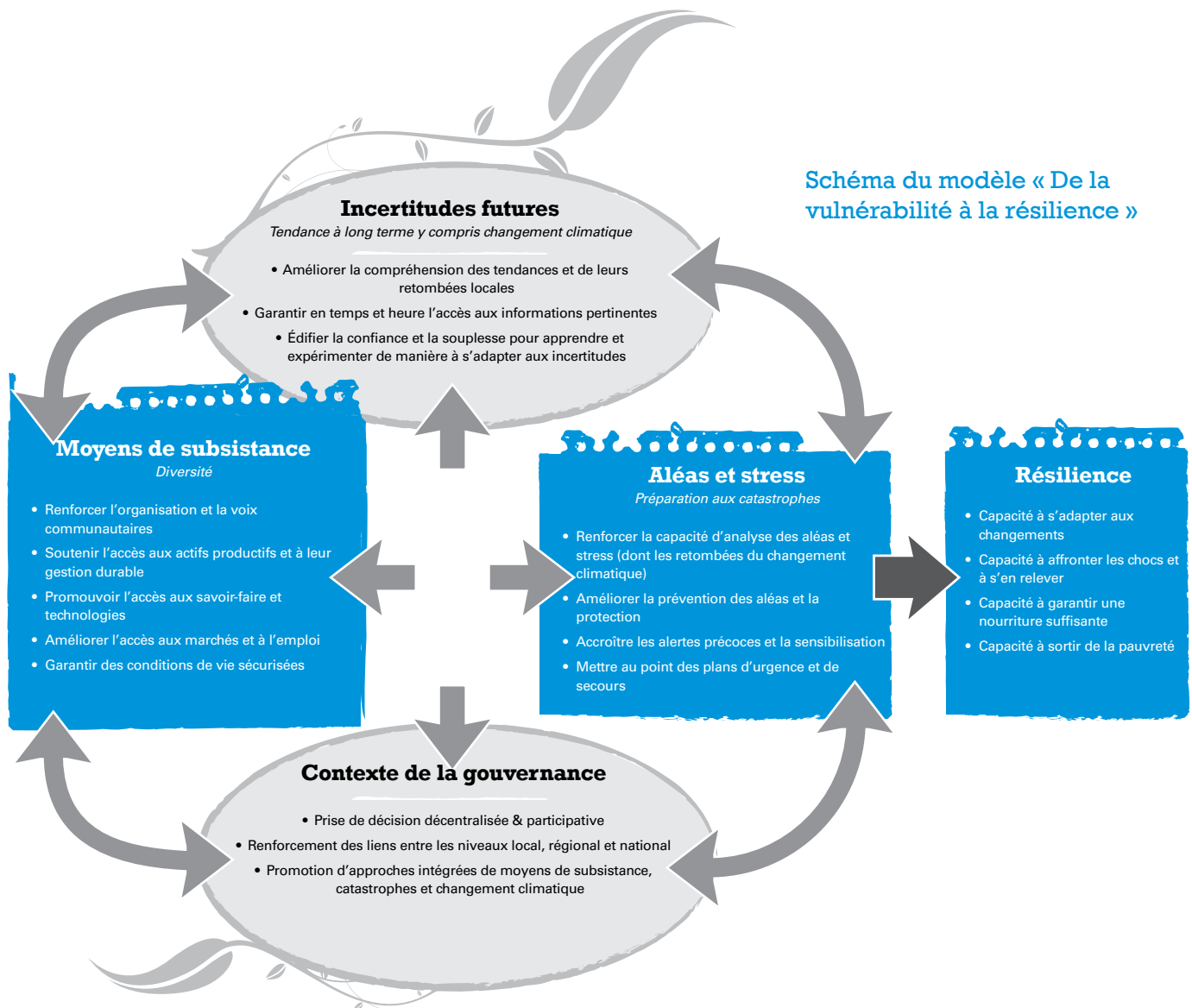
Exemple 1. Tearfund se sert des diagrammes de Venn pour montrer les parties communes à la RRC, l'ACC et d'autres formes d'adaptation à la dégradation environnementale. Le diagramme ci-dessous contient des exemples du type de réponse qui pourrait être nécessaire dans chaque domaine. Il sert d'illustration pour les praticiens de base afin de montrer que certains choix d'activités de développement peuvent favoriser une durabilité environnementale, réduire la vulnérabilité aux catastrophes et soutenir l'adaptation au changement climatique.



Source : Tearfund

Exemple 2. Le modèle « De la vulnérabilité à la résilience » de Practical Action (V2R) identifie les liens entre les moyens de subsistance, la gouvernance, l'incertitude future / les tendances à long terme (y compris le changement climatique) et les aléas et stress. Une approche intégrée de la résilience peut être élaborée à partir de là.

Schéma du modèle « De la vulnérabilité à la résilience »



Source : Pasteur K, 2010 (à paraître), *From Vulnerability to Resilience (V2R): A Framework for Analysis and Action to Build Community Resilience* (Rugby: Practical Action Publishing) <http://www.practicalaction.org/>

Exemple 3. Christian Aid, l'Institute of Development Studies et Plan International travaillent sur comment rendre la RRC plus réactive aux extrêmes de changement climatique. Ils établissent une transition hypothétique, énoncée dans le tableau suivant, depuis les approches conventionnelles de RRC « sensibles au climat » vers une approche « intelligente au climat » avec un accent différent.

RRC sensible au climat	RRC intelligente au climat
Gère les risques de façon proactive, en portant l'accent sur les risques intensifs.	Gère les risques de façon proactive, pour porter l'accent sur les risques intensifs et généralisés.
Étudie les facteurs sous-jacents de vulnérabilité, en particulier les causes profondes sociales, politiques, environnementales et économiques.	Étudie les facteurs sous-jacents de vulnérabilité, en particulier les causes profondes sociales, politiques, environnementales et économiques et celles qui sont attribuables au changement climatique.
Systèmes conçus pour améliorer la fiabilité des prévisions de retombées probables de nombreux aléas (les aléas climatiques formant un sous-ensemble).	Le système adopte une perspective plus souple à long terme, reconnaissant les changements parmi les risques et les incertitudes associés aux extrêmes du changement climatique.
Agit à partir de l'expérience de la fréquence et de l'amplitude des événements précédents (à partir de sources tant scientifiques que traditionnelles).	Agit à partir d'une information améliorée des extrêmes de changement climatique et de l'expérience des tendances historiques des aléas (à partir de sources tant scientifiques que traditionnelles).
Prend en compte les vulnérabilités passées et présentes.	Prend en compte les vulnérabilités passées, présentes et futures, en reconnaissant que des changements mineurs dans les moyens liés au climat peuvent accroître sensiblement la vulnérabilité future des personnes.
Est principalement tenue de respecter les normes humanitaires.	Est principalement tenue de respecter les normes environnementales et les normes de développement.
Renforce la capacité de groupes cibles à gérer les risques, sur la base de l'expérience et d'une prévision à courte portée améliorée.	Renforce la capacité des groupes cibles à gérer des risques changeants et les incertitudes associées, avec des prévisions à plus long terme, liées au climat.
N'étudie pas si les interventions contribuent au changement climatique (p.ex. approvisionnement des matériels de secours / reconstruction).	Évalue et favorise les interventions qui ne contribuent pas au problème du changement climatique.

Source: Strengthening Climate Resilience Project <http://community.eldis.org/scr>

Encadré 3 : Créer des processus efficaces de résilience

Une initiative canadienne récente cherchant à soutenir la résilience socio-économique a identifié six « comportements » caractéristiques de collectivités performantes ou résilientes. Au fond, ils sont tous liés au *processus* d'édification de la résilience, qui implique négociation, partenariat et prise de décision :

- ils choisissent une approche multifonctionnelle pour créer un système de développement durable (économiquement, écologiquement, politiquement et socialement) au sein de la collectivité
- grâce à une planification stratégique, entre autres efforts, ils optimisent l'utilisation de leur temps et de leurs moyens limités en se concentrant sur les domaines qui récolteront les plus grands bénéfices généraux
- ils développent des plans qui font converger les objectifs sociaux et économiques, et renforcent la capacité locale
- ils sont capables de mobiliser des secteurs importants de la collectivité autour des priorités
- ils concentrent leurs énergies à mobiliser des actifs internes (tant financiers qu'humains) tout en s'appuyant sur des moyens extérieurs pour atteindre leurs objectifs
- ils ont établi une masse critique d'organisations coopérantes par qui les initiatives basées localement sont mises en œuvre et évaluées.

Source : *The Community Resilience Manual: a resource for rural recovery and renewal* (Port Alberni, BC: Centre for Community Enterprise, 2009, <http://www.cedworks.com>).

Encadré 4 : Impliquer les jeunes

Un consultant s'étant penché sur les moyens d'appliquer les *Caractéristiques* au travail de RRC que Plan International fait avec les enfants et les jeunes a proposé le processus suivant pour mieux définir une collectivité résiliente à partir de la perspective de la collectivité :

- Travailler par groupes distincts enfants / jeunes et adultes – étudier l'utilité de les séparer par sexe.
- Commencer par une discussion ouverte (partage d'idées) sur un domaine thématique choisi pour sa pertinence locale. Cette discussion peut revêtir plusieurs formes, y compris des dessins, jeux de rôles et représentations visuelles.
- Pousser ensuite le sondage à l'aide des composantes de résilience – à nouveau sur la base de la pertinence locale.
- Amener les enfants / jeunes et adultes locaux à concevoir des indicateurs appropriés – ceci exige le soutien d'un facilitateur, mais c'est non seulement possible, c'est aussi autonomisant.
- Concevoir un processus qui convient localement pour le partage des résultats (au Bangladesh, le personnel de RRC de Plan a fait dessiner aux enfants des images d'une collectivité résiliente, puis les a fait circuler au milieu des adultes pour voir s'ils partageaient l'avis sur la vision). Ceci pourrait être plus intégré dès le départ – un processus conjoint de développement.
- Communiquer les résultats – p.ex. une peinture murale (éventuellement sur tissu / toile pour qu'elle soit portable) dépeignant leur collectivité résiliente ; théâtre, concerts, etc. – selon ce qui convient à la culture et au lieu.

Encadré 5 : Adapter les *Caractéristiques* au contexte local

Le Marinduque Council for Environmental Concerns (MACEC – Conseil du Marinduque pour les questions se rapportant à l'environnement), basé sur l'île de Marinduque au large de Luzon, la principale île des Philippines, a utilisé les *Caractéristiques* pour planifier son travail de développement communautaire. En particulier, il a cherché à développer les interventions qui renforçaient la résilience communautaire en intégrant RRC et ACC. Pour l'aider à identifier et analyser les occasions d'intégrer son travail, le MACEC a adapté les caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes individuelles au niveau communautaire ainsi que les caractéristiques d'un environnement favorable, afin de les conformer davantage au contexte dans lequel il travaillait.

En voici une illustration, liée à une composante de résilience du domaine thématique 1 (Gouvernance). Le texte en caractères normaux est tiré de la note d'orientation originale *Caractéristiques*. Le texte en italiques est la traduction qu'en a faite le MACEC pour son travail, en mettant l'accent sur l'environnement favorable.

Domaine thématique 1 : Gouvernance

Composante de résilience 3 : Intégration avec politiques et planifications de développement

Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes 3.1 :

RRC communautaire considérée par toutes les parties prenantes locales comme partie intégrante des plans et actions d'accomplissement d'objectifs communautaires plus larges (p.ex. réduction de la pauvreté, qualité de la vie).

Le MACEC a relié la signification de la RRC et de l'ACC aux Objectifs du Millénaire pour le Développement, au Plan de développement à moyen terme des Philippines, aux 10 points de l'agenda de l'administration actuelle, à la vision provinciale et au plan cadre de développement.

Caractéristiques d'un environnement favorable.

- Le gouvernement prend (à tous les niveaux) une approche holistique et intégrée de la RRC, située au sein d'un contexte plus large de développement et reliée aux plans de développement couvrant divers secteurs.
- RRC incorporée dans d'autres plans de développement nationaux et d'autres programmes nationaux soutenus par des bailleurs de fonds ou liée à ces plans et projets.
- Intégration courante de la RRC dans les plans de développement et les politiques sectorielles (éradication de la pauvreté, protection sociale, développement durable, adaptation aux changements climatiques, désertification, gestion des ressources naturelles, santé, éducation, etc.).
- Plans de développement et processus de mise en œuvre formels, exigés pour incorporer des éléments de RRC (p.ex. analyse des risques et vulnérabilités, plans d'atténuation).
- Plateformes multisectorielles institutionnelles pour promouvoir la RRC.
- Les systèmes locaux de planification des politiques, règlements et prises de décision prennent en compte le risque de catastrophe.

Tirant les leçons partagées par l'Autorité nationale de l'économie et du développement sur l'incorporation d'éléments de RRC dans les processus formels de développement et de planification, le MACEC a essayé d'utiliser la même approche au niveau local et s'est centré sur l'intégration de RRC et ACC dans les processus de planification et de budgétisation au niveau du village.

En particulier, le MACEC a concentré ses efforts sur l'intégration de la RRC et l'adaptation dans les plans de développement d'un Barangay (village) et les plans d'investissement annuels de 119 Barangays de Marinduque. Dans ce contexte, il a énoncé ses propres caractéristiques stratégiques d'un environnement favorable :

Proposition de Caractéristiques d'un environnement favorable

- Cohérence entre les politiques nationales et locales qui sont importantes pour la RRC et l'ACC.
- Plateformes multisectorielles institutionnelles qui facilitent la participation aux processus d'élaboration de politiques en RRC et ACC à tous les niveaux de gouvernance.

Encadré 6 : Création de nouveaux domaines thématiques

Dans le cadre de son travail d'adaptation des *Caractéristiques* à son approche centrée sur l'enfant, Plan UK a étudié l'idée de créer un nouveau domaine thématique spécifique sur ce sujet. Il est encore en cours de discussion, mais l'ébauche initiale est reproduite ci-dessous pour montrer comment Plan a abordé cette tâche. Des modifications importantes ont été apportées qui pourraient rendre les *Caractéristiques* plus pertinentes au travail de Plan, même si le processus de réflexion et de discussion sur les modifications peut conduire à une « appropriation » plus forte de la ressource au sein de l'organisation et de ses partenaires.

(ébauche) **Domaine thématique 0 : Caractéristiques générales d'une culture et d'une pratique centrées sur l'enfant et tenant compte du sexe pour des organisations et des collectivités**

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes, centrée sur l'enfant et tenant compte du sexe	Environnement favorable
1. Centrage sur l'enfant et droits de l'enfant	1.1 Des comités d'enfants / de jeunes existent et sont une voix reconnue dans la collectivité. 1.2 Les recommandations des comités d'enfants / de jeunes alimentent tous les autres niveaux de gouvernance. 1.3 Les politiques de protection de l'enfance sont incorporées dans la documentation des politiques de Plan. 1.4 Les politiques de protection de l'enfance sont incorporées dans les plans communautaires locaux. 1.5 Les plans de préparation aux urgences devraient inclure un élément de protection de l'enfance. 1.6 Il devrait y avoir une évaluation continue des risques de la situation d'urgence et de toutes les activités impliquant des enfants en relation avec les risques liés à la protection de l'enfance. 1.7 Le personnel de Plan et ses associés devraient se familiariser avec les situations qui pourraient présenter des risques pour les enfants et apprendre comment gérer de telles situations. 1.8 Le personnel de Plan et ses associés devraient recevoir une formation appropriée à leur rôle, afin que les procédures liées aux normes de protection de l'enfance soient mises en œuvre et suivies efficacement. 1.9 Les enfants doivent être impliqués de façon appropriée dans le traitement des questions de protection qui les concernent, et dans la mise au point de mesures de protection de l'enfance.	• Législation appropriée des droits de l'enfant, adoptée et mise en application par le gouvernement à tous les niveaux. • Les décideurs locaux sont ouverts à la participation des enfants. • Existence d'une législation, de politiques et de processus d'application de la protection de l'enfance.

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes, centrée sur l'enfant et tenant compte du sexe	Environnement favorable
2. Droits spécifiques aux sexes	2.1 Les besoins pratiques et les intérêts stratégiques des femmes et des hommes sont pris en compte dans les politiques, les plans et les programmes. 2.2 Les différences dans les rôles et les relations assignés à chacun des sexes sont prises en compte. 2.3 Des données désagrégées par rapport au sexe sont collectées et utilisées automatiquement. 2.4 L'équilibre entre les sexes est la norme pour l'appartenance à un comité ou à une équipe de personnel. 2.5 Le travail de base communautaire aspire à l'équilibre entre les sexes. 2.6 La compréhension de la prévalence généralisée de la violence liée au sexe et des mesures pour la traiter est familière pour tout le personnel de base.	• Législation appropriée des droits spécifiques aux sexes adoptée et mise en application.
3. Définitions communautaires	3.1 Les groupes / comités communautaires sont aussi socialement inclusifs que possible. 3.2 La dynamique des pouvoirs locaux a été comprise et prise en compte pour l'établissement des comités et des organismes décideurs locaux. 3.3 Le personnel de Plan (à tous les niveaux) est formé et conscient de la dynamique des pouvoirs au sein des collectivités.	• Le gouvernement (à différents niveaux) soutient des processus décentralisés, participatifs et démocratiques.
4. Participation / Inclusion sociale	4.1 Reconnaissance par le personnel de Plan que la participation se vit à différents niveaux et qu'on aspire aux plus hauts niveaux de participation, impliquant l'autonomisation des enfants et des collectivités. 4.2 Des efforts sont faits pour atteindre toutes les parties d'une collectivité donnée – y compris celles qui sont soi-disant « difficiles à atteindre ».	
5. Racines profondes de la vulnérabilité aux catastrophes et au développement	5.1 Reconnaissance que de nombreux problèmes non résolus de développement sont créés à des échelles plus grandes que la collectivité et que des formes appropriées de plaidoyer ou d'action devraient être entreprises.	

Encadré 7 : « Top 20 » des caractéristiques selon Tearfund

Pour une utilisation générale par l'organisation et ses partenaires, Tearfund a réduit l'ensemble des caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes à un nombre plus restreint et gérable de celles qu'elle considère être les plus pertinentes pour son travail à l'échelle de l'organisation.

Elle a commencé par sélectionner les caractéristiques clés liées au travail de RRC de l'organisation dans son ensemble (Tearfund appelle cette liste le « top 20 » des caractéristiques). La première sélection a été faite par deux spécialistes de RRC : ils ont choisi les caractéristiques qui leur semblaient réalisables et mesurables, et qui étaient applicables à la plupart des types de catastrophe. Pour garantir un équilibre, la liste devait contenir au moins deux caractéristiques de chacun des cinq domaines thématiques.

Une sélection similaire a été entreprise pour découvrir les caractéristiques mesurables et applicables à des catastrophes à évolution lente, en particulier celles qui impliquent une insécurité alimentaire chronique à long terme.

Les deux ensembles de caractéristiques sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

Les deux sélections ont, dans les cas appropriés, nécessité une reformulation des caractéristiques. Dans quelques rares cas, deux caractéristiques ou plus ont été associées pour en former de nouvelles. Les deux listes renvoient aux caractéristiques originales (selon leur numéro) pour permettre aux utilisateurs de se reporter à la liste complète.

Plutôt que d'imposer une utilisation rigide des « top 20 », Tearfund encourage ses représentants nationaux à élaborer une sélection personnelle, selon les besoins du pays et son profil vis-à-vis des catastrophes. Ce qui est important, c'est

de ne pas contraindre les gens à se soumettre à des caractéristiques imposées par la hiérarchie, mais le besoin de posséder un ensemble qui explique la résilience dans ce contexte particulier.

Tearfund a trouvé que l'exercice avait permis de rendre l'ouvrage de référence *Caractéristiques* plus agréable pour l'utilisateur et donc de démystifier la RRC. Le personnel de programme surchargé de travail était beaucoup plus prompt à étudier l'application de listes plus courtes. Mais il a été difficile de ne sélectionner qu'un petit nombre de caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes, surtout quand il s'agissait de les appliquer à plusieurs types d'aléas à la fois ; en conséquence, on courait le risque de voir le document devenir trop imprécis.

Caractéristiques abrégées d'une collectivité résiliente face aux catastrophes selon Tearfund (« top 20 »)

Domaine thématique 1 : Gouvernance	Référence*
• Direction communautaire de planification et de mise en œuvre de la RRC qui est convaincue, efficace et intègre. • Capacité à interroger des organisations extérieures sur des plans, priorités, actions de RRC qui pourraient avoir une incidence sur les risques locaux, et faire pression sur elles. • Preuves que le risque de catastrophe est pris en compte dans la planification des activités de développement.	• 1.5 • 7.4 • 3.1 & 4.1
Domaine thématique 2 : Évaluation des risques	
• Évaluations préliminaires participatives des aléas / risques, de la vulnérabilité et des capacités entreprises et actualisées, qui fournissent un tableau complet de tous les principaux aléas / risques, vulnérabilités et capacités dans la collectivité. • Utilisation communautaire de savoirs autochtones et de perception locale des risques, ainsi que d'autres méthodes d'évaluation scientifiques et reposant sur des données.	• 1.1 & 2.1 • 3.2
Domaine thématique 3 : Savoirs et éducation	
• Possession de savoirs et de savoir-faire techniques et organisationnels appropriés pour réduire les risques et répondre aux catastrophes au niveau local (p.ex. connaissances techniques, mécanismes de survie et stratégies de subsistance autochtones). • Toutes les sections de la collectivité sont au courant des plans d'urgence, équipements, services et savoir-faire avant, pendant et après l'urgence, et de la façon d'y accéder. • La connaissance en matière de RRC est transmise formellement par l'intermédiaire des écoles locales et informellement par la tradition orale d'une génération à l'autre.	• 1.4 • 2.3 • 3.1
Domaine thématique 4 : Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité	
• Réserves de nourriture et d'eau sécurisées en temps de crise (p.ex. par l'intermédiaire de stocks de grains et d'autres aliments de base gérés communautairement ; réserves d'eau protégées ou entreposées). • Diversification des moyens de subsistance au niveau des foyers et de la collectivité, y compris les activités agricoles et non agricoles dans les zones rurales, avec peu de personnes engagées dans des pratiques dangereuses pour assurer les moyens de subsistance ou des activités vulnérables aux aléas. • Adoption de pratiques agricoles résistantes aux aléas et d'une gestion durable de l'environnement (p.ex. conservation des sols et de l'eau, schémas souples de récoltes, récoltes résistantes aux aléas, gestion forestière). • Existence de plans communautaires d'épargne et de crédit et accès à ces plans, et / ou fonds de secours communautaire pour mettre en œuvre l'activité de préparation, de réponse ou de relèvement. • Mesures structurelles d'atténuation mises en place (p.ex. citernes de récolte d'eau, digues, canaux de dérivation d'inondation). • Maisons, lieux de travail et établissements publics situés dans des zones sûres ou utilisation de méthodes de construction résiliente aux aléas. • Mesures prises pour protéger les actifs importants (p.ex. le bétail) et les éléments de propriété individuelle (p.ex. utilisation de plateformes intérieures surélevées ou de récipients plastiques).	• 2.3 & 2.4 • 3.3 & 3.4 • 1.2 & 3.5 • 5.3 & 5.5 • 6.4 • 6.3, 6.5 & 6.6 • 6.8

* liste complète des caractéristiques

Domaine thématique 5 : Préparation aux catastrophes et réponse

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Équipements d'urgence accessibles et équipement disponible (pour l'abri, les communications, les secours, etc.) ; appartenant à la collectivité et gérée par elle. • Système d'alerte précoce à base communautaire et centré sur la population, mis en place au niveau local, produisant des messages que toute la collectivité comprend et auxquels elle fait confiance. • Existence de plans d'intervention aux niveaux communautaire et familial, mis au point par la collectivité et qu'elle s'est appropriés, compatibles avec les plans aux plus hauts niveaux et pratiqués régulièrement. • La collectivité a la capacité de fournir des services efficaces et opportuns de réponse d'urgence, y compris la formation et le déploiement des bénévoles dotés des savoir-faire appropriés (p.ex. recherche et secours, premiers soins, gestion des abris d'urgence, lutte contre les incendies). • La collectivité a mis en place les plans et les systèmes d'entraide et de soutien appropriés pour prendre soin des plus vulnérables – en général les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes vivant avec le sida, les mères et les jeunes enfants. | <ul style="list-style-type: none"> • 1.5 • 2.1 & 2.3 • 3.2, 3.3 & 3.7 • 5.1 & 6.4 • 6.7 |
|--|--|

Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes selon Tearfund – vues sous l'angle de la sécurité alimentaire**Domaine thématique 1 : Gouvernance**

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Direction communautaire de planification et de mise en œuvre de la RRC qui est convaincue, efficace et intègre. • La collectivité est consciente de ses droits et de l'obligation légale du gouvernement et d'autres parties prenantes d'assurer sa protection. • Inclusion / représentation des groupes vulnérables dans la prise de décision communautaire et la gestion de la RRC. | <ul style="list-style-type: none"> • 1.5 • 2.2 • 7.6 |
|---|---|

Domaine thématique 2 : Évaluation des risques

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Évaluations préliminaires de niveau communautaire des aléas, vulnérabilité et capacité entreprises pour fournir un tableau complet de toutes les AVC. • Évaluations des aléas, vulnérabilité et capacité (ci-dessus), entreprises dans le cadre d'un processus participatif, faisant intervenir des représentants de tous les secteurs de la collectivité, y compris les groupes vulnérables. • Utilisation de savoirs autochtones et d'analyses locales des risques ainsi que d'autres savoirs, données et méthodes d'évaluation scientifiques. | <ul style="list-style-type: none"> • 1.1 & 2.1 • 1.2 & 2.2 • 3.2 |
|--|---|

Domaine thématique 3 : Savoirs et éducation

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Les écoles locales ont un programme d'éducation sur la RRC et, si possible, des activités extrascolaires pour les élèves. • Membres de la collectivité qualifiés ou formés aux pratiques agricoles appropriées, utilisation des sols, gestion de l'eau et pratiques de gestion environnementale. | <ul style="list-style-type: none"> • 3.1 • 3.5 |
|---|--|

Domaine thématique 4 : Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Adoption de pratiques de gestion durable de l'environnement qui réduisent le risque d'aléas. • Approvisionnement en nourriture et statut nutritionnel assurés (p.ex. grâce à des stocks de réserve de céréales et d'autres aliments de base, gérés par la collectivité sur la base d'un système de distribution équitable en période de crise alimentaire). • Accès à l'eau pour l'usage domestique, en quantité et en qualité suffisantes sur les 12 mois de l'année. • Moyens d'existence diversifiés (au niveau des foyers et de la collectivité), y compris les activités agricoles et non agricoles dans les zones rurales. • Adoption, pour la sécurité alimentaire, de pratiques agricoles résistantes aux aléas (p.ex. méthodes de conservation des sols et de l'eau, schémas de production adaptés à des précipitations faibles ou variables, récoltes supportant les aléas). | <ul style="list-style-type: none"> • 1.2 • 2.3 • 2.4 • 3.3 • 3.5 |
|--|---|

* liste complète des caractéristiques

Domaine thématique 4 : Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité – suite	
• Systèmes d'assistance mutuelle, réseaux sociaux et mécanismes de soutien qui contribuent à la réduction des risques directement par des activités ciblées de RRC, indirectement par d'autres activités de développement socio-économique qui réduisent les vulnérabilités, ou en étant capables d'étendre leurs activités à la gestion d'urgence quand celle-ci se produit. • Existence de plans d'épargne et de crédit communautaires / de groupe, et / ou accès à des services de microfinance. • Mesures d'atténuation structurelles mises en place – p.ex. récolte d'eau, entourage des champs par des levées de terre ou digues et canaux d'irrigation – construits en utilisant, autant que possible, la main d'œuvre, les savoir-faire, les matériaux et technologies appropriées locaux.	• 4.1 • 5.3 • 6.4
Domaine thématique 5 : Préparation aux catastrophes et réponse	
• Structures organisationnelles locales en place pour la préparation aux catastrophes ou la réponse d'urgence (p.ex. comité de préparation aux catastrophes). • Systèmes d'alerte précoce à base communautaire et centrés sur la population en place, qui génère à temps, pour les aléas, des alertes fiables et compréhensibles pour atteindre les membres de la collectivité. • Plans d'intervention de la collectivité et des foyers en place pour la sécheresse, y compris la préservation des actifs importants (p.ex. fourrage, eau et santé du bétail). • Approvisionnement de secours (stocks tampon) en place, géré par la collectivité, seule ou en partenariat avec d'autres organisations locales (y compris banques de céréales / semences).	• 1.2 • 2.1, 2.2, 2.3, 2.7 • 3.1 & 3.9 • 4.7

Remarque : Les caractéristiques ont été sélectionnées selon leur mesurabilité et leur pertinence pour les catastrophes à évolution lente, en en choisissant deux par domaine thématique et en réduisant au maximum les recoupements entre elles. Ce ne sont peut-être pas les caractéristiques les plus importantes.

Encadré 8 : Principaux indicateurs de la résilience d'une collectivité selon l'ADPC

Dans ses directives sur la gestion à base communautaire des risques de catastrophe, l'Asian Disaster Preparedness Center (ADPC – Centre asiatique de préparation aux catastrophes) a établi la liste suivante d'indicateurs d'un « niveau minimum de résilience » :

- Une organisation communautaire
- Un plan de RRC et de préparation aux catastrophes
- Un système communautaire d'alerte précoce
- Main d'œuvre formée : évaluation des risques, recherche et secours, premiers soins médicaux, distribution de l'aide, maçons pour construire des maisons plus sûres, lutte contre les incendies
- Connectivité physique : routes, électricité, téléphone, centres médicaux
- Connectivité relationnelle avec les autorités locales, les ONG, etc.
- Connaissance des risques et actions de réduction des risques
- Un fonds communautaire de réduction des catastrophes pour mettre en œuvre des activités de réduction des risques
- Des maisons plus sûres pour résister aux aléas locaux
- Des sources plus sûres de moyens d'existence.

Source : ADPC 2006, *Critical Guidelines: Community-based Disaster Risk Management* (Bangkok : Asian Disaster Preparedness Center ; www.adpc.net)

Encadré 9 : « Cartographe » les vulnérabilités et les capacités à l'aide du cadre des *Caractéristiques*

Dans le cadre de son programme de RRC, Church World Service Pakistan / Afghanistan a entrepris une rapide évaluation des aléas, vulnérabilités et capacités dans un district montagneux du Pakistan. La raison fondamentale de cet exercice était :

- (a) identifier une collectivité exposée à divers aléas ;
- (b) identifier, avec l'aide de la collectivité, les aléas qui la menaçaient, classer ses vulnérabilités et cartographier ses capacités ;
- (c) pousser la collectivité à mettre au point un plan de RRC (un ensemble holistique d'activités de développement et de gestion des catastrophes) ;
- (d) répandre les résultats parmi les parties prenantes correspondantes.

L'équipe d'évaluation a utilisé une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives, comprenant des données secondaires (p.ex. cartes des aléas), de discussions de groupe utilisant divers outils participatifs d'évaluation rurale (p.ex. frises chronologiques, calendriers saisonniers, grilles des aléas prioritaires et cartographies de village), des marches dans des zones d'échantillonnage et autres discussions avec les parties prenantes locales.

L'exercice a débouché sur beaucoup d'informations sur les aléas, les vulnérabilités et les capacités qui ont plus tard servi à élaborer le plan de RRC. De manière à aider à structurer les résultats des évaluations concernant les vulnérabilités et les capacités, ceux-ci ont été ultérieurement passés en revue en utilisant le cadre des *Caractéristiques* et groupés (« cartographiés ») sous les cinq domaines thématiques, comme le montrent les deux tableaux ci-dessous.

Vulnérabilités

Domaine thématique 1 : Gouvernance	• Divisions de castes, d'ordre ethnique et socio-économique dans la collectivité • Manque de structure politique efficace • Faibles structures gouvernementales de gestion des catastrophes (nationalement et localement)
Domaine thématique 2 : Évaluation des risques	• Manque de données • Absence de tout système d'alerte précoce
Domaine thématique 3 : Savoirs et éducation	• Fatalisme • Manque de compréhension des causes profondes des catastrophes • Visions des aléas et catastrophes différentes entre les hommes et les femmes • Niveau faible d'instruction des femmes • Manque d'établissement éducatif pour les filles • Faible niveau de connaissances des aléas chez les femmes
Domaine thématique 4 : Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité	• Haute densité de population • Proportion très élevée de population dans les endroits accidentés exposés à de multiples risques d'aléas • Niveaux élevés de pauvreté • Possibilités limitées de moyens de subsistance (dépendance de l'agriculture) • Éloignement ; infrastructure de transport inadéquate • Difficulté d'accès aux marchés (de biens et de travail) • Arrangements fonciers (hauts niveaux de location) • Femmes confinées à la maison et dans ses alentours immédiats • Habitat inadéquat (non parasismique) • Manque d'établissement médical local • Absence d'alimentation électrique • Manque d'établissement public pour les rencontres communautaires, etc.
Domaine thématique 5 : Préparation aux catastrophes et réponse	• Manque de toute GCRC formelle

Capacités

Domaine thématique 1 : Gouvernance	• Autonomie et solidarité communautaires en temps de crise • Représentation politique de groupes pauvres / marginalisés • Habitude de propriétaires terriens fournissant de l'aide en temps de crise • Implication externe dans des projets de développement
Domaine thématique 2 : Évaluation des risques	• Identification communautaire d'endroits enclins à des glissements de terrain
Domaine thématique 3 : Savoirs et éducation	• Souvenirs communautaires d'événements passés • Hauts niveaux de sensibilisation communautaire aux aléas et risques • Hauts niveaux d'accès aux téléphones mobiles et aux radios • Demande communautaire d'une école de filles
Domaine thématique 4 : Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité	• Implication externe dans des projets de développement (moyens durables d'existence) • Versements de la part de travailleurs migrants • Surplus de produits de l'élevage • Production de miel
Domaine thématique 5 : Préparation aux catastrophes et réponse	• Autonomie communautaire en préparation et réponse aux catastrophes

Remarque : Un rapport complet (en anglais) sur ce projet se trouve en tant qu'étude de cas sur la page Internet des *Caractéristiques* à : www.proventionconsortium.org/?pageid=90 ou www.abuhrc.org/research/dsm/Pages/project_view.aspx?project=13.

Encadré 10 : Passer des caractéristiques à des indicateurs

Dans sa récente publication *Measuring the Impact of Disaster Risk Reduction* (Mesurer les retombées de la RRC – faisant partie d'une série de documents internes, appelée « Learning Companion » [« Compagnons d'apprentissage »]) ; Oxfam GB fournit des directives pratiques sur de nombreux aspects du suivi-évaluation en RRC, y compris comme utiliser les *Caractéristiques* pour mettre au point des indicateurs de résultats.

Le document illustre, à l'aide de 10 exemples tirés de l'ensemble des cinq domaines thématiques, comment les caractéristiques individuelles de résilience peuvent être affinées pour devenir des indicateurs génériques de résultats pour la mise en œuvre de la RRC. Un extrait est reproduit ici, montrant les trois caractéristiques / indicateurs choisis à partir du domaine thématique 5 (Préparation aux catastrophes et réponse).

Caractéristiques, Domaine thématique 5 : Préparation aux catastrophes et réponse

(Priorité Hyogo 5 : Renforcer la préparation face aux catastrophes pour une réponse efficace à tous les niveaux)

Composante de résilience 1 : Capacités et coordination organisationnelles

Caractéristique 1.6 : Nombre suffisant de personnel des organisations et de membres de la collectivité, formés pour effectuer les tâches appropriées (p.ex. communication, recherche et secours, premiers soins, distribution de l'aide)

- Indicateur générique potentiel : pourcentage des membres des comités manifestant des savoir-faire pour entreprendre les tâches de réponse appropriées selon des normes minimales et d'une manière coordonnée
- Exemple d'indicateur tiré d'un programme Oxfam : pourcentage de (p.ex. comités) ayant un système pour gérer leur équipement de réponse et les options pour remplacer les consommables, effectuer l'entretien essentiel et soutenir les activités organisationnelles fondamentales

Composante de résilience 2 : Systèmes d'alerte précoce

Caractéristique 2.2 : SAP capables d'atteindre toute la collectivité (par radio, TV, téléphone et autres technologies de communication, et par les mécanismes d'AP communautaires comme des réseaux de bénévoles)

- Indicateur générique potentiel : pourcentage des membres de la collectivité qui reçoivent les messages d'alerte précoce provenant d'au moins une source
- Exemple d'indicateur tiré d'un programme Oxfam : niveau de fonctionnement du système de communication / alerte précoce pour la transmission des alertes qui permet à l'information d'atteindre la population à temps et de façon appropriée

Composante de résilience 4 : Ressources et infrastructure de secours

Caractéristique 4.2 : Voies d'évacuation sûres, identifiées et entretenues, connues des membres de la collectivité

- Indicateur générique potentiel : pourcentage de voies d'évacuation sûres régulièrement entretenues et pourcentage de membres de la collectivité capables d'identifier les voies d'évacuation sûres
- Exemple d'indicateur tiré d'un programme Oxfam : pourcentage de la population communautaire capable d'atteindre les abris rapidement et sans risque

Source : *Measuring the Impact of Disaster Risk Reduction: A Learning Companion* (Oxfam GB, 2009).

Encadré 11 : Caractéristiques / indicateurs : quantitatifs ou qualitatifs ?

Les *Caractéristiques* exposées dans les tableaux sont qualitatives. Il est donc nécessaire que les collectivités et leurs partenaires se fassent leur propre opinion quant à la réalisation ou à la non-réalisation de certains aspects de résilience. Pour certains aspects, ce sera plus simple que pour d'autres. Il est, par exemple, facile de dire s'il existe un plan communautaire de préparation aux catastrophes ou un plan d'urgence (même si sa qualité est une autre histoire). Il est par contre beaucoup plus difficile de se prononcer sur le fait qu'il y ait une distribution équitable des richesses et des actifs de moyens d'existence dans une collectivité, ou sur l'existence d'une capacité d'accès aux ressources de propriété commune apte à soutenir des stratégies de survie pendant des crises.

La note d'orientation *Caractéristiques* ne peut dire aux projets et aux collectivités comment ils devraient parvenir à cette opinion. C'est une question d'accord collectif entre les parties prenantes. Les conclusions seront différentes pour chaque cas, selon le contexte et les attentes, et il y aura une bonne part d'estimation subjective. Quoi qu'il en soit, le processus permettant d'arriver à une décision doit être transparent et participatif.

Certains cadres et experts ont exprimé le besoin d'indicateurs quantitatifs pour certains aspects de la RRC (p.ex. le nombre de bénévoles formés aux premiers secours, le pourcentage de foyers d'une collectivité ayant une assurance sur leur propriété). Il est impossible de fixer des mesures quantitatives standard applicables à tous les contextes, mais il est possible d'utiliser des indicateurs quantitatifs au niveau d'un projet individuel, le cas échéant. Dans ce cas, ils pourraient constituer une partie des données servant de base à des estimations plus larges sur la réalisation de la résilience. Il incombe aux équipes de projet individuelles de décider du genre d'indicateur quantitatif qui est approprié et du niveau de réalisation attendu.

Encadré 12 : Rechercher ce qui construit la résilience

L'ONG locale BEDROC (Building and Enabling Disaster Resilience of Coastal Communities – Construire et autonomiser la résilience de collectivités côtières face aux catastrophes) a entrepris, pour Oxfam Amérique, une étude complète des conséquences sur la résilience, locale et communautaire, des efforts de réhabilitation post-tsunami faits dans l'État de Tamil Nadu, Inde. Les programmes des organismes d'aide arrivant à leur terme, la pérennité des divers efforts pour renforcer les capacités locales devait être évaluée. La recherche désirait également tirer des enseignements plus généraux sur ce qui contribue au succès des programmes de relèvement. Deux districts ont été choisis pour l'étude et les éléments de preuve ont été collectés auprès des collectivités et de personnes extérieures clés ayant joué des rôles importants dans la réponse au tsunami.

L'équipe de recherche de BEDROC s'est servie des *Caractéristiques* comme cadre d'évaluation, fonctionnant dans chacun des cinq domaines thématiques. Les composantes de résilience applicables ont été sélectionnées pour un examen plus

approfondi, tout comme l'ont été les principales caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes et les caractéristiques d'un environnement favorable liées à ces composantes.

La collecte de données s'est inscrite dans ce cadre. Un assortiment d'outils de recherche a été déployé pour rassembler les points de vue et les informations, et toutes sortes d'indices ont été rassemblés. Les résultats ont été notés par sections couvrant chacune des composantes de résilience sélectionnées, ce qui a permis à l'équipe de dresser un tableau complet et détaillé. Les chercheurs ont également établi des évaluations concernant les niveaux de progrès vers la résilience de chacune des composantes sélectionnées, en se servant du plan de jalons du cadre.

Le rapport qui présente en détail la méthode et les résultats a été édité en 2008 et est disponible sous forme imprimée ou en ligne (*Building Local Capacities for Disaster Response and Risk Reduction: An Oxfam-BEDROC Study*; www.bedroc.in).

Encadré 13 : Lier la résilience de la collectivité à un environnement favorable

Une partie du projet de RRC, mené par Coastal CORE dans la municipalité côtière vulnérable et pauvre d'un Sitio de Gumang dans la province de Sorsogon aux Philippines (projet soutenu par Christian Aid) et centré sur la protection sociale ainsi que sur celle de la santé et des moyens de subsistance, visait à améliorer l'environnement favorable en même temps qu'à renforcer la résilience communautaire. L'ouvrage de référence *Caractéristiques* a été utilisé pour identifier les résultats souhaités dans ces deux aspects et des modifications ont été apportées pour correspondre au contexte local (voir le tableau ci-dessous). Les rôles des organismes partenaires de l'administration locale pour atteindre ces objectifs étaient aussi précisés dans le plan.

Caractéristiques d'un Sitio de Gumang résilient face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
1. Forte sensibilisation des familles pour conserver une vie saine grâce à une alimentation familiale simple et basique et un bon assainissement.	• Environnement sanitaire et propre. • Soutien technique et des infrastructures apporté par l'unité locale de gouvernement (p.ex. fourniture de filtres à eau Biosand à la moitié des foyers ciblés). • Politiques de niveau communautaire établies et ayant fait l'objet d'un accord, portant sur l'assainissement et l'entretien de la propreté dans le Sitio. • Stratégies de soutien fournies par l'office municipal de la santé de Gubat pour centrer spécifiquement les services des sages-femmes et des agents de santé du Barangay sur les objectifs communautaires pour parvenir à la santé surtout chez les enfants dénutris. • Soutien apporté par l'unité locale de gouvernement de Gubat pour encourager l'installation et l'entretien d'un jardin maraîcher communal dans le Sitio.
2. Meilleur accès à l'eau pour l'usage domestique en quantité et en qualité suffisantes, surtout en période de crise.	
3. Membres autonomes et indépendants de la collectivité ayant des moyens durables de subsistance.	• Formations en renforcement des capacités ciblées et efficaces pour l'identification et le développement de moyens durables de subsistance, l'amélioration des savoir-faire et la gestion financière. • Soutien organisationnel de la COTIPABA (organisation coopérative partenaire du projet) pour ses membres impliqués dans des activités d'autosubsistance et de financement. • Soutien de commercialisation pour les activités d'autosubsistance des membres coopérateurs.
4. Habitants qui s'engagent à la mise en œuvre de la RRC et à la prise en compte de l'appartenance sexuelle dans le cadre de leur plan de RRC et de transmission de la vision communautaire.	• Formations en renforcement de capacité pour un changement de comportement orienté vers la sensibilité et la sensibilisation aux problèmes de sexe. • Plans pour les catastrophes soutenus par la vision / le plan communautaire selon la direction des membres du conseil du Barangay. • Les politiques locales soutiennent les initiatives portant sur les questions hommes-femmes et sur le développement, et en font la promotion.



Étude de cas 1 :

Aider des praticiens de la RRC à définir la résilience dans le contexte du Bangladesh rural

Organisation : Tearfund, avec HEED, partenaire local au Bangladesh

Auteur : Oenone Chadburn oenone.chadburn@tearfund.org

Objet

Dans le cadre des tests sur le terrain, Tearfund a présenté les *Caractéristiques* à ses partenaires centraux de RRC pour des commentaires sur l'ouvrage de référence : (a) utilité et facilité de compréhension sous son format actuel ; et (b) validité pour les situations nationales particulières. Cette étude illustre l'essai et l'application des *Caractéristiques* dans des collectivités rurales du Bangladesh.

Méthodologie

L'exercice s'est déroulé sur une seule journée, avec un mélange de personnel de terrain et de personnel du bureau principal. Il a été présenté par une seule personne, à l'aide de PowerPoint et de tableau-papier ainsi que des activités et discussions interactives. La difficulté de présenter de façon systématique la totalité des *Caractéristiques* a été prise en compte ; il a semblé plus approprié de travailler à reculons pour voir les caractéristiques de résilience face aux catastrophes qui étaient déjà présentes dans un environnement bangladais et de faire ensuite correspondre ces dernières à celles qui étaient recensées dans la publication *Caractéristiques*.

Après un résumé oral de l'emploi du temps de la journée, la méthodologie a été la suivante :

- Présentation des *Caractéristiques*, leur élaboration et leur objectif.
- Dessin d'un grand plan d'un village bangladais côtier typique, comportant les éléments géographiques et structurels pertinents. Des cartons ont été ajoutés (tous d'une même couleur) pour souligner les éléments qui étaient particulièrement vulnérables aux aléas les plus courants. Un deuxième ensemble de cartons (d'une couleur différente) a ensuite été ajouté avec des activités proposées pour réduire ces vulnérabilités.
- Distribution d'exemplaires des *Caractéristiques* et temps laissé pour les lire et en parler dans la langue locale.
- Mise en parallèle de caractéristiques particulières avec les activités de réduction des risques proposées préalablement. Plusieurs caractéristiques ont parfois été mises en parallèle avec une même activité.

Résultats positifs

- Les praticiens ont vu la valeur positive des *Caractéristiques*. Auparavant, ils savaient ce qu'ils voulaient éviter dans un village exposé aux catastrophes ; désormais ils pouvaient voir ce qu'ils voulaient accomplir. Ils pouvaient voir la valeur potentielle de cette approche dans les collectivités, qui se concentraient souvent sur les problèmes de retombées des catastrophes plutôt que sur le développement de la résilience face aux catastrophes.
- Ils ont découvert des lacunes dans la conception de projet. Dans un tableau complet des facteurs de résilience, ils ont découvert de nouveaux aspects qu'ils pourraient introduire dans leur travail. Cette découverte n'a pas été considérée comme pesante, mais comme une addition utile. Ils ont été réalistes sur ce qu'ils pouvaient et ne pouvaient pas réaliser dans le soutien d'une collectivité vers la résilience.
- Ils ont apprécié les liens communautaires de base avec le Cadre d'action de Hyogo donnés par les *Caractéristiques*. HEED avait déjà une bonne maîtrise de Hyogo, mais les *Caractéristiques* ont fourni une application latérale de chacune des cinq actions, apportant un cadre solide pour des références ultérieures.
- Ils ont admis que les *Caractéristiques* étaient un ensemble nouveau, mais ont été avides d'en voir le développement continu dans toute une variété d'outils. Ils ont reconnu leur capacité à adapter les *Caractéristiques* pour qu'elles deviennent un ouvrage de référence de base communautaire ; avec de l'aide, ils pourraient mettre au point des indicateurs de résilience.
- Ils ont eu l'impression que l'ouvrage *Caractéristiques* était complet et utile pour le Bangladesh. Ils ont vu le potentiel de réduire le nombre des caractéristiques pour représenter un village cible moyen et le faire dessiner professionnellement par un artiste. Dans la formation communautaire, ce tableau pourrait servir à la comparaison avec les réalités actuelles de la collectivité ciblée.

Difficultés

- Dans l'ensemble, l'exercice a pris beaucoup plus de temps que prévu. Il était prévu qu'il dure une demi-journée, mais en a pris les deux tiers. Ceci était en partie dû à la barrière linguistique, mais peut-être davantage aux discussions saines et approfondies qui ont suivi et conduit les praticiens à parler de la nature et de l'objet exact de la RRC.
- Dans la présentation, il n'y a pas de distinction entre les caractéristiques passives et celles qui sont actives. Il est possible à une caractéristique d'être gagnée par une collectivité, mais perdue au cours du temps. Certaines caractéristiques doivent donc être « actives » et en constant renouvellement.
- Cet exercice a fortement porté sur les domaines thématiques 3, 4 et 5 et il a eu plus de mal à développer la compréhension sur les domaines thématiques 1 et 2. Les activités « immatérielles » sont plus difficiles à saisir au travers d'une représentation majoritairement graphique. L'environnement favorable a également été sous-représenté ; il faut le souligner d'une autre manière, comme quelque chose qui influence la conception du projet.
- Il a fallu beaucoup d'application latérale pour identifier où se trouvait le capital social au sein du cadre. Les structures communautaires religieuses sont importantes dans le soutien psychosocial après une catastrophe, mais cet aspect était difficile à trouver dans les *Caractéristiques*. Les activités de gestion durable des ressources ont aussi eu du mal au début à trouver des correspondances évidentes avec une caractéristique.
- L'exercice présupposait que l'interaction entre les praticiens et la collectivité était déjà hautement participative et que toutes les décisions ou activités étaient mises en œuvre d'une façon coopérative. Cependant, cela a quelque peu mis en échec l'idée d'identifier la participation comme une caractéristique d'une collectivité résiliente face aux catastrophes.

Recommandations

- Les *Caractéristiques* devraient être utilisées dans la formation d'équipes de RRC pour aider à comprendre ce à quoi ressemble, en pratique, une collectivité résiliente face aux catastrophes. De cette manière, l'accent est déplacé depuis les retombées négatives des aléas vers les réalisations positives de la résilience.
- Des dessins ou plans de collectivités exposées aux aléas devraient être faits pour montrer où peuvent se trouver ou bien où peuvent se développer les caractéristiques, dans les domaines thématiques 3, 4 et 5. D'autres outils sont nécessaires pour mettre en évidence les domaines thématiques 1 et 2 ainsi que l'environnement favorable.
- Pour une collectivité donnée, la liste des caractéristiques devrait être réduite au maximum, exprimée par des dessins et utilisée pour former et sensibiliser cette collectivité.
- Les *Caractéristiques* devraient être utilisées comme un outil pour aider la conception du projet, soit au départ, soit à une étape de bilan au cours de la mise en œuvre. Elles peuvent aider à identifier des lacunes dans la mise en œuvre des cinq domaines thématiques du cadre de Hyogo.
- Les *Caractéristiques* peuvent être utilisées pour aider à identifier des activités spécifiques susceptibles de bâtir la résilience locale.

Ce qui suit est une partie des activités spécifiques que les praticiens avaient identifiées et comment elles correspondent aux *Caractéristiques*.

- Rehausser la résidence sur des pilotis au-dessus du niveau d'inondation annuelle et fabriquer un abri contre l'inondation : domaine thématique 5 (Préparation aux catastrophes et réponse) – caractéristique 4.3 (Abrs de secours accessibles à la collectivité et munis des équipements adéquats pour toutes les populations affectées).
- Démarrer un nouveau système scolaire où l'inondation annuelle coïncide avec les vacances scolaires (pour que les membres de la famille soient réunis pendant la saison des inondations et que la scolarité ne soit pas perturbée si le bâtiment d'école sert d'abri contre l'inondation) : domaine thématique 1 (Gouvernance) – caractéristique 3.1 (RRC communautaire considérée par toutes les parties prenantes locales comme partie intégrante des plans et actions d'accomplissement d'objectifs communautaires plus larges).
- Garantir l'accès à de l'eau potable sûre et favoriser la sensibilisation à son importance en périodes d'inondation : domaine thématique 3 (Savoirs et Éducation) – caractéristique 3.5 (Membres de la collectivité qualifiés ou formés aux pratiques adaptées d'agriculture, utilisation des sols, gestion de l'eau et de l'environnement) ; et domaine thématique 4 (Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité) – caractéristique 2.5 (Connaissance de moyens pour rester en bonne santé et de mesures pour protéger / sauver des vies, ainsi que possession des savoir-faire appropriés).
- Mettre au point des pratiques culturelles alternatives (comme des saisons de culture différentes ou des variantes résistantes aux inondations) : domaine thématique 4 (Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité) – caractéristique 3.5 (Adoption, pour la sécurité alimentaire, de pratiques agricoles résistantes aux aléas) ; et domaine thématique 3 (Savoirs et Éducation) – caractéristique 3.5 (Membres de la collectivité qualifiés ou formés aux pratiques adaptées d'agriculture, utilisation des sols, gestion de l'eau et de l'environnement).

Remarque : Une version plus longue de cette étude de cas se trouve sur www.proventionconsortium.org/?pageid=90 et sur www.abuhrc.org/research/dsm/Pages/project_view.aspx?project=13

Étude de cas 2 :

Présenter les *Caractéristiques* au personnel de terrain d'une ONG partenaire au Népal

Organisation : Practical Action

Auteur : Pieter van den Ende pieter.vandenende@practicalaction.org.uk

Objet

Le projet de Practical Action, « Intégrer dans la gestion des catastrophes, les approches centrées sur les moyens de subsistance », cherchait à prouver que les activités qui renforcent et diversifient les moyens de subsistance et la préparation augmentent la résilience des collectivités ciblées aux retombées des chocs et stress prévalant localement.

Les *Caractéristiques* ont été présentées à un groupe du personnel de terrain au Népal d'un partenaire local pour :

- Expliquer la mise au point de la note d'orientation
- Clarifier le concept de « résilience »
- Lier les activités de projet à des éléments spécifiques des *Caractéristiques*
- Donner des directives pour mesurer les progrès vers la réalisation de la résilience
- Fournir des résultats et des cibles positifs.

Méthodologie

L'exercice s'est fait par un travail et des discussions de groupes, sur une période de six heures, dans le bureau de Practical Action à Chitwan, avec l'aide d'un facilitateur unique utilisant un tableau-papier et un PowerPoint. Après une discussion introductive qui présentait l'emploi du temps de l'atelier, la justification raisonnée de la mise au point des *Caractéristiques* a été brièvement expliquée.

Les deux organisations partenaires travaillent dans des zones géographiques différentes. SAHAMATI travaille dans un bassin versant du district de Nawalparasi avec des collectivités situées tant en amont qu'en aval, tandis que MADE travaille dans les plaines (Terai) du district de Chitwan avec des collectivités riveraines du fleuve.

Les partenaires ayant tous deux conduit des évaluations préliminaires des aléas dans leurs collectivités cibles respectives, il a été demandé au groupe de chaque partenaire de noter les aléas menaçant ces collectivités et d'identifier les éléments menacés par ces aléas (éléments de vulnérabilité). Les aléas et éléments vulnérables suivants ont été identifiés :

SAHAMATI	MADE
Inondations • Terrains agricoles • Pâtures • Maisons proches de la rivière • Routes, pontons, etc. – structures matérielles	Inondations et érosion • Sources de revenus • Récoltes et terrain disponibles • Bétail • Infrastructure – routes, canaux d'irrigation, électricité, etc. • Eau potable • Santé et assainissement – maladies
Glissements de terrain • Terrains forestiers • Pâtures • Terrains agricoles • Bétail • Maisons • Canaux d'irrigation • Eau potable • Routes, etc.	

SAHAMATI	MADE
Sécheresse • Production saisonnière • Réduction de l'eau potable • Irrigation • Incendie	Sécheresse • Récoltes disponibles – sources de revenus • Ressources en eau • Santé et assainissement – maladies
Espèces sauvages • Récoltes • Morts de bétail • Vies humaines	Espèces sauvages • Récoltes et bétail • Moyens humains • Infrastructure, abris, etc.

Le tableau montre que les terrains et les moyens de subsistance étaient les plus gravement affectés. Suite à des évaluations participatives de vulnérabilité et de capacité, les collectivités affectées ont entrepris des activités conçues pour réduire les conséquences de ces aléas sur la vie de leur population, leurs actifs et leurs moyens de subsistance.

La question a été posée : « Ces activités contribuent-elles à la résilience des collectivités ? »

Les *Caractéristiques* ont alors été présentées dans une courte présentation PowerPoint et le concept de « résilience » a fait l'objet d'une discussion. La référence a été établie avec les pages appropriées de la version imprimée de la note d'orientation. La répartition des tableaux et leur relation aux vulnérabilités et aux éléments sur lesquels travaille le projet ont été expliquées.

Les participants ont rapidement remarqué que la plupart des activités à base communautaire tombaient dans le domaine thématique 4 (Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité). Il a ensuite été demandé à chaque groupe de lier leurs activités avec les composantes de résilience et d'identifier les caractéristiques spécifiques auxquelles elles contribuaient. ([Voir le tableau à la fin de cette étude de cas.](#))

Résultats

Les activités communautaires, conçues pour réduire la vulnérabilité des populations exposées, avaient été commencées avant la production des *Caractéristiques*. Comment mesurer leur contribution à l'accroissement de la résilience n'avait, en fait, pas encore été fixé. Les *Caractéristiques* ont apporté à point nommé des orientations sur la contribution de ces activités à la réalisation de la résilience.

Tous les participants ont aisément identifié les composantes de résilience auxquelles leurs activités contribuaient. En outre, ils ont reconnu l'importance des *Caractéristiques* pour l'identification d'indicateurs appropriés. Ceci a été la source d'une vive discussion sur les mérites de la réduction de la vulnérabilité par comparaison avec une résilience croissante.

Les participants se sont accordés à reconnaître que les *Caractéristiques* avaient clarifié l'objectif ultime du projet. Beaucoup ont estimé que s'acheminer vers la résilience était un résultat positif contrairement à la connotation plus négative associée à la réduction de la vulnérabilité. La résilience a été vue comme une cible atteignable, tandis que l'élimination de la vulnérabilité était considérée comme moins possible.

Certaines activités ont contribué à plus d'une composante de résilience, d'autres n'ont apporté qu'une contribution relativement mineure à une seule composante.

Il a été proposé, qu'étant donné la complexité des tableaux et le grand nombre de caractéristiques qui ne s'appliquaient que partiellement aux activités en cours d'exécution par les collectivités, il serait utile d'identifier une sélection des caractéristiques « importantes » de résilience qui pourraient devenir des cibles pour le projet.

Depuis, les partenaires sont retournés dans leur collectivité pour discuter de leur interprétation des *Caractéristiques* et faciliter une liste communautaire de caractéristiques désirables d'une collectivité résiliente face aux catastrophes, propre à leur collectivité et qui puisse s'exprimer dans la langue locale. Celles-ci deviendront des cibles.

Il a été admis que plusieurs composantes des autres domaines thématiques étaient elles aussi pertinentes pour le projet, mais le temps n'a pas permis de les étudier.

Conclusions

Des praticiens expérimentés de RRC sont capables de lier des activités communautaires aux *Caractéristiques* plus facilement que des nouveaux venus dans la discipline.

Certaines activités contribuent à plusieurs caractéristiques. Il serait utile de choisir un noyau des caractéristiques les plus pertinentes qui définissent l'approche de l'organisation.

La traduction de certaines terminologies est extrêmement difficile et prend du temps.

La résilience est considérée comme une cible « positive » qui, tout en étant dynamique, est atteignable.

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Activités communautaires de SAHAMATI	Activités communautaires de MADE
1. Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	1.1 Compréhension communautaire des caractéristiques et du fonctionnement de l'environnement naturel et des écosystèmes locaux	• Gestion du bassin versant	
	1.2 Adoption de pratiques de gestion durable de l'environnement qui réduisent le risque d'aléas	• Conservation de la zone / des rives par la plantation d'arbres	
	1.3 Préservation de la biodiversité		• Biodiversité • Ressources aquatiques / récolte d'eau
	1.4 Préservation et mise en application des savoirs et des technologies autochtones appropriées, liés à la gestion de l'environnement	• Contrôle autochtone des inondations et glissements de terrain	• Technologie appropriée • Lutte biologique contre les organismes nuisibles
	1.5 Accès à des ressources de propriété commune gérées communautairement et capables de soutenir les stratégies de survie et d'existence en temps normal et pendant les crises	• Construction de canaux d'irrigation	• Récolte d'eau
2. Santé et bien-être	2.1 Maintien en temps normal des capacités physiques au travail et de la bonne santé, grâce à une nourriture et une alimentation, une hygiène et des soins médicaux adéquats	• Jardins maraîchers / potagers	• Production végétale et animale conduisant à la sécurité alimentaire
	2.4 Accès à l'eau pour l'usage domestique en quantité et en qualité suffisantes en période de crise	• Système d'irrigation amélioré	
	2.5 Connaissance de moyens de rester en bonne santé et de mesures pour protéger / sauver des vies, ainsi que possession des savoir-faire appropriés	• Construction de toilettes / amélioration des porcheries	

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Activités communautaires de SAHAMATI	Activités communautaires de MADE
3. Moyens durables d'existence	3.1 Haut niveau d'activité économique et d'emploi (y compris dans les groupes vulnérables) ; stabilité des niveaux d'activités économiques et d'emploi	• Groupes d'épargne, pépinières, élevage de cochons et de chèvres	• Agriculture commerciale • Démarrage d'emploi local
	3.3 Moyens de subsistance diversifiés	• Conservation des semences, apiculture • Élevage : cochons, chèvres, abeilles, etc.	• Diversification sur les exploitations agricoles • Récoltes saisonnières et non saisonnières
	3.4 Moins de personnes impliquées dans des activités rémunératrices risquées ou vulnérables aux aléas		• Réduction de la quantité de cultures vulnérables à la sécheresse
	3.5 Adoption, pour la sécurité alimentaire, de pratiques agricoles résistantes aux aléas	• Plantation de bambous • Gestion de l'irrigation	• Conservation des sols et de l'eau • Puits tubulaires peu profonds • Légumes
4. Protection sociale	4.1 Systèmes d'assistance mutuelle, réseaux sociaux et mécanismes de soutien qui contribuent à la réduction des risques	• Formation des groupes • Comités villageois de gestion des catastrophes	• Réseau et liens avec les Comités Villageois de Développement (CVD), les Comités de Développement de District (CDD), les organismes gouvernementaux • Comités locaux de gestion des catastrophes
	4.2 Systèmes d'assistance mutuelle qui coopèrent avec la collectivité et d'autres structures formelles consacrées à la gestion des catastrophes	• Plan préparé pour la gestion communautaire des catastrophes (GCC)	
	4.3 Accès de la collectivité aux services sociaux de base		• Réseaux avec CVD et CDD
	4.4 Canaux établis de communication et d'information sociales ; pas d'isolement des personnes vulnérables	• Panneaux d'alerte	• Accès à un système d'alerte précoce (DIPECHO) • Panneaux d'alerte
	4.5 Connaissance et expérience collective de gestion de précédentes difficultés	• Profil historique des aléas • Étude fondamentale	• Connaissance collective
5. Outils financiers	5.1 Base d'actifs des foyers et de la collectivité suffisamment large et variée pour soutenir les stratégies de survie en cas de crise	• Épargne	• Épargne / crédit / génération de revenus • Base d'actifs améliorée
	5.2 Coûts et risques des catastrophes partagés grâce à une propriété collective d'actifs de groupe / de collectivité	• Ressources des CVD utilisées pour la protection	

Composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Activités communautaires de SAHAMATI	Activités communautaires de MADE
	5.3 Existence de plans d'épargne et de crédit communautaires / de groupe, et / ou accès à des services de microfinance	• Épargne	• Groupes d'épargne – femmes, usagers de la forêt
	5.5 Le fonds communautaire pour les catastrophes met en œuvre des activités de RRC, de réponse et de relèvement	• CVD, CDD et groupes forestiers y contribuent	
6. Protection physique ; mesures structurelles et techniques	6.2 Sécurité des droits fonciers de propriété / bail. Niveau faible / minimal de sans logis et sans terre.	• Propriété foncière	• Propriété foncière • Sans terre
	6.3. Site sain : équipement et membres de la collectivité non exposés aux aléas dans les zones à haut risque au sein de la localité et / ou relogés en dehors des sites dangereux	• Sites sains	
	6.4 Mesures structurelles d'atténuation en place pour protéger contre les menaces principales, construites en utilisant, autant que possible, la main d'œuvre, les savoir-faire, les matériaux et technologies appropriées locaux.	• Agrandissement de citerne à eau • Canal d'irrigation	• Détournement d'inondation, récolte d'eau, technologie locale
	6.10 Infrastructure et équipements publics pour répondre aux besoins de gestion d'urgence		• Système d'alerte précoce (DIPECHO)
	6.12 Infrastructures et raccordements de transport / services résilients	• Infrastructure	
7. Régimes de planification	7.1 Prises de décisions communautaires, relatives à l'utilisation et à la gestion des sols, prenant en compte les risques d'aléas et les vulnérabilités	• Gestion publique des terres	
	7.2 Plans locaux (communautaires) concernant les catastrophes, introduits dans la planification du développement et de l'occupation des sols par le gouvernement local	• Plan GCC • Plan CVD	• Planification avec CVD et GCC

Étude de cas 3 :

Utiliser les *Caractéristiques* pour une évaluation préliminaire des savoir-faire et des lacunes

Organisation : Tearfund avec des partenaires locaux au Malawi

Auteur : Oenone Chadburn oenone.chadburn@tearfund.org

Objet

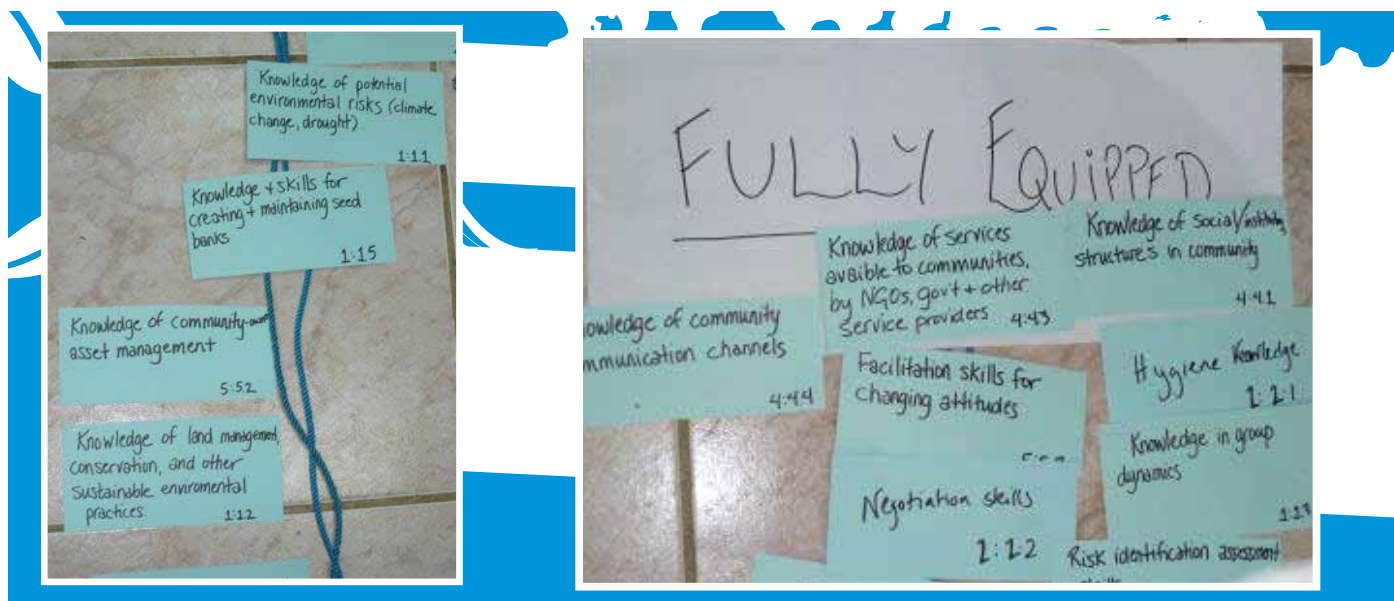
Tester l'utilité des *Caractéristiques* en tant qu'outil pour l'évaluation préliminaire des capacités et des savoir-faire des praticiens de GC, ainsi que pour identifier les savoir-faire supplémentaires nécessaires pour réaliser les objectifs du programme. L'exercice a été organisé à Zomba dans le sud du Malawi, avec 20 membres du personnel de terrain et de gestion, venus d'un consortium de partenaires de longue date de Tearfund dans la gestion des catastrophes (GC).

Méthodologie

L'exercice a été organisé pendant une après-midi (quatre heures) dans un centre de conférences. Il a été présenté par une seule personne, à l'aide de PowerPoint, d'un tableau-papier et de cartes de couleurs ainsi que d'activités et discussions interactives. Il aurait été impossible en une seule séance de passer en revue une capacité à l'aune de toutes les caractéristiques, c'est pourquoi le domaine thématique 4 (Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité) a été choisi comme base de la discussion.

Le processus a été le suivant :

- Une présentation de la mise au point des *Caractéristiques* (c'est-à-dire : raison d'être de l'ouvrage et processus de sa conception). Il faut voir l'ouvrage comme...
 - Une vision d'une collectivité résiliente face aux catastrophes dans un monde parfait, à partir de laquelle les résultats voulus pour une collectivité peuvent être identifiés.
 - Un ouvrage de référence, pas un outil : c'est-à-dire que *Caractéristiques* a besoin d'être modifié et adapté selon les divers cultures, aléas et étapes du cycle de projet.
 - Un « menu » d'une grande diversité d'interventions de RRC, qui pourrait être à usage immédiat comme ressource dans le travail au jour le jour de praticiens de RRC et de développement.
- Un passage en revue plus approfondi du domaine thématique 4 pour s'assurer d'une compréhension de base du concept des *Caractéristiques*. Le groupe a été aussi introduit à l'analyse des besoins de formation et aux sous-groupes utilisés dans ce modèle : savoirs, savoir-faire et attitudes.
- Il a ensuite été demandé aux praticiens d'avoir un échange tous azimuts sur tout ce qui concernait les savoirs, les savoir-faire et les attitudes qu'on attend d'eux pour concevoir et mettre en œuvre les activités de projet qui transmettraient les caractéristiques figurant dans le domaine thématique 4, composante 2 (Santé et Bien-être). Il a été conseillé aux praticiens de rester dans le cadre de la mission de leur organisation. Par exemple, si une ONG ne fournissait pas de services médicaux, ils étaient encouragés à étudier comment de tels services pourraient être fournis par des partenariats ou incorporés dans un plan de plaidoyer.
- Travaillant en deux groupes distincts, un groupe a ensuite étudié les composantes de résilience 3, 6 et 7 (Moyens durables d'existence, Protection physique et Régimes de planification respectivement), pendant que l'autre groupe étudiait les composantes 1, 4 et 5 (Gestion de l'environnement et des ressources naturelles, Protection sociale et Outils financiers). Trois ensembles de cartes de couleur ont été donnés pour représenter les savoirs, savoir-faire et attitudes. Chaque groupe a alors exécuté un exercice similaire à l'exercice mentionné ci-dessus pour la composante 2, en faisant en sorte que chaque carte fasse également référence à une caractéristique individuelle d'une collectivité résiliente face aux catastrophes.
- Après un moment, les deux groupes se sont réunis à nouveau et chaque sous-groupe a présenté ses résultats et a regroupé les savoirs, savoir-faire et attitudes similaires.
- Une cordelette a ensuite été placée par terre et trois titres ont été ajoutés en haut, au milieu et au bas de la cordelette disant : « Très bonne maîtrise », « Capacité moyenne » et « Notions limitées ». On a ensuite demandé au grand groupe de choisir où il placerait les cartes sur la cordelette (voir les photographies).



- À la fin, les membres ont réfléchi aux savoirs, savoir-faire et attitudes que le groupe pensait posséder et ne pas posséder, et sur la façon de les obtenir, les améliorer ou les partager.

Résultats

- L'exercice de la cordelette a montré où se trouvaient les forces et où se trouvaient les faiblesses dans la capacité à exécuter les *Caractéristiques*. Les groupes de cartes ont été majoritairement placés entre les titres « Très bonne maîtrise » et « Capacité moyenne », avec un faible flux vers le bas, vers « Notions limitées ». Il a mis en lumière les domaines où un plus grand développement de capacité, un partage des savoir-faire entre les partenaires ou, au contraire, l'apport de services de la part d'autres organisations étaient nécessaires.
- Les partenaires ont reconnu le besoin et l'avantage de se soutenir mutuellement, en termes de partage des savoir-faire / capacités, et le besoin de travailler en partenariat avec le gouvernement et les collectivités locales. Ils ne possédaient pas, à eux seuls, tous les savoir-faire nécessaires.
- Toutes les caractéristiques ont trouvé un écho dans la situation du Malawi. Certaines ont été plus difficiles à appliquer que d'autres, mais les praticiens ont été tout de même capables de voir les lacunes dans leur conception et leurs approches personnelles de projet qui nécessitaient d'être comblées.
- Tous les partenaires ont clairement constaté qu'une expertise technique en profondeur était nécessaire pour mettre en œuvre certaines activités de RRC. Par exemple : la plupart faisaient déjà appel à des spécialistes agricoles, mais n'avaient pas encore vraiment reconnu leur valeur. De même, ils ont pris conscience de la somme de savoirs environnementaux indispensable pour soutenir efficacement les collectivités.
- Les praticiens ont aimé débattre de la capacité nécessaire pour les *Caractéristiques*. Cela leur a permis d'étudier de près chaque caractéristique, en identifiant souvent des comparaisons entre les caractéristiques de RRC et les moyens durables d'existence, la protection sociale et les bonnes pratiques agricoles (entre autres).

Leçons apprises

- Les conclusions en termes de capacités des partenaires sont pour l'essentiel propres au Malawi ; des résultats différents auraient sans doute été identifiés si l'exercice avait été fait dans un autre pays.
- Un exercice de ce type exige beaucoup de motivation de la part du personnel. Dans le cas présent, avec la participation de professionnels du développement et de spécialistes techniques, il a été possible d'utiliser l'expérience pour réfléchir en profondeur sur la présence / l'absence de savoir-faire essentiels.
- La séparation selon des cartes de couleurs différentes pour Savoirs, Savoir-faire et Attitudes n'était pas vraiment nécessaire pour la nature générale de cet exercice, mais elle pourrait s'avérer bénéfique pour une approche plus ciblée.
- L'exercice serait plus utile s'il était fait avec un groupe d'organisations qui commenceraient à envisager un partenariat ; il leur permettrait de voir la nécessité et les avantages de partenariats stratégiques.

- Certaines organisations peuvent être réticentes à exprimer les domaines de capacité limitée, bien que, pour cet exercice, « plus on était nombreux, moins il y avait de danger », parce que la dernière partie a été faite comme un consortium collectif et aucune organisation ne s'est sentie mise à nu.
- L'exercice nécessite une journée complète si l'on veut parvenir à un plan d'action collectif bien pensé. Les contraintes de temps ont signifié que, pour ce groupe, les membres ont été encouragés à ne pas réfléchir trop profondément sur chaque question !
- Un processus fort de planification d'action devrait être incorporé dans la procédure si l'on veut obtenir un effet complet et une valeur à plus long terme. Sinon, restreindre l'exercice pour se concentrer sur une série pré-établie de caractéristiques pourrait être utile.
- Au cours de l'exercice, le volume des savoirs nécessaires pour l'environnement favorable est devenu très clair (par exemple, connaissance des droits et garanties des bénéficiaires, ainsi que les engagements politiques et les apports que le gouvernement et les autorités locales ont vis-à-vis des collectivités).



Étude de cas 4 :

« Personnaliser » les *Caractéristiques* pour une réduction des risques centrée sur l'enfant

Organisation : Plan International

Auteurs : Nick Hall nick.hall@plan-international.org

Kelly Hawrylyshyn kelly.hawrylyshyn@plan-international.org

Introduction

Plan International a utilisé les *Caractéristiques* pour planifier, suivre et revoir son travail de RRC centré sur l'enfant (RRC-CE). Au lancement de son initiative de RRC-CE, Plan avait été quelque peu incertain quant à la meilleure façon de concevoir le travail étant donné que, comme c'était le cas de nombreuses organisations, il n'existait pas de cadre accepté de façon générale pouvant servir de base. Le projet de RRC-CE a néanmoins commencé en vue de tester la validité des cinq domaines d'actions précisés dans le Cadre de Hyogo. Plan est ensuite entré dans le consortium d'ONG qui a commandé la production des *Caractéristiques* et s'est par la suite engagé à les tester et à les utiliser pour peaufiner son travail. Cette étude de cas décrit comment cela a conduit à la mise au point d'un modèle de résilience centré sur l'enfant. Le modèle présente des indicateurs de résultats pour la RRC centrée sur l'enfant qui peuvent servir au développement, au suivi-évaluation et au plaidoyer pour des programmes et des projets.

Objet

L'idée de Plan en s'engageant avec les *Caractéristiques* était de mettre au point une ressource pratique qui puisse servir aux programmes nationaux pour concevoir, mettre en œuvre et faire le bilan des progrès de leur travail. Les consultations régionales avec du personnel de RRC ont fait apparaître qu'avant qu'une organisation puisse mettre en œuvre les *Caractéristiques*, il faudrait que ces dernières s'alignent plus étroitement avec son approche actuelle des programmes de développement communautaire centré sur l'enfant.

Méthodologie

Plan a commencé par tester les *Caractéristiques* au cours de rencontres destinées à introduire les concepts de RRC aux collègues travaillant dans des pays vulnérables aux conséquences d'aléas naturels. Quatre ateliers ont été organisés, un dans chacune des régions où Plan travaille (Amérique latine, Asie, Afrique de l'Est et du Sud).

Après avoir présenté la RRC et le concept de résilience communautaire, les participants ont cartographié le travail de programme existant de Plan et l'ont étudié en regard des cinq domaines thématiques des *Caractéristiques*. Cela s'est déroulé comme suit :

1. Pour un travail en groupes, il a été demandé aux participants à l'atelier de : « Dresser la liste de toutes les activités que Plan met en œuvre actuellement et qui vont dans le sens de la construction de la résilience communautaire. » Chaque activité a été notée sur un post-it.
2. Le facilitateur de l'atelier a ensuite affiché les titres des cinq domaines thématiques (Gouvernance, Évaluation des risques, Savoirs et éducation, Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité, Préparation aux catastrophes et réponse) autour de la pièce. Les membres du groupe ont alors dû parler entre eux pour classer leurs réponses individuelles selon chacun des domaines thématiques. Tous les groupes ont alors affiché leur post-it en conséquence.
3. Il a ensuite été demandé à un volontaire de chaque groupe de lire l'ensemble des réponses regroupées sous chaque domaine thématique, le facilitateur apportant sa part et interrogeant pour savoir si une autre classification devrait être envisagée.
4. Ce processus achevé, le facilitateur a passé en revue les résultats et demandé :
 - a) Y a-t-il un domaine thématique où Plan semble être moins engagé (c'est-à-dire : qui a généré moins de post-it) ? Pourquoi ?
 - b) Quelles interventions supplémentaires pourraient être entreprises dans le cadre de ce domaine thématique ?
5. Chaque groupe a ensuite présenté son travail de groupe au groupe plus grand pour que les réponses fournies au début de l'exercice soient complétées par de nouvelles idées suite à un accord consensuel.

Ayant situé le travail centré sur l'enfant effectué par Plan dans le cadre des *Caractéristiques*, le personnel s'est senti plus à l'aise avec le concept de résilience, grâce à la prise de conscience que Plan fait déjà beaucoup de travail qui contribue en fait à la construction de la résilience communautaire face aux catastrophes.

Les informations, rassemblées grâce à cet exercice, organisé dans les quatre ateliers régionaux, ont été consolidées par le personnel du Programme de RRC de Plan UK avec l'aide de consultants extérieurs et sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Domaine thématique	Principaux éléments de l'approche de RRC centrée sur l'enfant pratiquée par Plan
Gouvernance	• Participation • Développement organisationnel • Développement de ressources • Partenariats • Plaidoyer
Évaluation et planification des risques³⁵	• Évaluation de la vulnérabilité et de la capacité des écoles et des collectivités • Préparation de RRC et plan d'urgence dans les écoles et les collectivités
Savoirs et éducation	• Sensibilisation • Renforcement de capacités • Recherche et apprentissage
Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité	• Prévention et atténuation des catastrophes
Préparation aux catastrophes et réponse	• Activités de préparation • Réponse aux catastrophes • RRC dans le relèvement post-catastrophe

La seconde étape de l'adoption par Plan des *Caractéristiques* consistait à les aligner avec les principes de la Convention internationale des Droits de l'enfant, établie par les Nations Unies. Le but était de s'assurer que le travail de Plan sur les droits de l'enfant à la vie, à la protection, au développement et à la participation soit plus clairement reflété et en phase avec les cinq domaines thématiques.

Les résultats que le programme de RRC de Plan cherchait à obtenir en termes de changements dans la vie des enfants et des collectivités ont été identifiés pour chacun des éléments importants ci-dessus d'une approche de RRC centrée sur l'enfant. La formulation des *Caractéristiques* a ensuite été modifiée pour convenir à l'approche centrée sur l'enfant de Plan.

Par exemple : pour ce qui est des caractéristiques d'un environnement favorable, le travail pour parvenir aux résultats escomptés était centré sur le rôle des personnes ayant des obligations à tous les niveaux : administration locale, gouvernement national et société civile. Ces rôles étaient accompagnés d'un ensemble de questions pour inciter le personnel et les partenaires à réévaluer leur rôle dans la réalisation de ces résultats escomptés et dans la vérification qu'ils étaient conformes aux principes fondamentaux des droits de l'enfant et du développement durable (y compris l'intérêt supérieur de l'enfant, la non-discrimination, l'impact environnemental et la pérennité).

Le tableau qui suit illustre les résultats de ce processus, pour l'un des domaines thématiques : Savoirs et éducation (l'ensemble complet des tableaux couvre tous les domaines thématiques des *Caractéristiques* et les éléments importants personnels de Plan).

³⁵ Dans *Caractéristiques*, la planification est incluse dans le domaine thématique 1 (Gouvernance). Cependant, Plan a pensé qu'en pratique, la planification a tendance à être mise en œuvre parallèlement à l'évaluation préalable des risques et il l'a donc placée dans le domaine thématique 2 (Évaluation des risques).

Tableau : Résultats centrés sur l'enfant de Savoirs et éducation

Résilience face aux catastrophes Résultats au niveau des détenteurs de droits	Environnement favorable Résultats au niveau des personnes ayant des obligations
Enfants et collectivités	Administration locale
Sensibilisation - Grâce à des formations et des activités éducatives scolaires et communautaires, les enfants et les jeunes (EJ), y compris les filles et les garçons vulnérables, sont conscients et informés des risques de catastrophe et de comment les gérer. - Des campagnes de sensibilisation, destinées à l'ensemble de la collectivité, ont été organisées avec la participation des EJ en faisant intervenir diverses formes de communications convenant à tous les âges ainsi qu'aux capacités et sexes différents, et culturellement appropriées. - La totalité de la collectivité est consciente et au courant des risques de catastrophes et de comment les gérer. - Les membres de la collectivité font preuve d'attitudes et de comportements positifs vis-à-vis de la réduction des risques et de la participation de EJ à la gestion de la RRC et des catastrophes.	- L'administration locale offre aux EJ des occasions pour participer à des activités de sensibilisation à la RRC. - La RRC fait partie du programme scolaire et entre également dans des activités éducatives informelles.
	Gouvernement national
	- Le gouvernement national offre aux EJ des occasions pour participer à des activités de sensibilisation à la RRC. - La RRC fait partie du programme scolaire national.
	Société civile
Renforcement de capacités Les EJ et les membres de la collectivité ont été formés et ont les savoir-faire leur permettant de mettre en œuvre les actions qui ont été fixées dans les plans de RRC.	- Les organisations intermédiaires favorisent les activités de sensibilisation et d'éducation à la RRC, faites par des enfants et des collectivités. - Les organisations médiatiques participent à la communication des risques, des mesures pour les gérer et du rôle des EJ dans la RRC. - Les institutions universitaires favorisent la recherche locale sur le rôle des EJ dans la RRC et sur les processus et pratiques de RRC centrés sur les enfants ; elles utilisent les résultats pour accroître la sensibilisation et la connaissance sur le rôle des EJ dans la RRC au niveau tant national qu'international grâce à des articles et des présentations.
Recherche et apprentissage - Les EJ ont les savoir-faire nécessaires pour rechercher, documenter et communiquer leurs expériences de RRC à des auditoires différents à l'aide de diverses formes de communication. - Les EJ et les groupes de la collectivité suivent et évaluent régulièrement les activités de RRC où ils sont impliqués et utilisent les leçons qu'ils ont apprises pour modifier leur pratique future.	
Rôle de Plan : Dans quelle mesure Plan a-t-il contribué à ces changements ?	
Centrage sur l'enfant : Dans quelle mesure le changement affecte-t-il les enfants (positivement ou négativement) ?	
Intérêt supérieur de l'enfant : Y a-t-il eu une quelconque retombée négative sur les enfants ?	
Non-discrimination et inclusion : À qui profite le changement ? À qui ne profite-t-il pas ? Pourquoi ? (En faisant particulièrement attention au sexe, à l'âge, à la diversité culturelle et à la vulnérabilité.)	
Impact environnemental : Les changements ont-ils eu un impact positif ou négatif sur l'environnement ?	
Pérennité : Dans quelle mesure le changement sera-t-il durable ? Quelle est la mesure de résilience du changement ?	

Résultats

Les caractéristiques centrées sur l'enfant sont maintenant utilisées par le personnel de Plan et les organisations partenaires pour concevoir de nouveaux programmes de RRC centrés sur l'enfant, pour le plaidoyer, le suivi et l'évaluation, ainsi que pour mettre au point des propositions avant de les soumettre aux bailleurs de fonds pour un financement.

Au Bangladesh, elles ont servi à concevoir une étude de base pour un projet DIPECHO financé par l'Union Européenne. Elles ont constitué la structure de discussions en groupe avec des enfants et des membres de la collectivité. À la fin du projet, les tableaux de résultats ont également servi de cadre à une série d'études de cas sur les leçons, les difficultés et les opportunités mises en lumière par les projets.

Au Salvador, Plan a utilisé les caractéristiques centrées sur l'enfant pour organiser une étude diagnostique de résilience dans cinq collectivités (quatre d'entre elles ayant participé aux activités de projet centrées sur l'enfant et une collectivité extérieure servant de groupe témoin). Les résultats ont servi à planifier une stratégie de programme pour renforcer la capacité des comités de gestion de catastrophe de l'administration locale, dans quatre municipalités. Les *Caractéristiques* ont aidé à identifier les priorités et ont servi de cadre aux plans d'action, en définissant les rôles et les responsabilités des divers acteurs. Les indicateurs de S-E pour évaluer ce travail sont tirés directement des caractéristiques centrées sur l'enfant.

Effets

Les *Caractéristiques* ont fourni le fondement et une ressource pour mettre au point un cadre conceptuel pour la RRC centrée sur l'enfant. Plan a pu l'utiliser de plusieurs façons pour soutenir :

- La recherche directe, en suscitant des questions reposant sur les *Caractéristiques* à l'usage des discussions de groupe qui ont été organisées dans le cadre des études de base de projet au Bangladesh, au Cambodge et en Équateur.
- La planification, grâce à la mise au point d'une ressource pour aider le personnel à identifier des zones potentielles d'intervention.
- L'analyse de programme, en pourvoyant un cadre pour l'analyse situationnelle (diagnostic) appliqué au travail de gestion des catastrophes au niveau municipal au Salvador.
- Le plaidoyer mondial, en suscitant des questions pour les enquêtes organisées dans 13 pays auprès de plus de 800 enfants. Les résultats de l'enquête ont servi de preuve et de données pour le rapport supplémentaire centré sur l'enfant du bilan *Vues du front*, organisé par le Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes et présenté à la Plateforme mondiale 2009 du SIPC des Nations Unies. (Les résultats du bilan de Vues du front par les enfants sont disponibles à http://www.plan-uk.org/pdfs/Children_on_the_Frontline_GP_report.pdf.)

Leçons apprises

Les *Caractéristiques* sont un ouvrage très complet, couvrant tous les aspects de gestion des risques de catastrophe qui expliquent la résilience d'une collectivité. Cependant, étant donné l'étendue et la profondeur de cette approche holistique de la gestion des risques de catastrophes, il est indispensable de choisir les caractéristiques qui sont les plus pertinentes pour une intervention particulière, et de les expliquer dans un langage simple, convivial et non technique. Pour être véritablement utiles au niveau local, elles doivent être compréhensibles, surtout par les collectivités et les enfants vulnérables.

En présentant *Caractéristiques*, Plan a trouvé préférable de commencer par laisser les personnes étudier leur propre compréhension de la résilience en facilitant des discussions ouvertes sur le travail en cours qui semble promouvoir la résilience locale face aux catastrophes. Cette première étape a été très importante. Construire à partir de connaissances existantes a contribué à vaincre la résistance à l'idée que *Caractéristiques* était un nouvel outil pesant.

En outre, on a trouvé que l'interdépendance des *Caractéristiques* occasionnait un degré supplémentaire de complexité. Par exemple : des éléments des domaines thématiques Gouvernance et Savoirs et éducation peuvent être considérés comme transversaux dans tous les domaines thématiques. Pour traiter cette difficulté, Plan a regroupé les caractéristiques selon les activités de projet typiques comme la sensibilisation, le renforcement de capacité, la recherche et les apprentissages. Ceci a permis au personnel de Plan d'identifier les liens entre le travail qui tombait entre les domaines thématiques ainsi que celui qui tombait dans ces domaines, ce qui a simplifié les processus de planification.

Plan a demandé le soutien d'experts techniques sur les droits de l'enfant pour aider à adapter les *Caractéristiques* afin de les faire entrer dans le cadre des droits de l'enfant. Cette expertise a permis à ce que les caractéristiques individuelles soient plus clairement liées aux besoins, capacités et droits des enfants.

Au cours de l'exercice de validation, Plan a conclu que les *Caractéristiques* doivent toujours être adaptées et simplifiées pour convenir aux capacités et contextes locaux.

Étude de cas 5 :

Planification stratégique à l'aide des *Caractéristiques*

Organisation : Christian Aid

Auteur : José Luis Penya jlpenya@christian-aid.org

Objet

Cette étude de cas montre comment les *Caractéristiques* ont été utilisées pour guider la mise au point d'une stratégie régionale couvrant tant la RRC que l'ACC en Amérique centrale.

En 2008, dix ans après l'ouragan Mitch, Christian Aid et ses partenaires ont entrepris la tâche de mettre à jour leur approche régionale de RRC, en faisant le point sur les leçons tirées de la dernière stratégie (2003-2008) et en étudiant les implications du changement climatique pour la vie et les moyens de subsistance des personnes pauvres et marginalisées en Amérique centrale.

Méthodologie et défis

Christian Aid est une organisation qui repose sur le partenariat et, pour cette raison, la planification stratégique a été entreprise par un processus conjoint avec ses partenaires au Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua, les quatre pays actuellement inclus dans le programme d'Amérique centrale.

En août 2008, le personnel de Christian Aid a ébauché les objectifs stratégiques lors d'une réunion du personnel régional qui s'est tenue à Tegucigalpa. Après cela, Christian Aid a convoqué un atelier pour discuter de ces objectifs avec les organisations partenaires et pour mettre au point en commun les lignes stratégiques d'action ou, en d'autres termes, les domaines de programme. L'atelier a eu lieu à Copan (Honduras) du 24 au 26 septembre 2008, avec des représentants des quelque 20 organisations.

Pendant la première moitié de l'atelier, les participants ont passé en revue les résultats de la stratégie précédente et étudié les différentes options pour la mettre à jour, y compris l'action-recherche, les approches de RRC fondée sur les droits et l'utilisation des *Caractéristiques* pour la conception de projet. Pendant la deuxième moitié, ils se sont retrouvés par groupes nationaux, les responsables programme des pays de Christian Aid agissant en qualité de facilitateurs. Les groupes homogènes ont eu la préférence par rapport au mélange aléatoire de participants parce que :

1. Les organisations du même pays avaient une longue histoire de coopération et connaissaient déjà une dynamique interne de groupe. La facilitation par le responsable pays avait pour objectif de multiplier cet effet.
2. Les aléas et les vulnérabilités d'un seul pays sont mieux compris et plus faciles à traiter que ceux qui résultent de groupes inter-pays.

On a demandé aux groupes de choisir trois composantes de résilience comme « lignes d'action » prioritaires. Ils ont travaillé en deux sessions distinctes de 90 minutes, une pour le plaidoyer et la deuxième pour le travail communautaire, à l'aide respectivement des domaines thématiques 1 (Gouvernance) et 4 (Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité), comme point de départ des discussions de groupe. Après une heure, les groupes ont fait un rapport sur les composantes choisies et les raisons à l'appui de leurs décisions. Les composantes choisies par chaque groupe national ont été alors comparées dans une session ouverte et les priorités régionales ont été choisies sur le critère simple du consensus :

1. Les composantes choisies par plus de la moitié du nombre de groupes (trois groupes dans le cas présent) ont été prises comme priorités principales.
2. Les composantes choisies par deux groupes ont été incluses comme priorités secondaires.
3. Les composantes choisies par un seul groupe ont été rejetées comme priorités régionales, les participants ayant toutefois la possibilité de garder ces résultats pour un usage ultérieur au niveau du pays.

Résultats

Les résultats de l'atelier ont été repris par Christian Aid et transmis au personnel pour écrire une ébauche de stratégie. En novembre 2008, le document final a été présenté à l'approbation du personnel régional et transmis aux partenaires. L'ensemble du processus a pris quatre mois, délai raisonnable pour une stratégie quinquennale.

La méthodologie a produit un consensus rapide et fort sur les priorités au niveau régional (les priorités sont dans l'encadré ci-dessous). Étant donné les complexités en jeu, le résultat n'a été, de façon surprenante, l'objet d'aucune controverse et a été considéré comme étant très bien en ligne avec les tendances à long terme tant du personnel de Christian Aid que des organisations partenaires.

L'utilisation des *Caractéristiques* comme guide des discussions en petits groupes a eu deux conséquences supplémentaires :

1. Elle a fait des *Caractéristiques* le cadre accepté pour le développement ultérieur des domaines du programme (au niveau du projet, par exemple).
2. Elle a transformé les *Caractéristiques* en quelque chose proche d'un document de référence pour la résolution des conflits, la discussion des détails et les clarifications pour les organisations travaillant en RRC et ACC.

Grandes lignes de la stratégie de réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique, adoptée par les partenaires de Christian Aid pour l'Amérique centrale

LIGNE D'ACTION 1 : PLAIDOYER

Priorité maximale : Politiques, planification, priorités et engagement politique envers la RRC et ACC.

Priorités secondaires :

- Systèmes juridiques et réglementaires
- Partenariats
- Redevabilité et participation communautaire.

LIGNE D'ACTION 2 : TRAVAIL COMMUNAUTAIRE

Priorités maximales :

- Capital naturel : gestion des ressources environnementales et naturelles, comprenant l'adaptation au changement climatique
- Moyens durables d'existence.

Priorités secondaires :

- Santé et bien-être
- Protection physique, mesures structurelles et techniques
- Systèmes de planification.



Recommandations

1. Intégration entre les différentes communautés de pratique : L'utilisation des *Caractéristiques* peut aider à naviguer dans les complexités du travail avec un groupe divers d'organisations partenaires dans le domaine de la réduction de risques et l'adaptation, une zone de grisaille où les différentes communautés de pratique se recoupent, chacune portant sa propre charge conceptuelle.

La mise au point des lignes stratégiques de RRC et d'ACC fait intervenir des sources de complexités qui ont été aplanies par l'utilisation des *Caractéristiques*. La première est le point généralement controversé de savoir si le travail autour du changement climatique doit être intégré aux autres domaines de gestion des risques ou s'il doit être traité comme un thème séparé. De plus, les participants devaient naviguer entre les autres domaines de dispute comme l'intégration

du plaidoyer et de la fourniture de services et comme les liens entre l'urgence et le développement. Enfin, le résultat doit respecter les engagements à long terme des organisations individuelles envers des secteurs spécifiques comme l'eau, les ressources naturelles, les questions liées aux hommes et aux femmes ou l'agriculture.

L'utilisation des *Caractéristiques* a été essentielle pour naviguer entre toutes ces contraintes, parce qu'elles ont fourni un cadre souple pour combler les lacunes et bâtir une compréhension commune entre les différentes communautés de pratique comme, par exemple, les organisations reposant sur les besoins et les groupes reposant sur les droits, spécialistes en secours et développement ou militants sur les questions liées au sexe et à l'environnement. Parmi les éléments du document qui se sont révélés particulièrement utiles pour cela on peut noter :

- Le nombre élevé d'éléments individuels disponibles, faisant ressentir aux différentes communautés de pratique que leurs centres particuliers d'intérêt étaient bien représentés et pris en compte.
- L'articulation entre les domaines thématiques généraux et les composantes de résilience rassemblant des ensembles plus spécifiques d'indicateurs, permettant aux participants de trouver les domaines pertinents et de les assimiler rapidement aux secteurs de travail et aux activités qui leur étaient familiers.
- La présentation parallèle des indicateurs de « collectivité » et « d'environnement favorable », facilitant la discussion conjointe du plaidoyer local et des composantes de fourniture de service.

2. Diversité et expertise de l'équipe : Le principal effet du document est sa capacité notoire à centrer la discussion et à accélérer le consensus. Pour tirer le meilleur parti de cet effet, les participants doivent bien connaître le document avant l'atelier. L'utilisation de groupes de discussion homogènes sur un seul pays a également favorisé l'effet.

Deux autres éléments ont contribué à ce succès :

- Tous les participants appartenaient à des partenaires engagés, ayant de l'expérience en RRC, moyens de subsistance et domaines connexes et ayant un intérêt explicite pour l'étude de nouveaux domaines de travail sur le changement climatique.
- La plupart des participants connaissaient à l'avance le document et, dans certains cas, l'avaient déjà utilisé pour des besoins de suivi ou de conception de projet.

Étude de cas 6 :

Utiliser les *Caractéristiques* pour des bilans et des évaluations

Organisation : Christian Aid

Auteur : Cristina Ruiz cruiz@christian-aid.org

Objet

Dans le cadre du bilan à mi-terme d'un programme mondial majeur de RRC, financé par le DFID, Christian Aid a utilisé les *Caractéristiques* pour développer plus loin les indicateurs de résultats dans le cadre logique du programme. Les indicateurs ont servi à former le cahier des charges pour le bilan à mi-terme du programme au Honduras, au Malawi et au Bangladesh.

Méthodologie et défis

Une équipe internationale de projet (neuf personnes) a cherché comment réduire le nombre d'indicateurs qui figuraient dans le cadre logique original et les rendre plus mesurables, en ayant un bon équilibre entre les indicateurs qualitatifs et quantitatifs.

Pour structurer ce processus, il a été fait référence aux sections pertinentes du document *Caractéristiques* qui pouvaient contribuer au développement des indicateurs. Ainsi, les indicateurs de résultats ont été individuellement liés aux domaines thématiques et aux composantes de résilience qui pouvaient contribuer à évaluer le niveau de réalisation de cet indicateur. Dans certains cas, la formulation des indicateurs a ensuite été revue en utilisant les *Caractéristiques* comme guide.

Il est important de remarquer que cet exercice a été fait à mi-parcours de la mise en œuvre du programme : il n'a donc pas été possible de remplacer les indicateurs ou d'en ajouter de nouveaux dans le cadre logique (agréé par les bailleurs de fonds). Par contre, les indicateurs pouvaient être modifiés en les décomposant, les reformulant ou les clarifiant. Pour l'équipe c'était un défi, mais aussi une occasion d'ajouter des précisions supplémentaires aux « anciens » indicateurs pour mesurer vraiment la résilience.

Par exemple : dans le cas d'un indicateur faisant référence à « Stratégies utiles / positives en place qui réduisent la vulnérabilité de la collectivité face aux risques », l'équipe a décidé de citer les sept composantes de résilience du domaine thématique 4 (Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité) et leurs caractéristiques associées, pour venir à l'appui de la décision de qualifier une stratégie particulière d'« utile ou positive ».

Résultats

Le tableau ci-dessous montre comment certains des indicateurs originaux ont été reformulés dans le cadre logique. Le texte en italiques se rapporte aux sections des tableaux des *Caractéristiques* qui aideront Christian Aid et ses partenaires à mesurer les nouveaux indicateurs.

Indicateurs de résultats du cadre logique original (Janvier 2006)	Indicateurs de résultats révisés, à l'aide des <i>Caractéristiques</i> (Juin 2008)
• Pour Christian Aid (CA), incorporation de l'approche et des indicateurs de RRC dans les stratégies soutenant les thématiques communes et dans les stratégies régionales en Afrique, Amérique latine / Caraïbes et Asie / Moyen-Orient qui sous-tendent le cadre commun 2005-2010 • Performance positive par comparaison avec les indicateurs définis dans la stratégie commune de CA – objectif 1 : moyens sûrs de subsistance et objectif 3 : gouvernance • Apprentissages positifs reproduits	1. Incorporation de l'approche et des indicateurs de RRC ainsi que de leur acceptation dans les stratégies de soutien de CA qui sous-tendent le cadre commun 2005-2010 ; au niveau commun et dans les stratégies régionales en Afrique, Amérique latine et Caraïbes, et en Asie / Moyen-Orient 2. Matériels appropriés d'apprentissage (information, communication, éducation) sur la RRC produits par CA ou d'autres sources, diffusés (par différentes formes de média) et utilisés. <i>Devant être conduit par le domaine thématique 3, composantes 1 à 5</i>

Indicateurs de résultats du cadre logique original (Janvier 2006)	Indicateurs de résultats révisés, à l'aide des <i>Caractéristiques</i> (Juin 2008)
• Adoption et sensibilité accrues des approches de RRC et d'APA (apprentissage partagé en action) dans la planification de développement et d'urgence dans l'ensemble de CA et des partenaires • Matériel d'apprentissage sur la RRC produit par CA et d'autres sources • Comités / bénévoles / agents gouvernementaux de vulgarisation reproduisant les connaissances par l'action pratique • Propositions reçues reflétant les apprentissages de RRC • Au moins cinq liens créés avec des institutions universitaires ou autres pour produire et propager les documents d'apprentissage, les publications revues par des pairs et les présentations à des séminaires appropriés nationaux ou internationaux • Publication d'un rapport « apprentissages » final • Nombre d'évaluations des risques effectuées • Nombre de stratégies de moyens d'existence durables en place • Changements au niveau des politiques • Nombre et régularité des tables rondes ou forums de rencontre • Échelle et portée de la participation active des partenaires dans des réseaux de plaidoyer • Nombre d'activités d'échange entre les partenaires • Média servant à diffuser les informations (programmes radio, séminaires) • Démarrage d'au moins une initiative commune avec d'autres organisations britanniques et / ou réseaux œcuméniques • Commentaires positifs de la part des collectivités sur les initiatives de réduction des risques	3. Apprentissages positifs reproduits au niveau communautaire (comités, bénévoles, agents gouvernementaux de vulgarisation) 4. Propositions reçues des partenaires et actions pratiques dans la mise en œuvre de projets reflétant les apprentissages de RRC 5. Échelle et étendue des membres actifs, de CA et chez les partenaires, engagés dans des réseaux de plaidoyer engendrant des changements au niveau des politiques 6. Nombre d'activités d'échange entre les partenaires débouchant sur des apprentissages et innovations au sein des organisations 7. Liens productifs créés avec des institutions universitaires, scientifiques ou autres pour produire et propager les documents d'apprentissage, les publications revues par des pairs et les présentations à des séminaires appropriés nationaux ou internationaux 8. Nombre et qualité d'évaluations communautaires participatives entreprises, efficaces, actives et en temps opportun. <i>Devant être conduit par le domaine thématique 2, composantes 1 à 3</i> 9. Nombre de stratégies utiles / positives en place qui réduisent la vulnérabilité aux risques pour les communautés, en termes de changements dans la gestion des ressources naturelles, moyens d'existence, protection physique et sociale, et autres. <i>Devant être conduit par le domaine thématique 4, composantes 1 à 7</i> 10. Nombre d'actions qui ont amélioré l'organisation communautaire pour la préparation aux catastrophes. <i>Devant être conduit par le domaine thématique 5, composantes 1 à 6</i> 11. Les collectivités et les partenaires comprennent les détails des plans opérationnels et juridiques afférents à la RRC. <i>Devant être conduit par le domaine thématique 1, composantes 1 et 2</i> 12. Actions efficaces de plaidoyer entreprises par les collectivités résultant en un meilleur accès aux ressources publiques et / ou influençant des politiques positives. <i>Devant être conduit par les caractéristiques d'un environnement favorable dans tous les domaines thématiques</i>

La nouvelle version des indicateurs a été approuvée par le bailleur de fonds et utilisée pour renseigner le bilan à mi-parcours. Le format « cadre logique » des documents de projet ne peut comprendre le montant et le niveau de détails que contiennent les *Caractéristiques* : Par conséquent, le cadre logique présenté au bailleur de fonds ne faisait pas référence aux *Caractéristiques* pour chaque indicateur, mais mentionnait de façon générale comment le document guiderait les indicateurs.

Recommandations

Tous les participants ont reconnu que les *Caractéristiques* avaient clarifié et aidé à définir les indicateurs. L'équipe était constituée de praticiens expérimentés en RRC venant des Philippines, du Bangladesh, du Honduras, du Salvador, du Malawi et du Royaume-Uni. Il y a eu un consensus sur l'utilité des *Caractéristiques* malgré les contextes et risques différents avec lesquels travaillaient les membres de l'équipe, mais pour parvenir à ce niveau de discussion, il y a besoin d'une expertise et d'une connaissance pratique du travail de RRC.

Idéalement l'exercice consistant à définir les indicateurs devrait être complété au début du projet, en se servant des *Caractéristiques* pour définir et façonner le projet dès le départ. Ensuite, les bilans et les évaluations seront faits en référence aux indicateurs agréés par le bailleur de fonds.

Étude de cas 7 :

Utiliser les *Caractéristiques* pour la collecte de données et la recherche

Organisation : Christian Aid

Auteur : Cristina Ruiz cruiz@christian-aid.org

Objet

Dans le cadre du bilan à mi-terme d'un programme mondial majeur de RRC, financé par le DFID, Christian Aid a utilisé les *Caractéristiques* pour développer des études de cas sur les expériences des collectivités et des partenaires qui devaient servir, lors du bilan, de base de discussion et d'analyse approfondie. Une série d'études de cas a été mise au point dans trois pays de projet, choisissant chacune un angle analytique différent et associant des composantes particulières du document *Caractéristiques*.

L'objet de ces études de cas était triple :

1. Fournir des leçons initiales et identifier les défis importants dans des domaines ciblés spécifiques pour guider la discussion de l'équipe lors d'un atelier préparatoire au bilan
2. Tester sur le terrain les *Caractéristiques* comme cadre conceptuel pour une analyse approfondie et des études de cas (en utilisant des caractéristiques choisies ayant un intérêt particulier pour bâtir des collectivités résilientes face aux catastrophes)
3. Créer une base et des idées initiales pour les évaluations spécifiques aux pays.

Méthodologie et défis

Les études de cas avaient pour objectif de refléter des domaines cibles et les composantes de résilience particuliers d'un projet, à partir du cadre logique original et du document *Caractéristiques*.

L'équipe de projet avait choisi quelques domaines thématiques, composantes de résilience et caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes qui étaient particulièrement intéressants pour les objectifs du projet et dont on attendait qu'ils produisent des résultats initiaux utiles en vue des évaluations pays. Pour cette raison, les critères de choix de composantes ou de caractéristiques particulières de résilience pour les études de cas étaient :

- les objectifs du projet (tels que définis dans le cadre logique)
- une liste des composantes soumises aux tests sur le terrain et
- les compétences des partenaires et de Christian Aid dans les pays concernés.

Par exemple, au **Bangladesh**, l'étude de cas a été centrée sur le niveau communautaire et a analysé le lien entre les niveaux de connaissance des risques locaux et de pratique environnementale. Deux domaines thématiques et les composantes et caractéristiques pertinentes ont été choisis et associés de la façon suivante :

Domaines thématiques et composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
Domaine thématique 2 : Évaluation des risques Composante 1 : Données et évaluation préliminaire des aléas / risques	1.2 L'évaluation préliminaire des aléas / risques est un processus participatif incluant des représentants de tous les secteurs de la collectivité et sources d'expertise. 1.3 Résultats de l'évaluation préliminaire partagés, discutés, compris et acceptés par toutes les parties prenantes et introduits dans les plans communautaires de planification concernant les catastrophes. 1.4 Résultats mis à disposition de toutes les parties intéressées et introduits dans leurs plans concernant les catastrophes. 1.5 Suivi permanent des risques et aléas, avec mise à jour des évaluations.	
Domaine thématique 4 : Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité Composante 1 : Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	1.1 Compréhension communautaire des caractéristiques et du fonctionnement de l'environnement naturel et des risques potentiels locaux. 1.4 Préservation et mise en application des savoirs et des technologies autochtones appropriées, liés à la gestion de l'environnement.	

Les caractéristiques choisies ont ensuite été discutées et revues ensemble avec le partenaire local de Christian Aid avant d'aller rendre visite aux collectivités ; et les principaux thèmes et questions pour les entrevues, groupes de discussion et participants individuels ont fait l'objet d'un accord. Les questions générales suivantes ont guidé le processus :

1. Les évaluations préalables des aléas et risques, y compris celles des risques de changement climatiques, organisées dans la collectivité participant au projet ont-elles contribué à changer la perception des risques et de la préparation qu'avait la population ?
2. Le processus d'évaluations participatives a-t-il amélioré la connaissance que possède la population au sujet des rôles et responsabilités au cours de la réponse ? La population est-elle capable de traiter les facteurs de risque sous-jacents ?
3. L'implication de différents acteurs locaux, dont l'administration, a-t-elle influencé le processus de cartographie des aléas et risques et le processus a-t-il eu un quelconque impact sur la relation entre la collectivité et les représentants du gouvernement, ainsi que sur l'accès aux services publics qui en découle ?

Dans les collectivités, les entrevues ont eu lieu avec les membres des comités villageois de gestion des catastrophes (entrevues à la fois séparées et conjointes avec les membres féminins et masculins des comités), avec les membres des comités de bénévoles, les minorités ethniques, les représentants de Ward et les membres des unions Parishad des villages, ainsi qu'avec le personnel administratif (ingénieurs, vétérinaires, responsables d'Upazilla). En outre, le cas échéant, des entrevues individuelles ont été faites avec des docteurs, des enseignants et des chefs d'entreprise à l'intérieur et à l'extérieur de la collectivité.

Au **Honduras**, l'étude de cas a mis au point une combinaison de sensibilisation aux risques et de capacité de plaidoyer. Elle s'est concentrée sur le niveau communautaire et a analysé les questions clés suivantes :

- Une collectivité, qui partage une même vision de ce qu'est une collectivité préparée et résiliente, qui est bien formée et consciente des risques de catastrophes, est-elle en meilleure position pour augmenter son influence sur le gouvernement au niveau local ?
- Quels autres facteurs et aspects d'un environnement favorable sont-ils nécessaires pour que les collectivités soient capables d'interpeller efficacement le gouvernement et les autres parties prenantes ?

Les caractéristiques choisies ont été :

Domaines thématiques et composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
Domaine thématique 3 : Savoirs et éducation Composante 1 : Sensibilisation, savoirs et savoir-faire du public	1.2 L'ensemble de la collectivité a été exposé / a pris part aux campagnes de sensibilisation continues, qui sont axées sur les besoins et les capacités communautaires (p.ex. niveau d'alphabétisation). 1.3 Connaissance communautaire des aléas, vulnérabilités, risques et actions de réduction des risques suffisante pour une action efficace par la collectivité (seule et en collaboration avec d'autres parties prenantes). 1.4 Possession (par des individus et dans la collectivité) de savoirs et savoir-faire techniques et organisationnels appropriés pour la RRC et les actions de réponse au niveau local (y compris les savoirs techniques, stratégie de survie, stratégies de moyens d'existence autochtones).	
Domaine thématique 3 : Savoirs et éducation Composante 3 : Enseignement et formation	3.1 Les écoles locales délivrent aux enfants une éducation sur la RRC grâce à un programme et, si possible, à des activités extrascolaires. 3.2 RRC / GRC et autres formations traitent les priorités identifiées par la collectivité et fondées sur l'évaluation des risques, vulnérabilités et problèmes associés. 3.3 Membres de la collectivité et organisations formés dans les savoir-faire adaptés à la RRC et la PC.	
Domaine thématique 1 : Gouvernance Composante 1 : Politiques, planification, priorités et engagement politique de RRC	1.2 Point de vue consensuel des risques potentiels, de l'approche de gestion des risques, des actions spécifiques à entreprendre et des objectifs à atteindre. 1.5 Direction communautaire de planification et de mise en œuvre de la RRC qui est convaincue, efficace et intègre. 1.6 Plans communautaires de RRC (et de PC) conçus par des processus participatifs, mis en application et mis à jour périodiquement.	• Consensus politique sur l'importance de la RRC. • RRC, priorité politique à tous les niveaux du gouvernement. • Politique, stratégie et plan de mise en œuvre nationaux de RRC, ayant une vision, des priorités, des buts et des jalons clairs. • Politiques, stratégies et plans de mise en œuvre de l'administration locale pour la RRC, mis en place. • Compréhension et soutien officiels de la vision communautaire au niveau local.
Domaine thématique 1 : Gouvernance Composante 2 : Systèmes juridiques et réglementaires	2.2 La collectivité est consciente de ses droits et de l'obligation légale du gouvernement et d'autres parties prenantes d'assurer sa protection.	

Au **Malawi**, l'étude de cas s'est penchée sur la transmission de savoir-faire et les canaux de communication au niveau communautaire, en traitant les questions clés suivantes :

- Les canaux établis de communication et d'information sociales laissent-ils dans l'isolement des personnes vulnérables ? L'analyse des vulnérabilités et capacités (AVC) aide-t-elle à résoudre cet isolement ?
- L'AVC parvient-elle à puiser dans les connaissances et expériences collectives de gestion de précédentes crises ? Dans quelle mesure ? Quel genre d'activités, facteurs, actions, etc. favorise-t-il ce processus ou l'entrave-t-il ?

Pour cela, les caractéristiques suivantes ont été choisies et associées :

Domaines thématiques et composantes de résilience	Caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes	Caractéristiques d'un environnement favorable
Domaine thématique 2 : Évaluation des risques Composante 2 : Données et évaluation de vulnérabilité / capacité et d'impact	2.2 L'AVC est un processus participatif faisant intervenir des représentants de tous les groupes vulnérables.	• AVC rendue obligatoire dans les politiques publiques, la législation, etc., avec des normes de préparation, de publication et de révision. • Données d'impact des catastrophes et informations sur les pertes statistiques disponibles et utilisées dans l'AVC. • Savoirs existants relevés, synthétisés et partagés de façon systématique (grâce à des systèmes d'information de gestion des catastrophes). • Participation aux évaluations de toutes les organisations / parties prenantes concernées.
Domaine thématique 4 : Gestion des risques et Réduction de la vulnérabilité Composante 4 : Protection sociale (y compris capital social)	4.4 Canaux établis de communication et d'information sociales ; pas d'isolement des personnes vulnérables. 4.5 Connaissance et expérience collective de gestion de précédentes difficultés (aléas, crises).	• Schémas formels de protection sociale et filets de sécurité sociaux accessibles aux groupes vulnérables en temps normal et en réponse à une crise. • Organisations extérieures prêtes à investir temps et ressources dans la construction de partenariats étendus avec des organisations et groupes locaux pour la protection / sécurité sociale et la RRC.

Les cadres des entrevues pour chacune des études de cas ont été mis au point par un dialogue entre le personnel de Christian Aid et les partenaires locaux, en prenant pour références les caractéristiques particulières choisies pour chaque cas. Des entrevues ouvertes et semi structurées ainsi que des discussions de groupe ont été organisées avec les membres de la collectivité, le personnel du partenaire local, les représentants de l'administration locale et les parties prenantes concernées.

Résultats et recommandations

Au cours de la recherche, la cible claire des questions de recherche fondées sur les *Caractéristiques* a montré que les présupposés sur lesquels reposaient certaines hypothèses ne tenaient pas. Au Bangladesh par exemple, l'étude a découvert que le processus d'évaluation préliminaire n'était pas tout à fait participatif et que les résultats n'étaient pas partagés largement au sein des collectivités et en dehors. En outre, l'administration locale, bien qu'informée de l'AVC participative, n'avait pas participé à l'exercice, à l'exception d'un membre de la collectivité qui est le représentant du Ward dans l'union Parishad.

L'étude a dès lors cherché à comprendre ce qui empêchait les deux collectivités de bénéficier davantage du processus d'évaluation des risques et plus généralement des activités du projet. Ce faisant, la recherche n'a pas seulement mis en lumière trois facteurs fondamentaux pour les interventions réussies de RRC que les partenaires avaient considérées comme allant de soi, mais sur lesquelles ils n'avaient pas poussé la réflexion (participation, autonomisation et pérennité), mais elle a également soulevé de nouvelles questions de recherche à discuter et pouvant servir à des analyses ultérieures.

Les *Caractéristiques* se sont révélées un outil très utile pour encadrer les questions particulières d'étude pour la recherche sur le terrain. Elles ont été utiles pour concentrer les intérêts généraux de recherche sur des questions spécifiques et pour guider les

questions des entrevues. Utiliser ainsi les *Caractéristiques* a facilité également la participation du personnel de Christian Aid dans les discussions ouvertes avec les partenaires locaux concernant la mesure des progrès de la résilience communautaire plutôt que d'évaluer les réalisations des partenaires.

Pour faire des *Caractéristiques* un outil utile pour cet exercice, un processus approfondi de sélection des composantes de résilience et des caractéristiques d'une collectivité résiliente face aux catastrophes appropriées a dû être fait dans un dialogue ouvert avec toutes les personnes concernées. Bien qu'il ait été assez exigeant en termes de temps passé, le processus a également favorisé le ciblage et le cadrage de l'analyse dans la pensée de chacun – cela valait donc bien l'effort.

En dépit d'une préparation minutieuse, dans certains cas, les caractéristiques choisies ont eu besoin d'être adaptées une fois l'équipe sur place dans les collectivités. C'était indispensable pour mieux refléter les réalités locales – et cela a été facilement possible.

Parmi les quelques recommandations particulières :

- Sélection des participants de la collectivité et pour les entrevues : La sélection des partenaires de la collectivité et pour les entrevues devrait être conduite de façon conjointe avec tous ceux qui sont concernés par le processus et, en particulier, en consultant le personnel qui va effectuer les entrevues.
- Sélection des caractéristiques : Les domaines thématiques et les composantes choisis dans le cadre *Caractéristiques* pour la collecte de données et la recherche devraient prendre en considération le contexte du projet / de la collectivité / de l'initiative concerné : c'est-à-dire : les cadres logiques, plans d'action communautaires, priorités stratégiques, etc. devraient être étudiés pendant le processus de sélection.
- Mise au point du guide pour les entrevues : L'identification des questions et cadres pour les entrevues peut être aisément organisée en suivant les caractéristiques qui sont les plus pertinentes dans le cadre des composantes choisies. Le guide devrait être adopté avec l'accord de chaque groupe et de chaque personne interrogés.



Ce projet et cette publication ont fait l'objet du soutien des organisations suivantes :

